

Georges ANGLADE

[† 1944-2010]

Docteur en géographie et Licencié en Lettre, en Droit et en Sciences sociales
de l'Université de Strasbourg
Fondateur du département de géographie de l'UQÀM.

(1982)

ESPACE et LIBERTÉ en HAÏTI.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Georges ANGLADE

ESPACE ET LIBERTÉ EN HAÏTI.

Montréal : ERCE, 1982, 143 pp. Groupe d'Études et de Recherches Critiques d'Espace, département de géographie, UQAM, Centre de recherches Caraïbes de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 12 octobre 2009 de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : anglade.georges@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 3 mars 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Georges ANGLADE

[† 1944-2010]

Docteur en géographie et Licencié en Lettre, en Droit et en Sciences sociales
de l'Université de Strasbourg
Fondateur du département de géographie de l'UQÀM.

ESPACE ET LIBERTÉ EN HAÏTI.



Montréal : ERCE, 1982, 143 pp. Groupe d'Études et de Recherches Critiques d'Espace, département de géographie, UQÀM, Centre de recherches Caraïbes de l'Université de Montréal.

Du même auteur

CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DE LA POPULATION D'HAÏTI

Évolution démographique, répartition géographique. Centre de Géographie appliquée, , Strasbourg, France, Service des thèses. 247 pages, 6 cartes hors texte 1 : 500 000, 2e trimestre 1969.

L'ESPACE HAÏTIEN

Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, x + 222 pages, 23 cartes, 54 figures, 148 illustrations, 40 tableaux, 3e trimestre 1974, 4e édition, Port-au-Prince, Haïti, 2e trimestre 1981. ISBN 0-7770-0115-2.

LA GÉOGRAPHIE ET SON ENSEIGNEMENT

Lettre ouverte aux professeurs, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, xiii + 66 pages, 12 tableaux, 4e trimestre 1976. ISBN 0-7770-0163-2.

MON PAYS D'HAÏTI

Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, Les Éditions de l'Action Sociale, Port-au-Prince, xiii + 112 pages, 20 tableaux, 28 cartes, 18 figures, 3e trimestre 1977. ISBN 0-7770-0197-7.

ATLAS CRITIQUE D'HAÏTI

Études et recherches critiques d'espace et Centre de recherches caraïbes, 18 cartes en polychromie, 80 pages de format 10 x 13 pouces, 4e trimestre 1982. ISBN 2-920418-00-9. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

HISPANIOLA

Lecturas sobre un mapa mural/Les lectures d'une carte murale. En collaboration avec R. E. Yunén et D. Audette. Études et recherches critiques d'espace et Universidad católica Madre y Maestra en Santiago, R.D., carte murale en polychromie, 1 in X 1.40 m., 4e trimestre 1982.

Table des matières

Quatrième de couverture

PERSPECTIVE. Prendre raccourci

- Chapitre 1. [Le déclin et l'espoir](#)
- Chapitre 2. [Les poissons d'avril](#)
- Chapitre 3. [La raison d'espace](#)
- Chapitre 4. [Le pays profond](#)
- Chapitre 5. [Le risque et la chance](#)
- Chapitre 6. [Paroles de géographe](#)
- Chapitre 7. [Kreyòl pale kreyòl konprann](#)
- Chapitre 8. [Chronique d'outre-misère](#)
- Chapitre 9. [Un espace à inventer](#)

PROSPECTIVE. Espace et liberté

- Figure 1. [Articulation de l'espace haïtien par la circulation des denrées et des vivres](#)
- Figure 2. [Articulation des formes](#)
- Figure 3. [Articulation des structures spatiales dominantes](#)
- Figure 4. [Les structures dominantes](#)
- Figure 5. [La diaspora](#)
- Figure 6. [Kat espas kreyòl ak bou-jaden, mache, abitan, konmès madan-sara...](#)

- Tableau 1. [La circulation des produits agricoles en Haïti](#)
- Tableau 2. [Évolution, entre 1970 et 1974, du prix de huit produits sur neuf marchés \(En %\)](#)

- TABLO 1. Jan tè yo dekoupe dapre resansman 1971 (Sous : Institut Haïtien de Statistiques, 1973)

Espace et liberté en Haïti

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

La voie qui nous est et nous sera tracée comme "naturelle" est celle de la croissance capitaliste par centralisation : métropole de 3 millions de personnes en l'an 2000, zones franches regroupées pour la sous-traitance internationale, grandes entreprises aux sièges sociaux concentrés au "bord-de-mer", grandes plantations et grandes propriétés reconstituées, tourisme... bref, une "république de Port-au-Prince" devenant de plus en plus forte économiquement et politiquement, et des "périphéries" rurales et urbaines de plus en plus faibles, stagnantes, migrantes, avec leurs cortèges amplifiés de prostitution, de misère, de velléité de fuite. Et ceci, notons-le, seulement dans le meilleur des cas de reprise en main d'une croissance à la remorque du capitalisme dominant qui nous donnerait dans 25 ans le profil et la fiche signalétique d'une moyenne caraïbéenne d'il y a 25 ans ! Inquiétantes perspectives que ce chemin du développementisme technocratique qui nous fixe pour ultime ambition au passage à l'autre siècle, un demi-siècle de "retard" dans le contexte de nos équivalents caraïbéens.

Puis l'autre possibilité de prendre raccourci pour nous en sortir différemment et plus rapidement, dans ce lieu de notre Amérique, en tablant sur les accumulations de tout un peuple, en chacun des points de son espace, pour ériger une société nouvelle aux rapports sociaux enrichis. Il sera certes encore question de développement accéléré, d'urbanisation, de modernisation... mais ce sera en partie (et à partir) des bourgs-jardins, des marchés, des petits commerces, des agrovilles aux

petites et moyennes unités de production... tout en veillant au raboutage des coupures villes/ campagnes, provinces/ capitale, arrière-pays/ bord-de-mer, fondements et produits de nos extrêmes de classes. Cette alternative de décentralisation et de démocratisation envisageable dans notre cas de prédominance rurale, à la structure non encore métropolisée à l'excès, toujours fortement articulée sur les paysans et marchandes, riche d'une diaspora à penser comme ensemble à intégrer au processus interne de développement... a pour assise les savoir-faire et les ressources matérielles et humaines que révèle la *géographie politique et économique de la survie* en Haïti des classes défavorisées.

Nous remercions les revues, institutions et personnes suivantes de nous avoir offert un cadre pour nos interventions.

Par ordre de présentation :

- Le CENTRE D'ÉTUDES ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE et Monsieur E. Verdieu (1981)
RADIO CANADA, émission "Aux vingt heures" et Monsieur Yvon Leblanc (1978)
YORK UNIVERSITY-GLENDON et Monsieur Alain Baudot (1980)
La revue ENVIRONNEMENT AFRICAÏN et Monsieur Jean Benoist (1978)
L'ASSOCIATION DES GÉOGRAPHES DU QUÉBEC et Monsieur Luc Lossier (1978)
RADIO CANADA INTERNATIONAL et Monsieur Ousseynou Diop (1977)
La revue SEL et le révérend William Smart (1977)
Le CENTRE D'ÉTUDES ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE et Monsieur K. Bwatshia (1981)
Le COMITÉ INTERNATIONAL DES ÉTUDES CRÉOLES et Monsieur Jean-Claude Castelain (1979)
LE BULLETIN DE LA MAISON D'HAÏTI et Madame Adeline Chancy (1979)
La revue LAMBI et Monsieur Max Charlier (1979)
L'hebdomadaire HAÏTI OBSERVATEUR et Monsieur Léo Joseph (1978)
Les CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC et Monsieur Jean Raveneau (1978)
LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC et Monsieur Thomas Déri (1978)
La revue RELATIONS et Monsieur Albert Baudry s.j. (1980)
La revue ALTERNATIVES CARAÏBES et Monsieur Charles David (1979)
L'UNIVERSITÉ DES TRAVAILLEURS DE L'AMÉRIQUE LATINE et Monsieur L.-F. Manigat (1980)

La Cejita, samedi 18 juillet 1981

AI amacener

Il se faisait lentement jour sur La Cejita, R.D.

Dans la pièce du devant de la case, honoré du lit de mes hôtes Virgilio et Gloria qui dorment encore avec leurs sept filles dans la pièce d'arrière, je regarde filtrer le jour par les fentes de la porte. Dans ce dégradé menant à l'éclat du soleil pour bientôt, je creuse, une fois de plus, en quête de la question qui donnera sens au terrain. Je suis remonté hier, longuement, jusqu'à 700 mètres d'altitude, de raccourcis en raccourcis, pour surplomber finalement les 64 cases qui font village sur ces pentes du Cibao. *De raccourcis en raccourcis...*

Je n'avais fait que cela depuis le début, toujours trouver le chemin le plus court, toujours composer avec la montagne pour gagner du temps avant la nuit, gagner l'ombre au midi de la chaleur.

Et si c'était cela le mot conducteur, Le Raccourci, que je cherchais sans pouvoir le nommer ?

Je pris mon café ce matin-là en trouvant, pour la première fois, que le sirop de canne n'avait plus tellement mauvais goût.

Espace et liberté en Haïti

Perspective

Prendre raccourci

[Retour à la table des matières](#)

Introduire une sélection de textes réalisés entre 1977 et 1981, c'est dire après coup l'unité sous-jacente à la diversité d'un quotidien d'exil et de quête des éléments d'un nouveau discours géographique ; opération d'autant plus risquée qu'il doit en fait exister plusieurs fils conducteurs et que le choix de l'un d'eux est encore affaire de conjoncture. Toujours est-il que *prendre raccourci* me semble être aujourd'hui le thème qui se dégage de ces variations sur développement et politique en Haïti.

Raccourci, mot chargé d'un projet d'alternative tracé par la récurrence de questions qui, d'un dit à l'autre, se sont accrochées aux trois niveaux de l'interprétation de la crise actuelle, des transformations souhaitables et des moyens à prendre pour construire ce futur. *Le raccourci* devient alors ce vocable unifiant, par prise de distance des sollicitations captées sur des registres différents, ceux-là mêmes du vécu d'une tranche quinquennale. Il s'y entremêlent, au gré des moments et à travers cette variété des médias de l'écrit et de l'oral qui portent l'écho de ces années 1980, le discours disciplinaire, l'interpellation politique, l'analyse de conjoncture, la critique de pratiques scientifiques, l'évaluation de projets, la recherche de significations des crises au pays et en diaspora.

*

Neuf chapitres donc pour cette rétrospective en forme d'itinéraire tracé dans le foisonnement de ces choses d'une vie de témoin et de participant. Beaucoup y passe, dénonciations et propositions, questions brûlantes de l'heure et vieilles questions longtemps en suspens, rapidement ou longuement, et souvent de manière répétitive, sans d'autres prétentions que d'être ponctuel, partiel et daté comme le cadre original de leur production. Dans ce *moment actuel*, la situation est suffisamment grave pour que s'explique ce vouloir trouver d'autres chemins dans d'autres compagnonnages de route.

L'ordre d'exposition adopté n'est pas plus chronologique que la maturation de la perspective n'a été linéaire. Nous avons été sollicité pour ces interventions tout au long du processus de réalisation de l'Atlas *critique d'Haïti* ¹ et chacun des dits fait écho aux problèmes qui nous habitaient dans Lin temps. En somme, nous avons été constamment en mouvement "régressif-progressif", nous accrochant à la compréhension des phénomènes de la conjoncture, fouillant la dynamique qui pourrait les expliquer et revenant ensuite rectifier notre lecture du présent par ces acquis de la genèse, avant de recommencer à nouveau, à partir de cette nouvelle construction du moment des années 1980. Aussi, l'ordre de présentation des chapitres, tout comme le thème conducteur pour les enfilet, ne se sont révélés qu'en toute fin du travail.

Le contrôle économique et la gestion politique de l'espace s'étant imposés au terme de ce cheminement comme les deux dimensions principales de l'accès au géographique (haïtien), nous avons voulu ramasser nos avancées théoriques, méthodologiques et politiques dans une mise à l'épreuve, ce qui nous donne *Hispaniola* ² comme troisième volet de la même démarche. Au travers de cette pluralité, l'objectif final est resté le même d'un bout à l'autre du travail : trouver pour l'horizon 2000 les racines d'une alternative.

¹ *Atlas critique d'Haïti*. Études et recherches critiques d'espace et Centre de recherches caraïbes. 4e trimestre 1982, 18 cartes en polychromie, 80 pages de format 10 x 13 pouces. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

² *Hispaniola*. Lecturas sobre un mapa mural/Les lectures d'une carte murale. En collaboration avec R.E. Yunén et D. Audette. Études et recherches critiques d'espace et Universidad católica Madre y Maestra en Santiago. Murale de 1 m x 1.40 m. 4e trimestre 1982.

Pour essayer de faire pièce au piège de méthode caché dans la méthode, le réductionnisme qui guette toujours ces constructions, nous avons refusé d'occulter le sensible qui investit la relation à l'objet d'étude, car nous parlons le devenir d'un peuple, le nôtre, et que nous sommes noué par ce tragique.

*

Si nous disposons actuellement d'un ensemble appréciable de données construites principalement ces dix dernières années, il me semble que ce qui nous fait défaut pour donner sens à cette accumulation est la production d'un cadre théorique capable de dévoiler ce qui singularise l'espace haïtien, d'en fournir une nouvelle grille de lecture et de livrer une manière nouvelle d'agencement permettant d'échapper à l'enfermement de ces indices impuissants par eux seuls à dire le réel à interpréter et à transformer. En d'autres termes, et de manière métaphorique, je crois profondément que nous avons actuellement à notre disposition toutes les pièces nécessaires à la construction d'une machine nationale puissante, mais qu'il nous reste encore à inventer un schéma de montage pour les emboîter correctement ; et cela, c'est le travail de *l'audace conceptuelle* que de donner une forme nouvelle à cet amoncellement disparate et ce sera le travail de *l'audace organisationnelle* que de bâtir et de faire fonctionner, plus tard, cette machine.

Si la centralisation haïtienne porte marque de toutes les centralisations d'espace du système mondial, elle n'est cependant réductible à aucune autre ; et c'est cette différence-là qu'il nous faut creuser. Si toute hiérarchisation procède d'une centralité globale et actuellement généralisée, nos carrefours sont-ils pour autant aussi semblables à tous les autres, que 25% ou 75% de la population vive d'activités agricoles ? Certainement pas ; et c'est cette nuance-là qu'il nous faut dire. Aussi me suis-je défendu de forcer le social et le spatial haïtien à s'encastrent dans des grilles à l'évidence produites hors de notre contexte. Il nous fallait impérativement d'abord atteindre au *pays profond* avant d'y faire jaillir des pistes d'alternatives. Cette quête de perspectives directrices ancrées dans les spécificités du cas étudié nous permettait d'enlever au traitement de l'information ce caractère d'alignement d'agrégats classiques qui grève tellement le discours sur Haïti.

*

La voie qui nous sera tracée comme "naturelle" est celle de l'accumulation capitaliste plus ou moins accélérée par centralisation : capitale de 3 millions de personnes en l'an 2000, zones franches regroupées pour la sous-traitance internationale, grandes entreprises aux sièges sociaux concentrés au "bord-de-mer" pour la gestion de grandes plantations et de grandes propriétés reconstituées, tourisme... bref, "une république de Port-au-Prince" devenant de plus en plus forte économiquement et politiquement, et des "périphéries" rurales et urbaines de plus en plus faibles, stagnantes, migrantes, avec leurs cortèges amplifiés de prostitution, de misère, de velléité de fuite. Et ceci, notons-le, seulement dans le meilleur des cas de reprise en main d'une croissance à la remorque du capitalisme dominant qui nous donnerait dans 25 ans le profil et la fiche signalétique d'une moyenne caraïbéenne d'il y a 25 ans ! Inquiétantes perspectives que ce chemin qui nous fixe pour ultime étape au passage à l'autre siècle, un demi-siècle de "retard" dans le contexte de nos équivalents américains. ³

Puis l'autre possibilité de *prendre raccourci* pour nous en sortir autrement et plus rapidement, dans ce lieu de notre Amérique, en tablant sur les accumulations de tout un peuple, en chacun des points de son espace, pour ériger une société nouvelle aux rapports sociaux enrichis. Il est certes encore question de production accélérée, de développement poussé, d'urbanisation, de modernisation, de croissance... mais c'est en partie et à partir des bourgs-jardins, des marchés, des petits commerces, d'agrovilles et de villes moyennes aux petites et moyennes unités de production... tout en veillant à ce que les plus grandes, qui existent aussi dans l'agriculture et l'industrie, n'entravent pas l'abolition poursuivie des coupures villes/campagnes, provinces/capitale, arrière-pays/bord-de-mer, fondements et produits de nos extrêmes de classes. Cette alternative envisageable dans notre cas de prédominance rurale, à l'ensemble non encore métropolisé à l'excès, toujours fortement articulé sur les paysans et marchandes, riche d'une diaspora à penser comme structure intégrée au processus interne de développement... a pour assise

³ En mars 1981, la DATPE, Division de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement, publiait le tout premier schéma d'aménagement du territoire haïtien et l'image à long terme qui nous est présentée pour l'an 2006, projection optimiste dans cette voie d'optimalisation capitaliste, place globalement Haïti en un point déjà "dépassé" par la plupart de nos voisins caraïbéens ! Dans cette voie c'est, hélas, le mieux que l'on puisse espérer.

les savoir-faire que révèle la géographie politique et économique de la survie en Haïti des classes défavorisées en pratique à l'échelle du pays entier.

Tel me semble le projet qui court entre les lignes de ces textes à la recherche des principaux nœuds de cette construction.

*

Nouvelle utopie, a-t-on déjà dit ; que l'on me dise alors une manière autre, dans un délai de 20 ans, de *changer la société, changer la vie*, sans cet ancrage dans l'espace socialement et historiquement produit et légué à cette conjoncture des années 1980 ? Les données du choix se précisent pourtant de plus en plus. Il y a bien une base économique dans cette large place à une production familiale de vivres et de denrées, ces rapports de possession, d'indivision, de location de la terre qui modulent les rapports de travail, ces modalités différentielles de commercialisation, ces façons agraires et ces pratiques culturelles... dans le cadre d'une spatialité de l'habitat et des jardins entrelacés d'un réseau de relations aux fonctions de production et de reproduction, notamment de la force de travail. Et cette base économique est articulée à des structures politiques, sociales, culturelles dont le type de contrôle policier du rural, le vodou, le créole, la peinture... n'en sont pas les moindres manifestations. Un jour on arrivera peut-être à la spécifier comme mode de production particulier de la presque dernière paysannerie des Antilles en travaillant son niveau de dépendance, son rôle d'auxiliaire du mode capitaliste dominant, sa fonction de réserve pour l'émigration et le salariat local, etc. Or, l'articulation de "cette chose-là" (MPHs pour mode de production haïtien à spécifier) à la pénétration du mode de production capitaliste conduit tout droit et brutalement à sa disparition dans cette phase actuelle d'accumulation de capital. ⁴ Aussi

⁴ L'histoire de la Caraïbe au XXe siècle est aussi l'histoire de cette désarticulation plus ou moins rapide suivant les cas, par la réduction graduelle des paysanneries en lieu de production, de consommation et de reproduction de la force de travail du mode tuteur. C'est la logique d'un amenuisement séquentiel. En Haïti, avec encore 80% de paysans et de marchandes, ce processus en accélération produit et produira un déracinement brusque et massif qui est appelé à submerger les autres secteurs. Les stratégies de rétention de populations rurales actuellement à l'œuvre dans la Caraïbe ne confrontent ni l'ampleur, ni l'échelle du cas haïtien et elles ne sont pourtant que des solutions bâtarde, ponctuelles et passagères. Faire face à la situation haïtienne exige une autre

les conséquences désastreuses que nous observons et vivons tous les jours, des boat-people aux famines, n'en sont qu'à leur début pour ces quelque quatre millions de paysans.

À cette dynamique de débâcle de la diffusion du MPC et de ses interrelations avec le MPHs, il faut répondre par la recherche d'un équilibre politique et économique qui se donne pour objet l'endiguement du processus de périphérisation en cours et possiblement la redéfinition d'un nouvel ordre qui assure à ces 90% de notre population d'aujourd'hui un devenir acceptable dans leur propre espace, dans un délai raisonnable.

Quel autre point de départ que la pratique sociale et spatiale du MPHs ?

*

Nouvel indigénisme ont alors murmuré ceux qui, affectant d'oublier l'adage de Hegel "Ce qui est familier n'est pas pour cela connu", n'arrivent pas à entendre qu'il puisse exister en creux de survie et de résistance d'un peuple des pratiques spatiales aux riches promesses. Quoi de plus normal que leur intériorisation du discours de dévalorisation que promène le regard de l'autre, l'étalement de ses vitrines, l'imposition de son bonheur mesuré à l'aune du dollar ! On a fini par faire croire que trois siècles de *caraibéanisation* de six millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'avaient produit aucune sédimentation, ne pouvaient prétendre d'aucune épaisseur... rien que l'ubuesque et sanglante pantomime du quart de siècle d'une "cleptocratie" sans projet, sans vision. D'un bord à l'autre, des factions au pouvoir aux factions dans l'opposition, l'exigeante gestion de la misère s'est muée en rites d'invocation d'une manne à venir d'une quelconque puissance salvatrice.

Il n'y aura pas de *happy end*, le *deus ex machina* n'est pas de l'ordre du social et du spatial ; les éléments de la difficile solution sont toujours-déjà-là, sur place. À ne pas partir des savoir-faire du MPHs qui regorge de pratiques acceptables, on

voie, celle de concevoir le monde de ces 90% de "périphériques ruraux et urbains" comme l'intersection de toutes les pratiques sociales, politiques et économiques d'une phase de transition. C'est un problème dont l'échelle est non seulement unique actuellement, mais encore dont la solution, quelles que soient les allégeances d'externalité de l'État envisagé, ne peut s'aborder qu'en partie et à partir des ressources humaines et matérielles proprement locales à cette société.

se condamne à affronter des écueils qui ne sont pas ceux du niveau de nos ressources matérielles et humaines. Il me semble qu'il faut partir des fondements de cette géographie politique et économique de la survie pour engager le processus de développement, et non surimposer technologies, capitaux et organisations d'un autre contexte.

*

Ni utopie, ni indigénisme, peut-être un raccourci.

Georges Anglade

1982

Haïti est un cas-limite ; mais peut-être est-ce là que précisément réside sa "chance" : par trois fois dans l'Histoire moderne, ce pays s'est trouvé en situation de fournir, à partir d'une extrême, des modèles d'oppression et/ou de libération.

Hispaniola (1492) est le laboratoire et le bassin d'expérimentation de ce qui allait être la Conquista des Amériques ; là fut mis au point tout ce qui caractérisera l'intervention espagnole.

Deux siècles plus tard, Saint-Domingue est en situation d'extrême exploitation des hommes et de profit fabuleux pour une métropole qui lui doit beaucoup de son industrialisation. Et puis émerge l'unique révolution d'esclaves à réussir dans le monde, l'inspiratrice de l'évolution politique de toute l'Amérique Latine du XIXe siècle.

Aujourd'hui, Haïti est l'un des pays les plus étranges des Amériques : masses réduites à la plus extrême pauvreté faisant contraste au luxe le plus éclatant des minorités. Le pays se trouve acculé à un troisième rendez-vous avec l'Histoire ; car, il serait invivable de vivre sans l'idée que, de cette extrême détresse, va naître une solution nouvelle...

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 1

LE DÉCLIN ET L'ESPOIR *

Nous avons demandé à Georges Anglade, de dire pour les lecteurs comment il situe la paysannerie dans la conjoncture actuelle.

Pour ce faire, il survole l'histoire des rapports de production en Haïti, analyse le processus d'anéantissement qui a conduit à l'impasse actuelle. Mais l'étonnante capacité de survie des paysans haïtiens, leurs accumulations locales de savoir-faire, si elles suscitent la volonté politique de recherche d'une solution nationale pour les problèmes nationaux d'Haïti, semblent devoir être, pour Georges Anglade, le point de départ d'un nouveau rendez-vous, un témoignage à dimension universelle.

E.V.

[Retour à la table des matières](#)

* Publication du Centre d'étude et de coopération internationale, mai 1981, 21 p. entrevue par Ernst Verdieu.

E.V. Pourriez-vous nous dire quelle a été l'histoire des rapports de base en Haïti ?

G.A. Nous en avons connu trois grands :

- le rapport Indien-or ;
- le rapport Esclaves, sucre et café ;
- le rapport Paysans, denrées et vivres.

Que cherche l'Espagne ? Essentiellement de l'or. Deux courbes celle de l'or et celle des Indiens. La première, celle de l'or, qui augmente, la seconde, celle de la population indienne qui chute. Il devait exister environ un demi-million d'Indiens à Hispaniola et quand les prélèvements d'or ont totalisé environ 15 mille tonnes, nous sommes en 1515, les Indiens avaient déjà complètement disparu. Le génocide était consommé.

E.V. Ce qui veut dire qu'il y a eu une accumulation de capital en Espagne qui s'est faite à partir de l'exportation des mines d'or d'Hispaniola.

G.A. Oui, au début du XVI^e siècle, 1500 à 1520, Hispaniola fournit à l'Espagne la plupart de ses chargements d'or. C'est le premier grand rendez-vous de cette Île d'Haïti avec l'histoire du monde, et l'expérience qu'acquiert le conquérant pendant 20 ans à Hispaniola aidera à la Conquête du Continent. Oppression des Indiens et augmentation des prélèvements, c'est l'histoire de l'Amérique indienne devenue par force latine ; le Mexique avec Cortes, le Pérou avec Pizarro, et tout le reste, donnent naissance à cette "légende noire" des génocides que vont répandre les historiographes comme Las Casas. Hispaniola est le "paillason de l'Améri-

que" comme dit Pierre Chaunu ; Indien-or, deux expressions reliées, deux courbes aux tendances opposées.

À la recherche de ces structures... le deuxième grand moment est la période fin XVIIe-XVIIIe siècles, jusqu'en 1789-1790.

Nous avons là deux autres courbes à comportement tout à fait différent : celle de la population et celle des denrées. L'histoire de St-Domingue c'est aussi l'histoire de ces deux courbes qui, au lieu d'être opposées comme dans la période précédente, vont devenir parallèles : plus il y a d'esclaves, plus augmente la "fortune" saint-dominguaise. Fortune dans le sens précis de prélèvements de valeurs au profit d'une métropole qui en a absolument besoin pour faire son passage d'un mode de production féodal au mode de production capitaliste. Ces prélèvements exigent une population d'esclaves qui passe de 10 000 au seuil des années 1700 jusqu'à un demi-million vers les années 1790, et la croissance des produits exportés en Europe augmente parallèlement et proportionnellement.

E.V. Cette augmentation des esclaves s'explique-t-elle à la fois par la croissance interne de la population et par la traite ?

G.A. Si l'expression "croissance" veut dire reproduction démographique des personnes, c'est-à-dire la production d'enfants capables d'assurer le remplacement, c'est non.

Le rapport des groupes d'âge était fort différent de ce qu'on peut trouver dans une structure équilibrée ; il y avait très peu d'enfants pour un nombre élevé d'adultes. La dynamique de reproduction interne n'était pas suffisante et c'est uniquement l'importation d'hommes, de femmes et d'enfants qui a permis la croissance. S'il n'y avait pas d'importation de forces de travail d'Afrique, force de travail réduite en esclavage, il n'y aurait absolument pas eu d'augmentation de population. St-Domingue a ainsi reçu en un siècle un stock global de l'ordre du million d'esclaves.

E.V. Ce que je voulais souligner c'est que normalement la seconde courbe aurait eu la même distorsion que la première avec les Indiens, n'était-ce cet apport extérieur.

N'était-ce l'apport extérieur, il y aurait eu en effet chute de population... remarque juste qui d'ailleurs est confirmée lors de la guerre de succession d'Autriche et durant la guerre de Sept ans. Les Espagnols, eux aussi, avaient essayé de leur mieux d'augmenter leur stock d'Indiens en faisant des razzias à Puerto-Rico, à Cuba, dans les Petites Antilles... ils ont échoué, les populations n'étaient pas considérables et ils se sont heurtés dans les Petites Antilles à des populations "belliqueuses" dites "Indios flecheros". La Terre ferme, le Continent, offrait des millions d'hommes... l'Europe va profiter de cette débauche de force de travail pour sa croissance économique. La colonisation française et anglaise, dans la Caraïbe, a réussi à trouver une autre source de force de travail, les Noirs d'Afrique ; tandis que les Espagnols ont pu continuer à exploiter les populations Indiennes d'Amérique.

E.V. Ce qui veut dire que la deuxième phase de production a été marquée par une sorte de rapport triangulaire ; alors que l'Amérique offrait ses réservoirs à l'Espagne qui pouvait ainsi continuer son exploitation, la France et l'Angleterre ont dû puiser dans un autre réservoir, qui a été l'Afrique.

G.A. Oui.

E.V. La troisième phase ?

G.A. La troisième phase est nationale : paysans, denrées et vivres. On part de 1804 avec environ 400 000 habitants. Une certaine histoire de ces deux siècles de vie nationale va s'articuler autour des denrées et des vivres qui sont commandés à la paysannerie par les nouvelles oligarchies dont la prééminence se construit sur trois types d'appropriations :

- a) le sol ;
- b) le commerce d'importation-exportation ;
- c) les prébendes, les prévarications qui suintent du pouvoir d'État.

Ce qu'il faut bien saisir, c'est que la *Nation* n'est pas sortie tout entière, constituée d'un coup en 1804. Il y a eu un État haïtien, mais il n'y a pas vraiment encore une Nation haïtienne. St-Domingue c'étaient 5 000 plantations côte à côte reliées chacune à l'Europe dans une fiction de prolongement ; 5 000 plantations quasi autarciques, les villes ont une fonction réduite, ce sont des ports de plantations. Quand on passe à la période nationale, il va se constituer sur une base régionale 11 oligarchies différentes. Nous rentrons au XIXe siècle, dans une période de fédération de régions avant d'aboutir actuellement à un espace centralisé.

Nous avons une fédération de 11 oligarchies régionales, 11 régions bien découpées, 11 paysanneries assez différentes, somme toute, les unes des autres, 11 budgets communaux, 11 "armées"... ; j'emploie cette expression de *stade de régionalisation* en tant que *structure dominante de l'espace et de l'État haïtien* au XIXe siècle. La Nation haïtienne va se forger douloureusement, difficilement, à partir du morcellement saint-dominguais et de la régionalisation du XIXe siècle. L'indépendance a été l'action de démanteler l'autarcie des 5 000 plantations pour recomposer une organisation nouvelle dans laquelle 11 régions s'articulent les unes par rapport aux autres en complémentarité, opposition, alliance, rupture, etc., jusqu'au triomphe centralisateur de l'oligarchie de la région de Port-au-Prince.

Or, qu'a été le rôle des paysans dans chacune de ces régions ? Ils ont porté l'espoir de ces 11 provinces en fédération dans la mesure où ils produisaient les vivres pour la consommation locale et les denrées pour alimenter les 11 villes-ports ouvertes au commerce extérieur, là où se trouvaient les sièges des 11 oligarchies régionales en émergence. Ils étaient obligés aussi de produire des denrées par coercition physique codée dans les règlements de "caporalisme agraire", depuis Toussaint et Dessalines jusque vers 1850. Puis, vers cette époque, une mutation s'opère, la coercition physique n'était plus nécessaire, les terres ayant été appropriées, distribuées, réparties ; la capacité de "marronner" les denrées étant devenue nulle, il suffisait de passer de la coercition physique à une coercition, je

dirais, juridico-politique. Les codes donc, à partir de 1850, sont moins coercitifs, parce que le paysan est déjà *obligé* pour survivre, de produire des denrées.

E.V. Quelle a été précisément, jusque vers 1970, la règle ?

G.A. C'est par le mécanisme des prix que va se faire cette nouvelle coercition : tous les vivres vont être maintenus à un prix extrêmement bas. Tant et aussi longtemps que ces prix vont être maintenus au-dessous de leur coût de production, le paysan, pour survivre, était obligé de passer par les denrées nécessaires à l'enrichissement des oligarchies. À partir de 1970, les prix éclatent, c'est la flambée inflationniste, nous cheminons vers une autre ère dont la transition est la crise actuelle. Derrière l'affrontement denrées-vivre qui a vécu, il faut voir et le *mécanisme* qui est la fixation des prix et la *finalité* poursuivie qui est l'accumulation entre les mêmes mains par denrées interposées. Cette période n'est plus. L'accumulation se fait actuellement par un biais différent. Nous rentrons dans un *nouvel ordre*.

Quand l'oligarchie port-au-princienne triomphe, à partir de 1920, quand se termine ce mouvement de centralisation, les guerres de provinces n'ont plus leur raison d'être, c'est sur Port-au-Prince que va se concentrer l'ensemble de l'accumulation.

E.V. Est-ce que l'occupation américaine y est pour quelque chose ?

G.A. L'occupation américaine a favorisé, mais n'a pas créé, l'accumulation des valeurs de centralité entre les mains de l'oligarchie port-au-princienne. Par exemple, une des grandes questions du XIXe siècle : pourquoi l'oligarchie port-au-princienne a-t-elle gagné la course à la centralité ? Ce n'est pas aussi évident que cela que Port-au-Prince devait la gagner. Cela aurait pu être fait par le Cap ou une autre *région-ville*. Il se peut - et c'est l'une des hypothèses sur lesquelles il va falloir travailler - que les années de conquête de la république Dominicaine, en tant que région payant tribut, se soient faites au profit de l'oligarchie port-au-princienne et que l'accumulation des valeurs de centralité, qui se constituent par

prélèvements, se soit faite à son profit presque exclusif. L'occupation haïtienne de la république Dominicaine, jusqu'en 1844, a peut-être donné l'un des élans les plus fondamentaux qui vont mettre, vers 1880-1890, l'oligarchie port-au-princienne en bonne position de gagner sa course de domination des régions en situation de fédération.

Mais ce n'est là qu'hypothèse de travail... Dès 1880-1890, l'oligarchie port-au-princienne est clairement en position de force : à elle seule, elle équivaut au poids économique des Gonaïves et du Cap. Quand l'occupation américaine intervient, c'est dans un processus qui est certes encore l'affrontement des différentes provinces, mais certaines provinces avaient déjà complètement perdu la bataille en rejoignant Port-au-Prince. Aquin et Miragoâne se sont complètement vidées au profit de Port-au-Prince, de même que Saint-Marc. Cela veut dire que les fils de ces oligarchies s'en vont à Port-au-Prince dont le poids augmente.

L'occupation américaine apporte une combinatoire de techniques fermeture des différents ports de provinces au commerce extérieur, élimination des 11 budgets des 11 provinces financières au profit d'un budget national, etc. La centralisation ne sort pas tout simplement de la tête de l'Occupant américain ; c'est une centralité matériellement produite par les exigences mêmes du rapport de ce pays dépendant à un centre : les E.U.A. Les relations du développement capitaliste au seuil du XXe siècle exigent cette nouvelle configuration de l'espace national.

E.V. On a parlé du mécanisme des prix ; or, durant ces dernières années il y a eu une montée des prix du café, de même qu'il y eut certaines bonnes années pour le sucre, mais on a assisté à une baisse constante dans la production ou à une stagnation. Comment expliquer ce phénomène ?

G.A. Il faut dire que le café est l'un des "grands obstacles" dans la connaissance d'Haïti. On a fêté ce café "Roi", ce café "Empereur" et à travers toute une certaine historiographie haïtienne, souvent le café a été présenté comme étant "La Denrée". Actuellement, il y a plus de 300 études sur le café. On peut ressentir un certain agacement face à ces études redondantes, ces redites épuisantes, descriptives sans aucune avancée théorique sérieuse. C'est d'un empirisme vulgaire. Elles ont toutes un petit air de famille avec leurs morceaux de bravoure inévitables sur

la paysannerie. On a fait l'impasse, par exemple, sur la coupe des bois pour l'exportation, par les oligarchies régionales pendant 150 ans, on fait encore beaucoup d'impasses. Tout se passe comme si continuait la nostalgie coloniale du café et du sucre alors que nous vivons le passage au quatrième moment de nos structures : la conjoncture 1980.

E.V. Coupe de bois aussi bien pour la consommation interne que pour l'exportation ?

G.A. Essentiellement, pour l'exportation. Parce que le bois de la consommation interne pourrait être un bois à renouvellement extrêmement rapide, c'est-à-dire qu'il y a une certaine capacité de continuer à faire la cuisine sur charbon de bois, et n'avoir, dans une période de transition, aucune catastrophe écologique. On a voulu faire reporter sur la paysannerie les conséquences du comportement de l'oligarchie ; c'est là le mécanisme de création des grands mythes qui traversent les sciences sociales haïtiennes. Il n'y a jamais eu de problème de cuisine paysanne sur charbon de bois. Le problème est dans la structure agraire et l'expédition des bois tinctoriaux, donc problème posé par les dominants. Encore actuellement, dans le Nord-Ouest, on continue à exporter des bois. Le problème de la cuisson dans une phase de transition, peut se résoudre. On peut arriver à renouveler en moins de deux ans, les ressources d'une localité. Ce qui dénature plutôt, c'est la structure agraire actuelle. Le paysan n'a pas les moyens de replanter, même pour deux ans, donc la capacité de reproduction de cette ressource a été atteinte. Or, avec nos structures telles qu'elles sont, le charbon de bois ou de terre va encore rester longtemps pour les plus pauvres, 90% de la population, l'unique source énergétique ; il va falloir y voir de près, avec comme point de départ, la totalité agraire.

E.V. Et le café ?

G.A. Revenons donc au café. On a dit que le prix du café a augmenté, mais il faut voir les conditions mêmes de mise en valeur de ce café. Le petit paysan par-

cellaire, c'est-à-dire celui qui fonctionne avec quelque 2, 3, 4 morceaux de terre, totalisant moins d'un hectare, obligé de produire les vivres pour sa consommation, pour sa survie personnelle, a peu de place pour les denrées d'exportation. Le café a migré, ce n'est plus une production du petit paysan, il est devenu une production de moyenne propriété par éviction des paysans de la terre. Il se peut fort bien que le prix du café augmente et que, dans cette phase de transition, la production de café baisse parce qu'on perd annuellement, on peut dire un ordre de grandeur, 5 mille petits producteurs qui sont obligés d'abandonner le café. La tendance actuelle est à la reconstitution de la grande propriété et de la grande plantation aux mains de nouveaux acheteurs de terre qui ne sont plus de la paysannerie, même aisée. Le *nouvel ordre* qui s'annonce est celui de la rapide liquidation de la paysannerie.

E.V. Ce n'est pas seulement une baisse de productivité ?

G.A. Absolument pas. La productivité paysanne, et ceci il faut le dire et le redire, la productivité paysanne est une productivité qui "se défend", compte tenu naturellement des conditions sociales de la production et compte tenu des techniques qu'elle a mises au point par son *compagnonnage*. Donnez-lui un moyen d'améliorer son système avec de l'eau, avec des citernes, une terre garantie, bref un minimum de facilités, en coupant court aux prélèvements abusifs, et sa productivité se maintiendra et même augmentera ; mais ceci suppose l'émergence d'une *nouvelle volonté politique* et d'un *nouveau contrat social*.

E.V. On parlait aussi d'une baisse de la production des vivres ?

G.A. Oui, la baisse de la production de vivres, il faut voir cela à partir de l'éclatement du système. Ce que deviennent les vivres ? Prenons un point de vue très théorique : le prix des vivres a été maintenu bas pendant 100 ans pour assurer l'existence des denrées : les prix n'ont pas tellement bougé, par exemple, entre 1940 et 1970. Globalement, il n'y a même pas eu un doublement en 20 ans. À partir de 1970, nous rentrons dans une spirale inflationniste très grande, la capaci-

té de maintenir bas le prix des vivres éclate, nous sommes rendus à une limite de la structure qui avait été mise en place. L'accumulation ne se fera plus sur les denrées, ce *bord-de-mer-là* se convertit à autre chose et la petite parcelle n'est plus une sécurité puisque maintenant inutile pour les dominants. Il y a un nouveau groupe de grands commerçants de vivres : farine, sucre, pois, sont encore plus objets de spéculation que le café. D'où avantage pour ces commerçants à voir grimper les prix des vivres. Les gens recherchent la terre vivrière et avoir maintenant une plantation de vivres est rentable, même pour un "urbain", ce qui n'était jamais le cas auparavant ; 80% des paysans sont ainsi des "boat-people" en puissance. Nous sommes en mutation de structure.

E.V. Pourquoi les prix des vivres a éclaté ?

G.A. Il a éclaté (et ceci était prévisible depuis les années 1950) parce que les pressions qui étaient faites sur le parcellaire paysan ont été trop fortes et que les denrées ne sont plus une base prioritaire d'accumulation. On a vécu sur le dos des paysans, comme on vit l'air du temps, sans jamais se soucier de quoi que ce soit et maintenant qu'il sont devenus inutiles en tant que paysans, on les prolétarise.

E.V. L'histoire de ce processus ?

G.A. En 1880, sur 20 hectares de terre, on a une famille avec quatre enfants ; 16 de ces 20 hectares sont en "bois-debout" avec café, etc., il y a à peu près 1 ou 2 ha. qui sont en vivres et assument la subsistance de la famille. Il y a beaucoup de bananes, de fruits, et l'animal-clé de cette organisation agricole est le cochon. Chaque plantation a environ 20, 30 cochons. C'est la grande époque de "griots, banane pesée". L'image même de "griots, banane pesée" est une image de nourriture nationale des années 1880.

1910-1920, c'est l'autre génération. Ces 20 ha. sont subdivisés en 5 ha. chacun, les filles sont encore du partage. Sur 5 ha. il ne reste plus que peu de "bois-debout" et c'est la mise en valeur vivrière de 2 ha. Donc déjà la capacité de production de denrées pour l'exportation, qui se faisait sur 16 ha. avec coupe de bois

et café en sous-bois, cochons vivant dans les sous-bois de café, tombe. Le cochon ne peut plus être l'animal de cette ferme de 5 ha. ; c'est l'introduction de la *chèvre*, du cabrit vers les années 1920 ; le cochon a besoin d'un grand espace aux grandes ressources fruitières, ce n'est pas un mangeur d'herbe, tandis que la chèvre l'est. C'est donc à ce moment là, l'ère du "cabrit" du "tasso", etc., une toute autre configuration même de la nourriture paysanne et même urbaine, jusqu'au "cabrit-littéraire". Les propriétés tombent à 5 ha. avec baisse de la production de café. Pourquoi ? Parce qu'on ne fait plus de café que sur 2 ha. par unité, alors qu'auparavant on le cultivait sur 16 ha. par unité.

Nous arrivons maintenant aux alentours des années 40-50. Déjà autour des années 1930, les filles sont de plus en plus écartées de la terre. La dimension territoriale de la ferme tombe maintenant aux alentours de 1 à 2 ha. Même la chèvre n'est plus opératoire, c'est la vache maintenant qui commence à répondre aux nouvelles conditions. L'accumulation de la réserve paysanne qui s'est faite par le cochon au XIXe siècle, par la chèvre au début de ce siècle, tombe maintenant au niveau d'une vache et d'un poulet... le *grapillage*. Que reste-t-il pour la production des denrées ? Presque rien, le vivrier supplante tout.

Quand nous arrivons aux années 1980, on ne subdivise pas 1/2 ha. en 5. La vache ne vivra pas, mais l'individu non plus ; d'où l'émigration, l'exil, le boat-people ; d'où la pression énorme qui se fait sentir. Il y a 50 ayant-droits par carreau de terre. Port-au-Prince passe au million d'habitants et 80% de paysans sont en mouvement d'émigration. L'animal qui va sur-vivre sur 1/10 de carreau, ce sera le poulet, ou, peut-être, le lapin, en cage ; c'est caricatural...

E.V. Cela pose une question importante à laquelle devront s'affronter les politiques en Haïti : il n'est pas question de ramener tout simplement la population de la diaspora dans les terres comme auparavant ?

G.A. Pour la diaspora, ce n'est pas la bonne question, c'est un phénomène qui a sa dynamique et il faut aborder sa liaison au pays différemment. Ce que je crois, c'est qu'au pays, cela dépendra du modèle que nous allons adopter. Si on a la volonté et les moyens politiques de voir un développement proprement national d'Haïti, à partir de nos connaissances des accumulations locales de savoir-faire...

je crois possible d'améliorer de l'intérieur le *compagnonnage*, de stabiliser la structure agraire à partir d'un certain nombre de propriétés autonomes et viables, de dimensions variables dépendant des régions, avec les moyens de produire vivres et denrées. Je ne vois absolument pas la transformation d'Haïti en termes de "grandes propriétés coloniales" ou de recherche d'une productivité à partir d'implantation de tracteurs ou d'engrais massifs. La technologie actuelle et locale du traitement de la terre n'est pas mauvaise, surtout le système de *compagnonnage* qui est assez remarquable. Il va falloir vraiment penser en terme d'un modèle tout à fait autonome, loin des "révolutions vertes", loin de la mécanisation à outrance... Je n'ai rien contre un appareil technique, un tracteur peut s'introduire, mais on ne l'introduira qu'après l'avoir "*compagnonnisé*", c'est-à-dire en respect du milieu social et culturel. Notre modernisation obligatoire et urgente passera par nos racines ou ne passera pas.

E.V. Vous parlez donc ici des structures qui seraient à sauvegarder dans un projet de développement réel ?

G.A. Il n'y aura de développement de ce pays, j'entends développement, pas "croissance", que dans la mesure où nous saurons respecter et prendre comme point de départ l'accumulation de savoir-faire, des habiletés et des connaissances qui sont actuellement là, en place, comme potentiel immense, comme fondement de civilisation ; *qu'on apporte des améliorations sérieuses et substantielles, c'est cela le projet !* Il y a un gros effort à faire, mais les modèles de mise en valeur de cette agriculture sont déjà là, perceptibles. Je ne dis pas que ce sera facile, mais c'est possible.

E.V. Ce que le paysan nous a montré à travers cette situation, c'est sa capacité de s'adapter à de nouvelles situations.

G.A. Oui, parce que la grande question qu'il faut poser quand on va sur le terrain, celle que j'ai posée et qui va faire sourire, c'est : "Comment sont-ils encore en vie ?" Du point de vue logique, c'est la question de départ. La réponse est qu'ils

ont une capacité de survivre qui a été collectivement mise en place et qui se réalise à travers la commercialisation, la production, la distribution, en somme *leur mode de gestion de la misère*.

E.V. Ce qui veut dire aussi qu'on atteint un certain seuil qui a fait aboutir à cet exode massif ?

G.A. Eh bien, oui. Nous sommes en pleine crise. Il est tard et je crois qu'il est presque trop tard. Pourquoi ? Parce que l'exode massif vient d'abord du mépris total de cette accumulation de savoir-faire et de l'importation d'un certain nombre de modèles développementistes, je dirais, tout à fait "contre-nature" de cette civilisation paysanne. Au lieu de s'appuyer sur ces situations concrètes et de les vivre comme capacité extrême d'adaptation à travers les âges, les siècles et les conjonctures, on les vit comme une entrave à éliminer, et c'est la logique de toutes les interventions actuelles nationales et étrangères. Tant et aussi longtemps que ce sera cela, nous n'aboutirons absolument à rien. Et c'est ça le troisième rendez-vous avec l'Histoire... et je le crois profondément, car dans les 20 prochaines années, si le niveau politique arrive à avoir la volonté et l'organisation nécessaire, je crois qu'il existe actuellement en Haïti, et peut-être presque seulement en Haïti, la capacité d'aboutir justement à un modèle de développement proprement interne et intégré, au bord de l'autarcie, s'il le fallait, mais toujours à partir de nos ressources humaines et matérielles, dont cette diaspora. Il y a les capacités nationales, de résoudre nationalement, le problème actuel en Haïti. C'est ce que j'appelle *l'émergence des solutions nationales* que freinent ces actions de la présence étrangère et le pouvoir politique.

Poursuivant notre dialogue avec Georges Anglade, nous lui avons demandé comment il situe l'aide étrangère dans la conjoncture nationale actuelle.

Mais la question devait vite se retourner : le problème ne se situe pas au niveau de l'aide étrangère, où l'on peut distinguer du bon grain et de l'ivraie, mais au niveau d'une politique nationale.

Cette politique nationale, une fois sortie d'un ensemble de mythes fondateurs et en particulier du problème dit de couleur, devrait partir du pays profond d'Haïti et de ses accumulations locales de connaissances.

E.V.

E.V. Quelles sont les grandes aires d'implantation des organismes d'aide en Haïti, en somme, la carte de la présence étrangère ?

G.A. Il faut d'abord, pour parler de l'ensemble de ces opérations étrangères, dire que, à partir des années 70, Haïti est devenue la terre d'élection de projets de tous azimuts, de tous acabits, s'occupant de tout. Actuellement sur le territoire national, opère un nombre impressionnant de "compagnies", religieuses, gouvernementales, universitaires. Haïti est devenue une espèce de laboratoire des Amériques comme étant un peu *l'envers* de ce que l'Amérique souhaitait être et, je pense souvent, que c'est parce que Haïti est la plus grande des dépressions de cet hémisphère, que là se cachent certainement les solutions les plus novatrices. On peut dire que l'aide étrangère, ou plutôt la *présence étrangère*, les *opérations étrangères*, couvrent tout le pays. On peut distinguer trois grandes catégories : il y a l'assistance multilatérale et bilatérale, puis les entreprises privées et multinationales et enfin, l'aide dite humanitaire.

À elles trois, elles couvrent l'ensemble du pays et elles se recoupent souvent dans certaines zones. Les opérations étrangères ont la caractéristique de se surimposer à l'ensemble du territoire national.

E.V. Que font ces organismes ? De quelle manière fonctionnent-ils ?

G.A. Cela dépend de la logique qui anime chacun d'eux. Les groupes religieux et humanitaires ont une vision de l'individu, face à une misère réelle. Ils ont un projet d'améliorer ponctuellement la situation d'un individu ou d'un groupe d'individus dans une région donnée. Ils arrivent ainsi à toucher à travers l'ensemble de la république quelque chose comme 1% des personnes (50 000) en situation fondamentale de détresse ; il est cependant clair que les solutions nationales à la dé-

tresse ne sauraient passer par cette forme, simplement parce qu'elles doivent impliquer 100% de la population ; ce n'est pas en touchant 2,3,4% (déjà 200 000 personnes) qu'on arrive à résoudre le problème ! Mais la logique de leur intervention est une logique justement ponctuelle, régler un ou deux petits détails par-ci par-là. Et l'intervenant peut avoir l'impression de faire un travail extraordinaire à ce titre ponctuel ; j'ai toujours eu énormément de respect pour quelqu'un qui aidait un aveugle à traverser une rue ; mais ce n'est pas la résolution du problème de la cécité, ni la manière d'aborder le problème de l'insertion de l'aveugle dans une société. C'est à peu près les limites que j'y vois.

L'assistance multilatérale et bilatérale a une logique différente : elle est là pour favoriser, à partir d'un certain nombre d'investissements, l'accroissement de la production d'une région. Or le modèle qui la sous-tend, c'est celui de la croissance d'un certain nombre de denrées marchandes, échangeables sur le marché extérieur, commercialisables... et on revient à notre café. "L'Assistance" poussait donc les denrées, quand c'était l'époque des denrées ; elle pousse actuellement vers un certain nombre de mises en valeur industrielles, l'érection des zones franches, qui aboutissent à une accumulation prioritaire entre les mains d'un certain nombre de personnes, les mêmes depuis toujours. Sa logique étant une logique de croissance, l'"assistance" ne fait que *renforcer* la position déjà forte des oligarchies traditionnelles, politiques, économiques, culturelles, commerciales.

Quant aux entreprises privées et multinationales, le deuxième groupe, leur moteur étant le profit, elles ont beau jeu, puisqu'elles jouent actuellement sur deux dimensions : les *bas salaires* et tant que la situation sera aussi déplorable, les bas salaires représenteront l'attrait de ce pays pour l'investissement sauvage des capitaux ; et, deuxièmement, le *scandale écologique*. Actuellement, et ceci dans tous les pays émetteurs de capitaux, il existe des codes écologiques de comportement qui peuvent augmenter les coûts de production de 20 à 30%. Or, Haïti n'ayant aucun code de protection de sa force de travail et de son environnement, on assiste ainsi à un transfert de 20 à 30% de plus, par implantation. On peut alors se permettre de faire un atelier de 200 personnes dans des conditions extrêmement lamentables, avec une seule porte ; quand l'atelier brûle, et c'est arrivé, tout brûle, Haïtiens compris. Il n'y a absolument aucune conséquence puisque c'est en Haïti ! *Ceci est et demeurera inadmissible*. Inadmissible également le récent projet de faire du Nord-Ouest le cimetière des produits radio-actifs des États-Unis d'Améri-

que du Nord ! Le drame est que même ailleurs dans ce contexte caraïbéen que je commence à connaître, il n'y a pas ce degré de sauvagerie des implantations étrangères.

Ce qu'il faut déplorer, cause de cette débâcle, c'est l'inexistence d'une vision nationale, *la politique d'émergence des solutions proprement nationales*. Un apport extérieur, qu'il soit de cent millions ou d'un milliard de dollars par année ne peut résoudre le problème car ce n'est pas du côté de l'aide multilatérale ou bilatérale, des investissements privés, des organismes religieux ou humanitaires, qu'il faut lorgner une solution. Le problème est avant tout un problème de conception de la politique de développement de ce pays et plus précisément la place à accorder à la trilogie "capitaux - technologie - institutions". Avec les ressources actuelles du pays, on aurait la capacité de faire quelque chose d'extraordinaire si la volonté politique, la "théorie" d'une équipe politique, s'articulait à nos racines.

E.V. Est-ce que l'on peut dire qu'il y a un certain nombre de projets en cours qui risquent de marquer définitivement l'avenir du pays ?

G.A. Il existe un certain nombre d'expériences, dans ce foisonnement d'expériences minables, catastrophiques, qui ont apporté réellement une authentique connaissance des accumulations locales de valeur, de savoir-faire. J'entends, par exemple, Madian-Salagnac qui, travaillant sur le compagnonnage dans la région de Petit-Goâve, Petit-Trou-de-Nippes, Anse-à-Veau, Aquin, nous laisse avec des travaux fort intéressants qui ont approfondi le sujet. Il y a les travaux de l'Institut InterAméricain de Sciences Agricoles, qui nous laisse d'authentiques connaissances sur la commercialisation agricole. Mais, beaucoup de projets de l'ordre de 50 millions ou de 100 millions, ont été des échecs lamentables, parce qu'ils ne nous ont même pas laissé un sous-produit de connaissances utilisables. Beaucoup d'autres sont des projets carrément scandaleux, parce que la plupart ont abouti à casser les reins de l'accumulation locale de savoir-faire, de façon à intégrer ces derniers dans un circuit développementiste ou d'émigration ou de non-respect de cette accumulation locale. Tout ceci conduit presque toujours finalement à une destruction rapide des ressources nationales.

E.V. Est-ce qu'on peut esquisser les grandes alternatives existantes à partir de l'expérience que vit Haïti présentement ?

G.A. Je vois non seulement une alternative nationale, mais encore, personnellement, je crois que cette alternative peut se construire dans notre Caraïbe telle qu'elle est actuellement, parce que justement nous partons d'une extrême, avec une base de civilisation très forte et très grande dans la connaissance de la survie ; et je m'explique.

Au niveau de l'agriculture, je dirais qu'il y a eu des créations successives et que la structure agraire à penser doit découler de cela. On n'a même pas besoin de capitaux impressionnants ; il y a suffisamment de ressources pour penser cette *autre chose*. J'ose employer une métaphore : celle d'un pays de dix mille bourgs-jardins, à fonds de compagnonnage, pouvant donner toute la production de vivres et de denrées nécessaires à la dynamique de l'économie nationale et à l'épanouissement des différentes régions du pays. On dit que le pays est sans ressource, certes en terme occidental de tracteurs, de grandes plaines, oui il est sans ressource ; on dit que ce pays a beaucoup d'hommes, il est surpeuplé ; oui en termes classiques d'analyse. Pourtant ce pays manquera de bras pour l'alternative et a suffisamment de ressources si l'alternative agricole est pensée en termes radicalement nouveaux.

Je ne dis pas qu'il faille urbaniser la campagne, je vais beaucoup plus loin : il faut "compagnonniser" la campagne ; il faut "bourg-jardiniser" l'habitat. Au niveau de la commercialisation ? Même question, même réponse, c'est-à-dire il faut rendre à l'accumulation des connaissances nationales sa véritable force pour pouvoir penser la desserte et la distribution nationale des vivres à tous les Haïtiens et à chaque Haïtien. *Je crois que le jour où dans chaque famille il y aura quelqu'un à travailler, ce sera cela la révolution.* En termes classiques, ce pays ne peut pas prendre un démarrage en-dessous de 30, 40, ans, quel que soit l'afflux de capitaux ; alors qu'en passant par les accumulations locales de savoir-faire, en dix ans, on peut radicalement déjà changer toute la situation haïtienne, de son extrême misère à une vie vraiment différente.

Si je continue, au niveau de la gestion de l'urbain, là aussi, il faut faire une expérience de la mise en valeur de l'urbain telle qu'elle a été vécue par les groupes

défavorisés, et je prends l'exemple de la commercialisation urbaine sur les trottoirs. On a toujours pensé le développement en termes de magasins et en termes de super-marchés, et pourtant 1 million d'individus à Port-au-Prince vivent en ayant un système de commercialisation urbain, de distribution de vivres et de produits manufacturés totalement différent. Il nous faut repenser, à partir de ces réalisations, de ces accumulations de savoir-faire, *autre chose*. J'en viens à une position qui est loin d'être idéaliste ; il faut que la conception qui guide les questions qui sont posées au réel, la recherche de l'objet que l'on va étudier, la méthode que l'on va utiliser, la problématique que l'on formule, les constantes ou les lois que l'on essaye de trouver pour rendre compte de cet objet en pratique et en théorie, soient produites spécifiquement de et pour cette société concrète. Il faut rompre d'avec cette misère d'importation d'idées toutes faites... Il faut d'abord et avant tout une théorie de notre développement, de notre modernisation impérative. Et c'est là où nous arrivons au niveau politique...

La politique a toujours été vécue comme une sphère, non pas du *pays profond*, mais une sphère où se sont toujours agitées les petites bourgeoisies et les bourgeoisies ; les unes régnautes, les autres gouvernantes. La paysannerie a, certes, pendant tout le *XIXe* siècle été utilisée sur des champs de bataille : chaque région ayant ses groupes de paysans qui s'entrechoquaient. À partir de la centralité, on a désarmé les paysans, on n'a plus besoin d'eux et ils ne sont plus qu'interpellés à titre d'images, de masses informes, noires, de l'arrière-pays. Et les dominants se ceinturent ou dans le "*mulâtrisme*" de leurs privilèges, ou dans le "*noirisme*" de leur représentativité pour se donner droit d'intervention au nom des masses. Pourtant sur la scène politique, ces groupes dominés n'ont plus aucun rôle, ils sont simplement évoqués pour se faire peur les uns les autres. C'est la logique aussi des structures : quand c'était l'espace régionalisé, il fallait entrechoquer les armées régionales en conquête de pouvoir, maintenant que c'est la centralité, eh bien il faut s'entrechoquer par symboles et paroles, au point que le "Kout-lang" est devenu le sport national au pays et hors du pays. C'est une forme d'impuissance.

E.V. Quel est le rapport entre Espace et question de couleur ?

G.A. La question de couleur ne s'est jamais posée au XIXe siècle comme elle se pose actuellement au XXe siècle. Au XIXe siècle, la question de couleur s'était posée aux onze oligarchies en fonction de leur propre composition. Si le couple mulâtrisme/noirisme est actuellement dominant et a toujours été dans l'esprit des gens, dominant, c'est parce que tout simplement on construit le passé à l'image du présent ; mais il y a à peine cent ans que Port-au-Prince a gagné la course à la centralité. Comme l'oligarchie de Port-au-Prince elle, était mulâtre et étrangère, commerçante et terrienne urbaine, ... la caractéristique du groupe oligarchique de Port-au-Prince, la gagnante du XXe siècle, est devenue l'image de la caractéristique de la domination nationale. Au XIXe siècle, le groupe capois était à majorité noire, l'oligarchie gonaïvienne était noire, la cayenne était noire et mulâtre, à Jérémie, elle était essentiellement mulâtre, de même qu'à Jacmel ; l'oligarchie aquinoise était noire et mulâtre... chacune de ces oligarchies posait la relation de couleur en des termes propres qui restent à étudier. C'est parce que la centralité a été gagnée par une oligarchie particulière que certains traits ont atteint à la virulence d'un problème national, tout à fait réel d'ailleurs actuellement. *Que l'on évoque une centralisation au profit du Cap, et c'était de l'ordre des possibles, quels seraient nos mythes actuels pour réclamer place pour les paysans, marchandes, travailleurs ?* C'est ce type de question qui nous permettra de trouver la voie du dépassement et de la maîtrise pratique de nos antagonismes à fleur de peau ! Nous débordons la question de couleur pour parler social, économie et politique.

Il faut définitivement remettre cette machine sur pied et penser l'alternative en termes radicalement nouveaux ; non plus dans les termes mêmes de la petite bourgeoisie, qu'il s'agisse de petite bourgeoisie opprimée, dominée, noire duvaliériste, noiriste d'exil ou "quarante-sixarde" ou "cinquante-sept-fêtarde", mais à partir d'un autre lieu, *le pays profond* ; et se demander quelle organisation peut se charger de poser les questions nouvelles et nécessaires de ce lieu différent qui touche à la section rurale, au bourg-jardin, au compagnonnage, aux marchandes, au tap-tap, au commerce de trottoir, et j'en passe de ces noyaux réels d'accumulation capables de porter ce projet politique. Le mulâtrisme dominant et le noirisme

revendicateur, quoiqu'aussi dominant, seraient alors balayés dans la reconstruction nouvelle, sereinement et fermement.

Il faut pouvoir dégonfler un certain nombre de ces mythes fondateurs du politique haïtien pour arriver à l'alternative. Cette alternative réclame cela ou elle ne sera pas ; autrement nous allons continuer à décliner, changeant une équipe de la bourgeoisie/petite bourgeoisie X, par une équipe de la bourgeoisie/ petite bourgeoisie Y, finement dans toute la gamme du spectre. Je dois dire que l'équipe qui est au pouvoir actuellement, affreuse, horrible, louvoyant avec les problèmes dans une continuité soutenue et abjecte... hé bien, je n'en vois pas beaucoup qui seraient capable de faire mieux, même ceux qui sont dans l'opposition, si les questions partent du même lieu ou s'il s'agit des mêmes questions. Une fois encore, tôt ou tard, ils seront avalés et rien de fondamental ne changera.

En disant l'alternative, j'entends l'alternative du *pays profond*. Quand on analyse les relations Nord-Sud, quand on analyse la notion de sous-développement, je dis qu'un des premiers efforts théoriques à faire, c'est de ne plus poser le sous-développement d'un lieu qui serait des Centres vers Haïti, mais de poser la question à partir du *pays profond* haïtien. C'est en ce sens que je parle de "renversement de la trajectoire du discours". Il faudra ensuite que l'on prenne en considération le temps haïtien, l'espace haïtien, car, il y a là nos racines ; et qu'on parte de là, ce sont nos deux béquilles du démarrage ! Le problème est donc avant tout un problème politique de choix, d'option de développement.

Combien sont prêts à affronter l'impopularité passagère d'avoir des idées qui iraient à l'encontre des fantasmes de compensation de nos slogans politiques ? C'est cette mutation qui doit commencer, cette rupture est dure à assumer, mais elle est indispensable.

E.V. Une dernière question : Pensez-vous que la classe politique pourra entendre cette nouvelle problématique et pourra recueillir les fruits de cette recherche scientifique ?

G.A. Je n'ai aucune idée de ce que sera l'avenir de ce pays : rien n'est inéluctable. Nous pouvons continuer à décliner ou nous pouvons remonter la pente. Mais

je crois, et c'est ça "pessimisme de l'intelligence mais optimisme de la volonté" dirait Gramsci, que les idées en faisant leur chemin finiront par convaincre un, deux, trois, quatre, dix, vingt...

Je crois actuellement à la nécessité de la diffusion, de la discussion, de la popularisation d'une problématique nouvelle, d'une approche nouvelle et je crois aussi à l'urgence de donner à cette approche nouvelle les moyens de concrètement pouvoir se réaliser. Ce ne seront pas des moyens traditionnels : de *l'audace conceptuelle* et de *l'audace organisationnelle* peuvent venir à bout de donner une image nouvelle à la question haïtienne.

Le mois d'avril 1978 marque le démarrage définitif de la période dite de "Libéralisation" du régime des Duvaliers. Le ton change dans la presse ; le numéro 234 du *Petit Samedi Soir* du début d'avril titre : "Les temps vont-ils changer ?" et le 237 termine le mois par : "Cessons de rêver, vivons notre démocratie !" ; la "Lettre des 13" de Montréal lui fera réponse... C'est un "printemps" de 130 semaines, de 130 numéros du PSS et de 900 jours de radios qui s'ouvrent aussi par l'éditorial de Radio Haïti-Inter "Prince, j'ai peur..." et le choix, fin avril, de Jean Dominique comme journaliste de l'année par le PSS... il décline l'honneur pour mieux accompagner ces 900 jours qui s'arrêtent brutalement le 28 novembre 1980.

Décembre 1980, le numéro 364 du *Petit Samedi Soir* est de nouvelle saison et les radios se sont tues !

Que bourgeonne avril ou que gèle décembre, le *pays profond* est en morte-saison...

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 2

LES POISSONS D'AVRIL *

Ce soir "Aux vingt heures", le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti. Mesdames, Messieurs, bonsoir, c'est Gaétan Lemay qui vous souhaite la bienvenue à cette première émission de la semaine. Eh bien, la succession du fils Duvalier en Haïti semblait vouloir perpétuer ce qui avait été pour nous, peut-être de façon générale, les traits de la politique de son père, c'est-à-dire une dictature supportée en particulier par les méthodes des Tontons-macoutes. Est-ce par la force des choses ou par un sens politique.. toujours est-il que le président à vie actuel Jean-Claude Duvalier a décidé de libéraliser le régime.

Pour faire le point sur les aspects politiques, sociaux et économiques de cette libéralisation, ainsi que les possibilités de redressement économique de la situation générale... enfin dans les domaines de l'éducation et de la santé, Yvon Leblanc rencontre Georges Anglade, professeur de géographie à l'UQAM.

[Retour à la table des matières](#)

* "Le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti". Émission "Aux vingt heures" de Radio-Canada. Lundi 3 avril 1978, entrevue avec Yvon Leblanc.

Y.L. Georges Anglade, avec une sorte d'obstination persistante depuis 1976 environ, et de diverses sources, on parle d'une prétendue libéralisation du régime haïtien. J'aimerais d'abord vous entendre dire sur' quels fondements croyez-vous cette libéralisation acquise ?

G.A. Je pense que le terme lui-même est un outil de propagande. On ne peut pas parler de libéralisation si par ce terme on entend un renouveau de l'agriculture pour les catégories paysannes et marchandes, un renouveau pour les travailleurs des villes et des bidonvilles ; bref, pour tous ceux qui très loin de Port-au-Prince sont les réels producteurs de la richesse nationale mais qui occupent dans la hiérarchie sociale les positions les plus dégradées. On ne peut absolument pas parler pour eux de changements notables.

Si par contre par libéralisation on vise essentiellement à qualifier un certain renouveau, disons, de la prise de parole à Port-au-Prince, une tendance à faire évoluer un régime qui était strictement et brutalement dictatorial vers des libertés plus formelles pour un groupe restreint, oui, il y a une amorce.

Et ce léger mouvement, ces légères lueurs posent énormément de problèmes d'ailleurs au pouvoir qui a été extrêmement autocratique pendant 20 ans...

Y.L. Obscurantiste on a dit aussi...

G.A. Répressif au maximum ; il laisse légèrement la presse, une certaine presse, simplement s'interroger sur des pratiques dégradantes comme l'assassinat en pleine rue, les prisonniers politiques, et voilà ce pouvoir avec un certain nombre de difficultés.

Y.L. À cause de cette toute légère libéralisation ? C'est un bien grand mot pour peu de choses finalement ?

G.A. Oui, c'est un très grand mot pour peu de chose... mais il faudrait voir les bases, je dirais économiques et sociales, de cette libéralisation.

Y.L. C'est ce que j'allais vous demander, pourquoi parle-t-on alors de libéralisation s'il n'y a pas vraiment de processus de démocratisation du régime ?

G.A. C'est que la dégradation après vingt ans des Duvaliers est parvenue à un point tel...

Y.L. Dégradation à quel niveau ?

G.A. La dégradation économique, sociale, politique est parvenue au point tel que le pays est entré sous une forme de tutelle internationale. C'est à toutes fins pratiques, un pays occupé ; occupé par une centaine d'organismes internationaux, multilatéraux, bilatéraux et privés ; occupé par "l'aide" internationale des États-Unis, du Canada, de la France, d'Israël, de Taïwan, de l'Allemagne ; ils se sont partagés ce pays.

Pour continuer à verser une aide dite humanitaire dans certains cas, la plupart étant une aide-liée, il y a eu pression sur le gouvernement des Duvaliers, d'où le processus de légitimation-libéralisation.

Y.L. Que ses alliés économiques ne perdent pas la face ?

G.A. ... ne perdent pas la face, c'est ce qu'on peut dire ; à un pouvoir extrêmement brutal et dictatorial, on demande maintenant de s'autolégitimer.

Y.L. On peut donc dire que loin d'être un homme fort en son pays, Duvalier n'est plus finalement qu'une marionnette ; en corollaire de ce que vous venez de dire, il ressort que si Duvalier est encore là c'est par la volonté de ses alliés économiques...

G.A. Oui.

Y.L. Pour le maintenir au pouvoir ; ça arrange tout le monde.

G.A. Il est aussi soutenu, il faut le dire, à l'intérieur ; il s'est développé un certain nombre d'alliances à partir des années 70 entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie au pouvoir ; ce qui explique aussi actuellement ce que l'on va pompeusement appeler la libéralisation.

Y.L. On y reviendra si vous permettez sur ces aspects strictement économiques, ce décollage économique qu'a entrepris le fils...

G.A. Un bien grand mot pour la situation économique !

Y.L. Donc si on restreignait un peu le cercle d'analyse et si on parlait du régime comme tel et de ses caractéristiques. Est-ce que cela s'est modifié de façon notoire ou même légèrement dans sa définition depuis les beaux jours de Monsieur Duvalier 57 ?

G.A. Disons que jusqu'à 1970, c'est le pouvoir du père ; pour se maintenir au pouvoir, il a fallu évidemment qu'il procède à une véritable razzia. Il a démantibulé l'armée, monté sa force de milice, les Tontons-macoutes, cassé l'économie, cassé les reins des différents syndicats, expulsé l'ensemble du corps professoral... enfin il a procédé à une hémorragie profonde des hommes, des idées, de tout ce qui pouvait l'empêcher lui, de se maintenir au pouvoir.

Y.L. Toutes contestations potentielles.

G.A. Cela a été sa logique. Le bilan est triste : près de 200 000 arrestations, près de 30 000 morts en interrogatoires, en prison sous la torture.

Son coup malsain a été de refiler le pouvoir à son fils, une fois la paix des tombeaux réalisée et ce fils dira : "Moi je vais faire la révolution économique comme mon père avait fait la révolution politique" ; 1970 c'est l'ouverture du pays à l'aide internationale, c'est la prise en charge du pays, Il faut dire que juste avant, le rapport Rockefeller disait : "Il nous faut, nous États-Unis, donner au moins à ce pays les moyens de ne pas disparaître." Les contacts reprennent, l'aide internationale afflue, les études également internationales se font plus soutenues ; il faut gérer les maigres ressources de ce pays et continuer à pouvoir exploiter la main-d'oeuvre à Port-au-Prince pour les entreprises d'assemblage ; continuer à pouvoir exporter cette main-d'oeuvre qui est la main-d'oeuvre de toutes les industrialisations dans la Caraïbe, ceci depuis le tout début du XXe siècle.

Pour réaliser cet ensemble de projets, une énorme pression venant de Carter, mais aussi des groupes politiques de la diaspora en campagne de dénonciation internationale, oblige le régime à un travail de cosmétique, de léger maquillage, lui permettant de présenter une face moins lugubre ; un travail de représentation.

Y.L. Mais fondamentalement, le caractère autocratique, la personnalisation du pouvoir n'a pas changé ?

G.A. Tout ceci n'a pas changé parce que Jean-Claude Duvalier est encore président à vie ; du point de vue des pratiques policières, on demande à la milice d'être moins voyante, mais elle est remplacée par une force anti-guérilla montée par les américains, ce sont les Léopards...

Y.L. On y reviendra tantôt si vous voulez.

G.A. Également du point de vue économique tout se base sur une idée : le développementisme ; alors mise en marché par afflux et appels d'organismes plus technocratiques permettant de définir un certain nombre de projets ; mais ces projets sont toujours définis pas l'étranger et réalisés avec des fonds à 99% de l'étranger.

La bourgeoisie tire un profit maximal actuellement de la situation ; c'est-à-dire que l'afflux d'aide, l'implantation de banques, les 200 à 250 industries d'assemblage... permettent évidemment à la bourgeoisie de continuer son accumulation de capital. Le pays continue à vivre sur le dos des paysans, des travailleurs, l'État vit de ses taxes à l'importation et à l'exportation produites en premier lieu par tous les défavorisés...

Voilà donc une situation globale dans laquelle une fraction de la petite bourgeoisie détenant les commandes politiques, ce qu'on pourrait appeler la "petite bourgeoisie régnante", veut passer à un développementisme technocratique en alliance avec la bourgeoisie ; ceci sur le dos évidemment des paysans, des travailleurs, des ouvriers.

Y.L. Compris. Mais cette bourgeoisie et cette petite bourgeoisie ont quand même le vent dans les voiles et sont peut-être un peu moins tenues en tutelle que sous le régime du père. Parce qu'on dit que le fils aurait un peu moins d'envergure, un peu moins de caractère que le père ; on a parlé de l'ombre constante de sa soeur, de sa mère, l'influence qu'elles pouvaient exercer. On a cru, en somme, qu'à l'intérieur d'un petit cercle, il y avait une certaine collégialité politique qui s'était installée.

G.A. Au tout début c'était une marionnette de 19 ans, placée là par le père ; au bout de 6-7 ans de pouvoir, il a atteint ce qu'on peut appeler sa majorité politique et il semble bien qu'avec sa nouvelle formulation "Le Jeanclaudisme", ceci doit signifier un pouvoir maintenant allié à la bourgeoisie ; c'est la signification profonde du moment actuel : un pouvoir lié à la bourgeoisie avec quelques techniciens au devant de la scène, quelques technocrates au devant de la scène... ce dont le père n'avait pas bénéficié, cet appui systématique de la bourgeoisie ; maintenant la bourgeoisie a son propre représentant dans le cabinet ministériel, a ses propres pions placés dans l'appareil d'État, donc nous passons vraiment à un stade d'alliance.

Y.L. Parce qu'on a besoin d'elle pour le développementisme dont vous parliez tantôt. Un mot sur les Tontons-macoutes dont la disparition a fait dire à plusieurs que c'était une preuve de la libéralisation ; vous parliez d'une opération cosmétique, alors qu'est-il advenu de c'es

G.A. Il faut voir que le contrôle politique de l'espace se faisait par les ramifications traditionnelles des chefs de section rurale aux généraux d'armés. Duvalier avait doublé tout ce système de contrôle des différents niveaux d'espace par sa milice. Évidemment, hors de Port-au-Prince, cette milice est encore toute puissante ; dans chaque province, dans chaque ville de province, bourg, hameau, village, bourg-jardin...

Y.L. Les mêmes Tontons-macoutes.

G.A. Les mêmes Tontons-macoutes sont là, les mêmes "Barons de province" sont encore là et la répression est totale. Disons qu'il se passe quelque chose à l'intérieur d'un espace restreint qui est celui de Port-au-Prince ; l'importance de la capitale est énorme ; on parle même de la "république" de Port-au-Prince ; à Port-au-Prince donc les macoutes sont encore présents mais disciplinés de manière différente ; c'est-à-dire pas de droit de répression publique, maintenant il faut probablement des ordres pour abattre quelqu'un, pour procéder aux arrestations. À Port-au-Prince le pouvoir d'arrestation a éclaté entre les mains de plusieurs groupes, la Caserne Dessalines est devenue un groupe d'arrestations systématiques mais sous contrôle de l'Armée ; Fort Dimanche, qui était le grand centre d'abattage, reste encore aux mains des macoutes ; enfin le Palais National... Disons qu'il existe maintenant un partage de ce droit de répression qui n'est plus exclusivement macoutique.

Y.L. Et ces Léopards dont vous avez rapidement soufflé mot tantôt, c'est une autre force de répression qui s'ajoute, plus sophistiquée ?

G.A. Ha oui ! La répression est devenue beaucoup plus élégante, elle est spécifique ; on ne procédera plus à des arrestations aveugles. La politique de "la terre-brûlée", quand je dis "terre-brûlée" enfin ce n'est pas une image, on brûle les maisons, on assassine tout ce qu'il y a dedans, cela s'est fait à Port-au-Prince, tout le monde l'a vu et je l'ai aussi vu personnellement ; il y a ce qui s'est fait à Jérémie et au Sud-est, des villages complètement rasés... Cette politique de "la terre-brûlée" maintenant est aux mains de types qui ont suivi des cours à Panama, aux États-Unis, et qui ont été formés par la C.I.A., formés par les Bérêts Verts, d'où ce niveau de sophistication nettement plus grand.

Y.L. L'aide économique c'est aussi la technologie de la Terreur ?

G.A. C'est ça, cette technologie-là devient nettement plus raffinée et aussi beaucoup plus efficace, elle permet de ne pas faire trop de bavures.

Disons aussi que cette bourgeoisie qui avait été terrorisée par le Duvaliérisme a moins peur maintenant qu'elle est en alliance avec lui. Donc cette force macoutique de terreur devient moins urgente à Port-au-Prince pour contrôler les groupes dominants ; le pouvoir est assuré. Simplement, elle est absolument nécessaire actuellement pour contrôler le peuple, la masse paysanne, les marchandes... toute cette masse de 95% d'Haïtiens qui finira peut-être par se réveiller un jour. Alors il faut la maintenir au silence car il n'est pas dit qu'elle restera silencieuse éternellement.

Y.L. On a fait beaucoup de bruits... parallèlement, autour et à l'intérieur de cette entreprise disiez-vous cosmétique de libéralisation, on a fait beaucoup de bruits autour de la libération de quelques prisonniers politiques et on affirme même qu'il n'en reste plus un seul dans les prisons haïtiennes.

G.A. Ce serait bien tragique qu'il n'en reste plus un seul, car cela signifierait qu'ils ont tous été tués. La libération des prisonniers politiques a lieu chaque six mois ; chaque six mois, on libère un groupe et c'est toujours le "dernier-groupe"... Et, en septembre dernier, sous la double pression internationale venue de la diaspora qui avait fait un travail énorme d'information internationale et des États-Unis, particulièrement avec le régime Carter, ils ont dû donner des preuves comme tout le monde en Amérique Latine a dû donner un certain nombre de preuves. Alors, c'est ce qui a permis l'élargissement de 104 prisonniers politiques. Et, on peut considérer, au moins pour ceux qui ont été élargis, que c'est une grande victoire.

Y.L. Est-ce que vous pourriez vous risquer à avancer un chiffre ? Il en reste combien, d'après vous, de prisonniers qu'on peut qualifier de politiques dans les prisons haïtiennes ?

G.A. Deux semaines après la libération des 104 prisonniers, un journal haïtien de New York avait donné une liste énorme ; des parents ont écrit pour demander où sont passés les leurs. Enfin, il y avait 30 000 absents qui n'étaient absolument pas notés. Bon, ces 30 000 absents, la plupart d'origine bourgeoise ou petite bourgeoise sont connus. Mais tous les prisonniers qui meurent de faim, les millions de paysans sans terre, tous ceux qui tombent sous le coup d'arrestations arbitraires, personne n'est au courant de ce qui se passe à ce niveau-là, ou du moins, tout le monde est au courant, c'est-à-dire que cela continue à être la répression la plus sauvage à ce niveau-là.

Y.L. Ceux qui sont prisonniers d'une situation déplorable et misérable...

G.A. Surtout en province et plus discrètement ceux qui n'ont pas accès aux médias permettant de...

Y.L. Avant de quitter ce chapitre politique, Monsieur Anglade, j'aimerais que vous me disiez deux ou trois mots sur les relations d'Haïti avec son voisin, la République Dominicaine. Les relations n'ont pas toujours été très amicales et il y a eu un contentieux important à une certaine époque... Il y a eu le problème de la "traite verte". Est-ce que ces relations sont harmonisées aujourd'hui ? Est-ce qu'un pays domine un peu l'autre économiquement, etc. ?

G.A. Il y a deux siècles de relations extrêmement tendues entre les deux parties de Pile : un XIXe siècle qui a été sous la dominance haïtienne et le XXe siècle sous la dominance beaucoup plus de la République Dominicaine. À partir des années 1920, quand les Américains ont mis fin à la première grande guérilla latino-américaine, la guérilla du Plateau Central haïtien, on a évacué en République

Dominicaine de 200 à 300 000 Haïtiens comme on le faisait également vers Cuba (600 000 "entrées") et ceci, permettait le développement des capitaux américains de l'industrie sucrière qui était installée à Cuba et en République Dominicaine.

Y.L. On a fait cela donc avec des Haïtiens ?

G.A. Avec les Haïtiens qui ont servi, et c'était cela la "traite verte", de main-d'oeuvre à cette croissance. Alors qu'à Cuba en 1967 le "décret de la dette" a reconnu à ces 400 000 Haïtiens qui restent, le rôle moteur dans la croissance cubaine et à ce titre leur a accordé tous les droits et privilèges issus de leur présence sur le sol cubain, en République Dominicaine, ce contentieux a été très pénible ; il existe encore 200 à 300 000 Haïtiens, main-d'oeuvre des zafra installée, disons glissée, dans le groupe dominicain et chaque année des escarmouches, tueries, pressions énormes ont lieu.

L'année 1937 a été un point culminant, Trujillo voulant pratiquer une politique de "blanchiment" et surtout resserrer autour de lui des forces éparées, a fait une "guerre sacrée" en massacrant à peu près 10 à 20 000 paysans pauvres haïtiens en deux ou trois jours. C'est ce qu'on a appelé les "vêpres dominicaines".

Actuellement on continue encore, face à ce désastre économique, à exporter cette main-d'oeuvre pour la croissance dominicaine. Main-d'oeuvre dominée, mal-traitée, massacrée... ces relations continuent.

Mais à un autre niveau maintenant, la République Dominicaine commence à promouvoir un certain nombre de relations d'ordre économique avec Haïti... elle fait des expositions en Haïti et, ce qui a de plus positif, je pense, c'est que depuis deux ans on assiste à une dénonciation virulente de la part d'intellectuels dominicains de la situation faite aux Haïtiens en République Dominicaine même. C'est toute une montée d'analyses critiques contre le rôle que joue l'Appareil d'État dominicain et les catégories dominantes dominicaines face à cette population d'Haïtiens. Ce qui laisse présager finalement, si ceci devait évoluer en République Dominicaine, que c'est plutôt de la République Dominicaine que viendrait une transformation de ce statut extrêmement barbare qui est fait aux Haïtiens dans les différents *bateyes*. Parce que du côté duvalieriste il n'y a aucun problème, ils perçoi-

vent une taxe par tête d'individu envoyé en République Dominicaine et puis cela s'arrête là.

Y.L. Avec ce que vous venez de me dire on glisse tout naturellement dans les aspects socio-économiques de ce régime haïtien. On a souvent expliqué cette diaspora haïtienne comme une conséquence naturelle du surpeuplement haïtien. Vous savez 'bien que les économies occidentales des pays riches ont tendance à interpréter les problèmes économiques des pays sous-développés par des analyses classiques du genre surpeuplement, pénuries alimentaires... Est-ce qu'il y a vraiment d'après vous, on sait que c'est un des pays les plus peuplés du monde, un surpeuplement haïtien ?

G.A. Alors là je répondrai non et catégoriquement non. Il n'existe pas de surpeuplement. Cependant, compte tenu actuellement des rapports de production et de la manière d'utiliser l'agriculture, le commerce, on peut retrouver un chômage qui frappe plus de 50% de la population active. Mais ceci ne définit pas le surpeuplement.

Il faut voir que l'émigration, le début de cette grande diaspora qui va faire 1 million d'hommes et de descendants d'hommes à l'extérieur, part des années 1920 de manière systématique. Il a fallu internationaliser cette force de travail paysanne haïtienne pour permettre la croissance du capital investi dans le sucre cubain, dans le sucre dominicain.

Y.L. Et on avait intérêt à dire que du même coup on rendait service à l'économie haïtienne.

G.A. Oui.

Et cette opération d'internationaliser la force de travail rendait également service à l'occupant américain parce qu'il venait de subir une guérilla de six ans et il avait dû faire 50 000 victimes pour arriver simplement à pacifier la paysannerie en colère. Alors, en extradant carrément des milliers et des milliers d'Haïtiens

hors du pays, ceci permettait de faire un peu baisser la pression. D'ailleurs, Perez de la Riva qui a étudié ces courants migratoires chiffre à 600 000 "entrées" les Haïtiens entre 1920 et 1930, seulement à Cuba. Or, la population de l'époque est de l'ordre de 2 millions. Sans compter l'émigration en République Dominicaine où ils ont assumé 50% du développement du sucre. C'est vous dire que c'était à la fois une opération politique et à la fois une des logiques de l'introduction du capital américain dans la Caraïbe que d'éclater cette main-d'œuvre.

Y.L. Le régime actuel semble considérer la grande migration comme la solution d'avenir, la seule qui soit envisagée puisque ces grands mouvements migratoires se perpétuent ?

G.A. Il y a un deuxième mouvement migratoire causé par l'incurie administrative du duvaliérisme et son agressivité politique aussi pour se maintenir au pouvoir, ce sont les grandes migrations des années 59-60-65.

Y.L. Le Canada en a largement bénéficié. Le Québec entre autres.

G.A. C'était le grand moment de Terreur et au Québec jusqu'en 1970 disons, il est venu moins d'un millier d'Haïtiens. La grosse vague des Haïtiens qui fait que cette communauté compte actuellement environ 20 000 personnes, est postérieure à 1970. Aux États-Unis ils sont près de 400 000, etc. Cette force, enfin cette masse de main-d'œuvre formée en Haïti, éduquée en Haïti, mais donnée pratiquement, représente l'aide la plus grande que cette république a apportée au développement du capital ailleurs.

Y.L. Mais tout cela va en contradiction flagrante il me semble avec l'entreprise de décollage économique qu'a voulu amorcer Jean-Claude Duvalier, parce que pour faire décoller une économie sous-développée, on a besoin d'infrastructures et aussi de cerveaux... et on raconte qu'il y aura bientôt plus de médecins haïtiens à Montréal qu'à Port-au-Prince par exemple.

G.A. C'est certainement le cas et c'est une des contradictions du régime ; ce pays produit beaucoup plus de techniciens et de spécialistes qu'il n'en a besoin. Et puisqu'il ne se passe rien, on ne peut les utiliser...

Y.L. C'est le chômage intellectuel.

G.A. Et comme ils risquent de ruer dans les brancards, il y avait la technique mise au point par Duvalier qui était radicale et rapide : la prison, la mort, etc. La technique a évolué et ceux qui ont pu s'échapper ont préféré rester vivants ailleurs que morts à l'intérieur. On peut donc dire qu'il y a une absence de main-d'oeuvre qualifiée, il y a une absence de force de travail même si le chômage est élevé.

Que cette situation se transforme et nous allons nous retrouver face à une situation où il va vraiment manquer de bras.

Y.L. Sur quoi repose cette prétention d'un air de renouveau économique ? Le père Duvalier avait dit "je fais la révolution politique", Jean-Claude se fait fier d'affirmer qu'il fait lui la "révolution économique" ; cela fait quand même quelques années que cela dure, qu'est-ce qui s'est passé pour qu'on puisse parler de décollage économique ?

G.A. Pour reprendre votre expression : "Cette prétention de décollage économique" ne repose sur rien. Au niveau de l'agriculture c'est toujours une production de vivres et de denrées et on dit que l'on donne priorité à l'agriculture...

Y.L. Excusez-moi de vous interrompre, mais au niveau agricole, Haïti, et vous me corrigerez si je me trompe, Haïti semble échapper au schéma classique, au modèle classique des pays sous-développés qui pratiquent de grandes monocultures d'exportation.

G.A. Non, formellement on pourrait dire oui qu'elle échappe à ce modèle, mais au fond absolument pas puisque les commerçants d'exportation se comportent comme s'ils étaient propriétaires des terres en monoculture d'exportation. S'il y a en fait 1 million de producteurs à produire des denrées, le tout est acheminé par un système de goulot jusqu'aux commerçants. Les quelque 20 à 30 exportateurs de poids à Port-au-Prince sont des sortes de "grands latifundistes", ils n'ont peut-être pas la propriété de la terre mais ils sont en situation d'être les uniques bénéficiaires, avec l'État, de cette Terre ; quant au paysan, il ne reçoit que 20% du produit.

Y.L. La paysannerie en Haïti, on pourrait la découper j'imagine en catégories ; il y a le petit paysan avec une parcelle de terre, celui qui n'en a pas du tout...

G.A. Il y a d'abord le paysan sans terre, près d'un million d'individus actuellement en Haïti et on ne parle pas de ceux qui sont partis ; il y a le petit paysan, propriétaire d'une parcelle de un à deux hectares ; le paysan moyen qui va chercher quatre, cinq hectares, et quelques grands paysans avec six, sept, huit, dix hectares de terre.

Y.L. Des latifundistes ?

G.A. Non, des paysans, de grands paysans.

Et puis il y a les grands propriétaires terriens. Ceux que l'on va appeler les *grandon* qui sont les barons de provinces qui représentent une classe, disons une

force politique, très importante dans le jeu, j'allais dire la mascarade, des élections traditionnelles, mais elles n'ont pas lieu depuis 20 ans. Ces barons de provinces, ces propriétaires terriens continuent à augmenter leur potentiel, et à s'accaparer également des terres de l'État ; ce sont eux qui possèdent, disons, l'essentiel des bonnes terres : terres irriguées, versants caféiers, terres en canne à sucre. Le petit paysan vivote sur une terre plus marginale. En somme, si je me permets, je pourrais dire que c'est un peu le modèle colonial classique : de grandes plantations sur les meilleures terres et aux esclaves des parcelles de terres, les places-à-vivres. C'est à peu près la reproduction du même modèle à une échelle différente, en un temps différent.

D'ailleurs tous les investissements agricoles actuels, qu'ils viennent du Canada ou des États-Unis, ne vont que dans le sens du développement des cultures d'exportation.

Y.L. Au détriment des cultures vivrières ?

G.A. Oui, et l'essentiel des investissements, et c'est là où c'est extrêmement vicieux, plus de 60% des investissements annoncés pour 1978 vont dans des infrastructures, non pour servir réellement au développement de l'agriculture, même au développement capitaliste tel qu'il est prôné, mais pour faciliter les acheminements des industries d'assemblage qui ne prennent le pays que pour une simple zone de transit capable de faire baisser leurs coûts de production de 30% à 50%.

Y.L. Des manipulations sommaires, en somme.

G.A. Oui.

Et ces investissements visent ensuite le tourisme. À ce propos, un pays (la France pour la nommer) vient de pompeusement dire qu'il a fait cadeau au pays d'une route, une "route de l'amitié" mais c'était pour développer ses capitaux à l'autre bout de la route. Et un article vraiment virulent "À qui sert la francophonie ?" a paru dans le numéro de décembre 1977 *d'Afrique-Asie reproduisant un*

rapport qui étale avec un cynisme rare que ces routes construites intervenaient, d'après le fonctionnaire du Quai d'Orsay qui est l'auteur du rapport, pour suppléer à la situation financière extrêmement déficiente de compagnies françaises en péril, etc. C'est vraiment une aide d'exploitation maximale ; on tire de ce pays exsangue, par tous les moyens, le maximum de ce qu'il peut donner.

Y.L. C'est le néo-colonialisme ?

G.A. Ah oui, à l'extrême.

Y.L. Restons encore une seconde sur ce chapitre de l'agriculture. Vous me disiez tantôt "même modèle", ne sont-ce pas aussi les "mêmes problèmes", c'est-à-dire rendement médiocre, famine cyclique, etc. ?

G.A. Oui... le paysan est laissé à lui-même pour produire sa pitance et commercialiser un surplus de plus en plus réduit ; il n'arrive évidemment pas à capitaliser quoi que ce soit puisqu'on tire de lui l'essentiel de ce qu'il produit et on rogne même sur ce qui serait nécessaire à la simple reproduction de sa force de travail. Vraiment les ponctions sont beaucoup trop grandes pour qu'il réagisse autrement que les bras tombants et la famine s'est installée, d'abord avec une récurrence de 2-3 ans, maintenant la famine est une famine définitive, annuelle et surtout les zones de famines, autrefois circonscrites au Nord-Ouest, à la plaine d'Aquin, à l'Île de la Gonâve, etc... ces zones de famines sont en train de s'étendre à l'intérieur du pays simplement parce qu'on a fait des ponctions puissantes sur le paysan. D'ailleurs toute l'assistance apportée pour l'éducation des paysans n'a strictement aucune signification. Je faisais l'expérience aux Bahamas récemment, les paysans qui ont fui du Nord-Ouest sur des bateaux de fortune [il y en a encore trois ce mois-ci qui ont échoué dans le bassin des Caraïbes en faisant près de 300 morts et une centaine de survivants, ces tragédies marines, pénibles, mensuelles...

Y.L. Vous parlez d'Haïtiens qui fuient ainsi vers les Bahamas

G.A. Oui, vers Nassau, vers n'importe où, là où ils ont...

Y.L. du travail quoi.

G.A. Une survie quelconque.

Mais une fois rendus quelque part où ils peuvent travailler, ils deviennent des agriculteurs extrêmement admirables parce qu'ils ont mis au point au bout de trois siècles un modèle de mise en valeur, le "compagnonnage", qui est un modèle unique à travers le monde ; c'est peut-être parmi les modèles les plus raffinés que l'on puisse retrouver actuellement.

Y.L. Et c'est peut-être un modèle d'avenir parce qu'en raisonnant un peu cyniquement, on peut dire que c'est peut-être heureux que la paysannerie pauvre n'ait pas été envahi par la "révolution verte" parce que là où cela s'est produit on a souvent vu le paysan endetté et finalement dépossédé davantage.

G.A. L'avenir devient quand même inquiétant dans la conjoncture actuelle, car il va y avoir des capitaux de plus en plus importants investis dans l'agriculture à cause de la montée des prix, les prix ont quintuplé...

Y.L. Les prix des produits vivriers, les engrais ?

G.A. Oui. Maintenant il devient intéressant pour les propriétaires terriens de produire même des vivres. Alors toute l'aide internationale va passer justement à l'engraissement de ces *grandon*, de ces grands propriétaires terriens par le fait de

mise sur pied d'entreprises de développement agricole visant le marché intérieur. Ceci va évidemment provoquer une catastrophe, une mutation de structure à l'intérieur de l'agriculture. Cette introduction brutale, par injection des capitaux d'aide, va provoquer des transformations dont nous voyons actuellement les premières conséquences, c'est-à-dire la fuite des paysans, le passage du nombre des paysans sans terre de 300 000 à 1 million, les expropriations et tout.

Y.L. Cette intrusion brutale du capital étranger on la voit aussi se produire dans l'autre grand pilier de l'économie haïtienne : le tourisme. Même si c'est un peu humiliant pour une économie de compter aussi largement sur le tourisme pour sa prospérité. Est-ce qu'on peut quand même voir là, dans l'infrastructure que cela sous-entend, le développement d'infrastructures routières etc., un certain développement, un certain espoir de décollage économique ?

G.A. Non. Le tourisme en Haïti est le tourisme le plus élémentaire qui soit dans le bassin des Caraïbes. Il n'y a pas d'infrastructures, de chaînes hôtelières, etc.

Y.L. Mais cela se développe ?

G.A. On parle d'un début d'introduction de cette branche de l'économie et, semble-t-il, les économistes du régime comptent énormément là-dessus pour faire entrer ce qu'ils appellent des capitaux. En fait, les capitaux font comme le touriste : passer pour s'en aller aussitôt. Il n'y a que des retombées extrêmement marginales. Mais qui plus est, et c'est sur ce point qu'il faut énormément interroger le tourisme, c'est la catastrophe idéologique que ceci provoque. Les gens en vacance diffusent un modèle qu'observe un individu qui vivote chaque jour et qui mange une fois en passant. Au touriste, qu'il soit de la meilleure bonne volonté du monde, on fait dire "voilà comment cela se passe ailleurs..."

Y.L. Remarquez que même Cuba ne craint pas ce genre de contamination.

G.A. Elle l'a réglementé et elle est en train, après 20 ans, de refaire l'expérience du tourisme mais en y allant de manière très politique je dirais, en contiguant, encadrant, orientant le touriste et surtout en ne faisant plus de lui, le roi de ce pays. Alors qu'en Haïti, l'étranger, "l'autre" joue un rôle extrêmement dominant.

Y.L. Le temps file trop rapidement, bien sûr, mais j'aimerais quand même qu'on aborde un peu le problème de l'éducation parce que c'en est un, même si l'éducation est, je pense, gratuite et même obligatoire, plus de 80% des gens sont illettrés.

G.A. Oui. Le problème est à deux niveaux. Parlons d'abord de l'éducation formelle, l'école. Sur 400 enfants, 120 iront à l'école, 20 atteindront le niveau du certificat d'études primaires et 5 se rendront jusqu'aux épreuves de fin d'études secondaires et de ceux-ci 1 seul réussira. Bref, nous parlons d'un système d'incuries, créé et géré pour l'unique finalité universitaire et qui produit une possibilité de réussite de 1 sur 400 ! C'est un record absolu dans le monde et rien ne bouge dans ce domaine. Aussi depuis des années, l'école finit par produire un certain nombre de lettrés, mais la population, la masse, est illettrée.

Aussi ce que je voudrais souligner c'est que cette paysannerie de l'oralité a aussi mis en place sa propre structure de reproduction du savoir, ses propres techniques de transmission de connaissance. À un point tel que je crois que l'avenir de l'éducation en Haïti ne passera pas forcément par les programmes des écoles traditionnelles telles que nous les voyons ; car un jour, s'il devait se passer quelque chose, ce sera aussi à travers une étude attentive des circuits non formels de l'oralité qu'il faudra peut-être aller chercher les méthodes, matières et moyens de formation du plus grand nombre, et les mêmes pour tous. Cette paysannerie, pour survivre à trois siècles d'exploitation éhontée et l'une des plus extrêmes qu'on ait vu...

Y.L. Elle est d'une vitalité exceptionnelle.

G.A. Oui, elle a inventé sa langue et l'a perfectionnée à un haut degré, le créole ; elle a construit ses croyances, le vodou ; elle a mis en place son mode médical, ses techniques, son compagnonnage... Sans tomber dans la naïveté d'un regard bucolique et d'un romantisme béat, on peut quand même avancer qu'il y a là les leviers et les semences d'une transformation future. C'est à l'étude de ces fondements de la réalité haïtienne que l'on assiste actuellement.

Y.L. Mais en vous écoutant je pense aux premiers discours du père Duvalier qui disait justement s'inspirer largement de cette tradition de l'oralité, de tous ces enseignements, toute cette sagesse paysanne et on voit ce que cela a donné.

G.A. Oui, il y a ce risque de récupération et il y a eu ces premiers discours-là, mais la position politique de Duvalier n'a jamais été de défendre les masses paysannes, il prônait plutôt l'urgence d'une élite noire face à l'élite mulâtre et la responsabilité de ces deux élites pour arriver à faire progresser le pays, mais cela toujours en frappant et taxant le plus possible l'ouvrier, le paysan, le travailleur.

Y.L. Mais pour que ce pays ait une chance quelconque, un avenir quelconque, un espoir, il faudrait quand même que cette détérioration ne touche pas des domaines aussi vitaux que la santé par exemple et je pense que c'est, là aussi, catastrophique.

G.A. Hélas oui.

Point de vue santé il existe des médecins concentrés à Port-au-Prince au service d'une catégorie, petite bourgeoisie et bourgeoisie, mais la santé de la paysannerie, des travailleurs, des masses est assurée par la médecine traditionnelle produite par une accumulation de connaissances des feuilles, *des simples*, des recettes, des remèdes. Nous avons deux circuits fermés, d'un côté des gens qui survivent com-

me ils peuvent avec leurs traditions, avec un certain niveau d'efficacité quand même, et de l'autre, les petites clientèles d'une médecine classique. À Port-au-Prince on trouve des médecins, mais une fois sorti de Port-au-Prince, il n'y a plus rien, c'est fini.

Y.L. Une dernière question, Monsieur Anglade, c'est bien sûr l'avenir. Je vous entendais tantôt parler de cet immense espoir que suscite cette vitalité, cette authenticité finalement de la paysannerie haïtienne surtout, de son savoir-vivre, de ses traditions ; et c'est peut-être contrairement à ce que plusieurs croient, un changement par la révolution politique, qui comporte sa large marge d'erreurs souvent, c'est peut-être là que la véritable révolution va s'opérer, mais cela dans combien de temps ? On ne le sait pas ; même par l'absurde finalement, la classe dominante disparaîtra dans son illogisme.

G.A. Ce n'est pas inéluctable que le pouvoir actuel disparaisse. De toutes façons, rien ne pourra se passer hors de la politique aujourd'hui déterminante, sur-déterminante dans la situation haïtienne ; ceci supposera cela, une rupture qui soit d'ordre politique. Maintenant quelle rupture politique ? La petite bourgeoisie au pouvoir s'entend avec la bourgeoisie pour le partage de l'assiette des dollars qui affluent par l'aide grâce à des thèmes comme la libéralisation justement. Casser ceci, pour parler des groupes défavorisés autrement que de manière démagogique, pour dire une politique des produits d'exportation, de la commercialisation des vivres, des priorités, ce serait dire qui contrôlera quoi et quels groupes politiques, quelles alliances politiques se chargeront de ce projet de transformation.

Y.L. Les véritables révolutions en Haïti, sont les seules qui ont été menées par la paysannerie.

G.A. Oui, la grande rupture de 1804 qui a mené à l'indépendance, à travers tout le XIXe siècle, les grands mouvements paysans et jusqu'en 1915-1921 la grande marche contre l'occupation Américaine. Depuis 1920, l'ordre de centralisation, paysans, marchandes et travailleurs sont un peu bousculés par l'histoire, ils

sont là en terme de figurants tragiques, exploités par les affrontements des factions de la petite bourgeoisie pour le contrôle de l'appareil politique et celles de la bourgeoisie pour le contrôle des sources d'accumulation de profits. Il faudrait une rupture brutale dans ce jeu de mélanges et de tractations des intérêts politiques et économiques. Or, en fait de rupture, on n'assiste qu'à une forme de "libéralisation", cette cosmétique des questions de fond, qui ne sont pas sans apporter un certain nombre de problèmes à un pouvoir dictatorial, nous le disions tout à l'heure. Il faut quand même un retour à une allure démocratique, même formelle, pour la petite bourgeoisie, il faudrait des élections, une agitation nouvelle d'idées au niveau de la classe politique, une marge d'indépendance à la presse. Ceci est important et c'est peut-être à la faveur de ces agitations que pourrait s'entendre pour la première fois depuis 30 ans, la voix des masses, une voix authentique, venue d'elle-même car il n'est pas dit que ce sommeil, non, non pas ce sommeil, mais cet étranglement dans lequel on la maintient ne finira pas par provoquer un éclatement. Dès que les voies de l'émigration seront bloquées, il va finir par se poser des situations catastrophiques et des solutions s'imposeront. Mais hélas tout ceci n'étant pas inéluctable, je pense qu'il ne faut pas s'arrêter de travailler pour y arriver.

Y.L. Est-ce qu'on peut envisager une alliance entre la paysannerie et cette immense diaspora haïtienne qui ne semble pas très articulée, qui est une opposition bien sûr mais on ne s'entend que sur une seule chose, on est anti-duvalériste et au-delà de cela il n'y a pas de projet révolutionnaire.

G.A. Au niveau du formulé, de l'explicite, le rôle que vont jouer les groupes politiques de la diaspora sera important pour faire pression et dénonciation internationale du régime des Duvaliers. Mais la force d'intervention de l'extérieur est extrêmement réduite ; ce n'est qu'un appui secondaire, tout va se dérouler à l'intérieur. Sauf que dans la diaspora aussi il y a 800 000 personnes d'origine populaire qui diffusent à l'intérieur un discours nouveau, des articulations nouvelles, elles ont vu fonctionner des syndicats, etc. Peut-être ainsi de cette diaspora viendra une partie de cet "autre chose" que l'on souhaite à ce pays.

Au fond on retrouve un message littéraire, celui de Jacques Roumain dans "Gouverneur de la rosée" qui racontait cette même histoire du retour en terre natale avec un autre discours forgé dans la pratique politique en dehors du pays d'Haïti.

Y.L. Georges Anglade je vous remercie beaucoup de cette entrevue.

G.A. Merci beaucoup.

Aux rêves d'un "*grand soir*" il faut opposer ce dur réveil que seront les "*petits matins*" d'un pays vidé et fragile.

Forger une *raison d'espace* comme matériau pour baliser le chemin des ruptures nécessaires, l'alternative, tel est notre *salto mortale*.

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 3

LA RAISON D'ESPACE *

Je remercie le Département des études pluridisciplinaires pour cette invitation et particulièrement Monsieur Alain BAUDOT, son directeur, pour l'ouverture du Collège GLENDON, depuis le grand colloque de 1976, à la question caraïbénne.

Je voudrais dire comment la "Rencontre de 1976", dans ce cadre sympathique de GLENDON, a été un "événement" : pour la première fois, à ma connaissance, des professeurs-chercheurs-intervenants du Pays haïtien et de la diaspora haïtienne se sont retrouvés ici ; et les liens tissés ne se sont pas rompus depuis lors ; merci donc, au nom de tous les nôtres.

[Retour à la table des matières](#)

Ce travail est né d'une double préoccupation, celle politique où domine l'urgence d'initier un débat de fond sur le futur et celle scientifique d'un développement toujours donné comme importation d'un répertoire de formules modernisantes. J'ai cherché les voies qui engagent aux fondements de cette civilisation haïtienne, riche de possibilités originales, mais encore pour combien de temps ? S'il en sort des pistes pour un projet d'alternative à construire collectivement par

* "L'émergence d'une géographie critique : Étude du cas haïtien". Conférence au Collège Glendon, York University, Toronto, le jeudi 23 octobre 1980. Multi-disciplinary Studies, Lecture Series no 5, 1980-1981.

l'émergence de solutions autonomes, je ne cache pas que sa réalisation me paraît exiger une force d'organisation et une audace conceptuelle à la mesure du chaos d'où il faut tirer le pays. En fait, ma question principale a toujours été celle du comment peut-on expliquer que 80% de cette population soit encore en vie ? Qu'on la juge naïve ou facile, je maintiens que sa réponse est loin de l'être car ce n'est pas sans une impressionnante accumulation de savoir-faire que l'on survit à cette misère extrême ! C'est justement cela mon objet d'étude, ces accumulations de savoir-faire vis-à-vis desquelles d'ailleurs je dis mon rapport profond, celui engagé d'un témoin de leur déconstruction. La rupture à opérer se fera impérativement dans une suite de transformations prenant avant tout racine dans ces savoir-faire locaux ou bien il n'y aura pas de rupture. C'est d'abord cela penser l'alternative.

Comment dire une politique de l'espace qui puisse mettre bas (dans le double sens de sa construction en théorie et de sa destruction en pratique) la crise haïtienne des années 1980-2000 ? Cette question est essentielle d'abord pour les différents types d'interventions puisqu'il importe autant de savoir ce que l'on doit combattre dans le présent que de chercher à définir ce que l'on doit débattre pour l'avenir et ensuite pour situer notre discours en carrefour des renouveaux qui ont marqué la décennie 1970 tant au plan de la théorie générale de l'espace (et de la politique de l'espace) qu'au plan particulier de la question haïtienne (et de son alternative de développement).

À Montréal, ces dix dernières années, trois grands courants d'interrogations sur l'espace se sont heurtés avant de trouver de nouveaux modes d'expressions fécondés par cette confrontation. Pour faire court, disons que la géographie descriptive de l'Europe amorçait une reconversion difficile face au triomphalisme de la démarche formelle de l'Amérique du Nord. Mais la plupart des géographes ayant vécu ces affrontements, dont il faudra consigner un jour les péripéties hautes en couleur au Québec qui en fut le champ clos privilégié, n'ont pas prêté attention au travail de rupture d'avec l'idéalisme et l'empirisme du courant militant tiers-mondiste représenté ici également. Il faut dire que leurs combats et débats étaient et demeurent fort différents, peut-être même opposés. S'il est de mode de parler maintenant de géographie critique, très peu de ces textes font état ou témoignent des exigences concrètes d'une géographie matérialiste et de sa relation capitale à une politique alternative d'espace. On ne rentre pas dans le "critique" com-

me on passait de la "géographie traditionnelle" à la "new geography", entre ces dernières il n'y a jamais eu d'oppositions fondamentales, sinon un traitement descriptif différent à partir de variantes positivistes. L'essai de définition de l'objet d'espace géographique et de sa méthode d'étude indiquera les distances à prendre des conceptions dominantes de la géographie contemporaine pour la réalisation d'une géographie scientifique et critique dans sa quête du changement sociétal.

Nous situerons ensuite les fondements d'un nouveau cadre de lecture du sous-développement par approfondissement du cas haïtien. Notre pari, depuis plus d'une décennie, a été de nous consacrer prioritairement à cette réalité circonscrite et d'y tester la portée et les limites de l'ensemble des théories du sous-développement et des pratiques de développement : dualisme, centre-périphérie, modernisation, dépendance, néo-féodalisme, capitalisme, etc., et leur expression d'espace dans les analyses et interventions de développement régional intégré, de diffusion de l'innovation et d'intégration au secteur moderne. Notre projet est de faire échec à ce qui leur sert de soubassement théorique et idéologique commun : le déni d'une histoire, d'une autonomie relative, d'une dynamique... des formes et des structures spatiales (haïtiennes). Cette restructuration des questions et leurs nouvelles réponses issues d'une praxis haïtienne débouchera sur les propositions de rupture d'avec les pratiques d'importation des "institutions-technologies-capitales" imposées par les factions gouvernantes de la petite bourgeoisie et les bourgeoisies régnautes, relais, courtiers et maîtres-d'oeuvres des sous-développeurs internationaux. Contre ces idées et interventions qui prévalent actuellement, nous essayerons d'identifier les fondements d'une alternative de développement indigène.

Mais avant d'explorer ce premier point, il faut nous replacer dans les questions qui se posent actuellement à l'échelle internationale et nationale, afin d'y rattacher nos thèses et nos propositions.

L'état de la question

Vous allez me pardonner de faire chez vous, à York-Glendon, ce que je ferais chez moi, à l'UQAM : une démarche "professorale". Par ailleurs, comme il n'existe pas encore de "manuels" de géographie critique, vous comprendrez bien les exigences auxquelles je souscris.

Pour faire le point des problèmes conceptuels et méthodologiques de la géographie en général et de l'espace haïtien en particulier, nous sélectionnons quatre articles pour leur panorama critique de l'ensemble de la production d'espace, pour leur souci des questions du moment dans la discipline, leur ouverture à tous les courants d'expressions sur l'espace et leur recension de la plupart des travaux et participants aux discussions qui caractérisent la fin des années 70 en Amérique du Nord et en Europe. Cet automne 80, le corpus de mon enseignement à l'UQAM est principalement constitué des quelque 100 pages de ces articles que nous travaillons pour ce qu'ils disent, ne disent pas, suggèrent et annoncent. En conservant l'ordre de leur mise en question dans ces *lectures d'espaces et sociétés* :

Jacques SCHEIBLING - "Débats et combats sur la "crise" de la géographie", *La Pensée*, 1977, no 194, p. 41-56.

Prenant prétexte d'une mise au point des réflexions nouvelles des géographes français, principalement Y. Lacoste et J. Lévy, l'auteur tente un essai sur la rencontre possible entre le matérialisme et la géographie. La dénonciation de l'empirisme et de l'idéalisme des pratiques actuelles lui sert de grille de réfutation des trois définitions incertaines que s'est donnée la géographie en France : l'étude de la terre, l'étude des rapports de l'homme et de la nature, l'organisation de l'espace. S'appuyant énergiquement sur la démarche entre le biologique et le social du maître-ouvrage de Lucien Sève *Marxisme et théorie de la personnalité* (Éditions sociales, 4e édition, 1975, 600 p.). J. Scheibling se met aussi à cheval entre sciences de la nature et sciences humaines pour proposer que "la géographie est l'étude

des formes et des structures spatiales produites historiquement et spécifiées par les modes de production".

Dans ce texte qui fait date par sa remarquable prise en charge des questions qui agitent la géographie française (références à Paul Claval, *Hérodote...*) Scheibling pense l'espace d'un bout à l'autre comme "forme" accessible à l'intuition sensible, et abstrait les "structures" en tant qu'organisation de ces formes, rejoignant en ceci le courant radical américain, D. Harvey en tête. Ce qui fait problème "empirique", et finalement aussi "idéaliste", est ce point de départ des formes et la conception d'une structure comme résultat d'une démarche d'épuration des faits-formes. Ceci interdit véritablement la relation aux rapports de production et forces productives en dépit des bonnes intentions affichées du "spécifiées par les modes de production". Nous y voyons la même aventure de la "new geography" confondant allégrement à la suite de Bill Bunge "théorie de la géographie" et "géographie théorique" (1966), c'est-à-dire une théorie d'organisation des formes, les "structures spatiales" de Scheibling.

Paul Vieille recentrera la problématique et la méthodologie de la théorie de la géographie en articulant une structure d'espace théorique au mode de production, complètement en amont et hors de l'évidence sensible des formes.

Paul VIEILLE - "L'Espace global du capitalisme d'organisation", *Espaces et sociétés*, 1974, no 12, p. 3-32.

Dans ce texte éclaté en plusieurs morceaux, la contribution fondamentale de Vieille a touché à "L'espace dominant, espace théorique, modèle vers lequel tend en chacun de ses stades de développement un mode de production, mais qui ne parvient pas à s'actualiser". Cette interrogation sur "la relation historique entre l'espace et la société globale" déborde l'ancienne problématique des liens entre Histoire -Géographie, en son temps magistralement dressés par Étienne Juillard ("Aux frontières de l'histoire et de la géographie", *Revue Historique*, Paris CCXVI, 1956, p. 267-273) pour toutes les écoles françaises, anglaises et allemandes que nous dirions

aujourd'hui culturalistes et historicisantes. Dans un va-et-vient déroutant des formes à l'espace théorique, qui a valu à ce texte son accueil discret, Paul Vieille touchait encore en passant au rôle de l'espace comme dimension de la formation de la bourgeoisie et comme dimension du développement du capitalisme.... avant de conclure que "jamais, en fait, l'espace n'a été autant politique qu'aujourd'hui... L'espace est donc bien une catégorie sociale constitutive du mode de production ; génétiquement, les processus de création de l'espace et du mode de production sont inséparables".

Cet article de 74 ne pouvait trouver pendant que chez ceux qui se posaient la question à laquelle Vieille murmurait réponse : l'économètre en rupture d'un espace économique qui s'épuisait lui aussi en théorie des formes palpables (Philippe Rouzier, *Échanges et développement : cadre théorique pour une alternative - synthèse des travaux sur le "Shaping of space"* - P.U. Ottawa, 1981, 117 p.) ou le philosophe au prise avec l'inscription territoriale du rituel dont les formes et toutes les "organisations" possibles des formes étaient obstacles épistémologiques sur le chemin des structures qui les déterminent (Willy Apollon, *Le Vaudou, un espace pour les voix*, Galilée, Paris, 1976, 313 p.). Paul Vieille a eu intuition du bon bout de la méthode en ouvrant la mise en relation de l'espace à la société pour le jalon, posé plus tard, des *structures dominantes d'espace*, structures théoriques d'espace dialectiquement partie du mode de production (les internalités que tâte R. de Koninck) et de l'économie politique de l'impérialisme (les externalités que dit D. Slater).

Rodolphe DE KONINCK - "Contre l'idéalisme en géographie", *Cahier de géographie du Québec*, 1978, vol. 22, no 56, p. 123-145.

R. de Koninck ouvre le numéro spécial consacré au "matérialisme historique en géographie" par la critique "des blocages de la géographie classique... à ceux de la 'nouvelle' géographie" avant de formuler ses propositions sur "les fondements d'abord matériels des rapports entre les hommes, des conditions spatiales de leur élaboration et des exigences spatiales qui

en découlent". Il offre une couverture des principaux "classiques" en français et en anglais de la théorie de la géographie avec une insistance particulière pour l'édition d'articles faite par Richard Peet dans *Radical geography* (Maaroufa, Chicago, 1977, 387 p.). Son insistance principale, qui a fait école dans le groupe du GREDIN de Laval, remet l'homme au centre de la géographie et travaille les liens entre les divisions du travail, divisions de l'espace et les inégalités régionales.

Sous ce titre alléchant, qui ne tient pas toutes ses promesses, l'auteur parle aussi de l'espace-forme des évidences sensibles tout en touchant aux voies (et voix) d'une percée hors des formes par plusieurs notations : Marx refusait le fétichisme de cet espace-là (la forme), ni la chose, ni le mot ; la géographie est "prisonnière" de l'espace et oublieuse de l'homme ; il faut se défendre d'enfermer la géographie dans "L'espace", etc. À noter de cet article les fermes déclarations sur l'engagement d'une géographie révolutionnaire pour un monde nouveau et donc "l'indissociabilité des principes d'analyse et des principes politiques du Marxisme" ; pour une remise en question des liens de la géographie avec les pouvoirs.

Pour ce faire, il semble bien que chaque société offre un canal privilégié et différent pour prendre rendez-vous avec l'alternative de société. Une revue, un manuel, un article, un livre, un disque, une carte, une émission, etc. n'ont strictement pas la même influence partout et leur portée militante dépend aussi des moments historiquement déterminés. Si la "Revue" (comme Hérodote) paraît travailler les géographes français, le "Reader" (comme celui de Peet) le monde américain, le "Manuel" l'aile marchante haïtienne par ricochet de l'École... au Québec, dans cette conjoncture, il faut rejoindre de Koninck sur le vide à combler entre le dire progressiste d'une géographie et son faire.

David SLATER - "Critique de la géographie du sous-développement", *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LX, 1976, p. 59-96.

Cette traduction rend justice aux travaux de D. Slater, notamment ceux dans *Antipodes* (A Radical journal of Geography, Revue trimestrielle pu-

bliée depuis 1969). Dans la foulée de sa thèse doctorale en 1972 au London School of Economics, cet article sérieux et documenté balaie d'une critique aiguë quelques théories du sous-développement (le dualisme surtout) et leur application en géographie en remettant en cause les mythes fondateurs des théories et pratiques dites de développement. Les conclusions de cette revue de la littérature principalement anglo-saxonne et latino-américaine de l'économique, du sociologique et du géographique révèlent les manques qui définissent un programme de recherche en géographie du sous-développement : la genèse historique du phénomène, la nécessité d'une analyse à différentes échelles, locale, nationale, internationale (la spatialité différentielle de l'impérialisme) les besoins d'une re-lecture radicale des "structures et modèles spatiaux du sous-développement... intimement liés au développement du capitalisme occidental et à sa pénétration dans les économies du tiers-monde".

La démonstration de Slater, qui fait comparaître toute une gamme de notoriétés, fonde l'inconsistance de la géographie dans sa dérivation naïve des théories et concepts des autres sciences sociales et leur application mécanique sans souci de leurs fondements et pré-supposés idéologiques. Pour rendre à ces sociétés leur histoire dépouillée et leur espace dévoyé, D. Slater en appelle à une "géographie à orientation marxiste" qui incorporera "l'explication des structures spatiales internes du sous-développement dans le cadre de l'économie politique de l'impérialisme".

Mais pour cela, il faut une praxis de cas particulier comme point de départ ; pour nous Haïti, avant de généraliser nos thèses.

En somme, on peut dire qu'il y a convergence des littératures anglaise, française et espagnole (si bien que beaucoup d'autres textes auraient pu remplacer ceux-là) pour remplir *les mots anciens de choses nouvelles, et traiter des choses anciennes avec des mots nouveaux* dans la perspective des ruptures nécessaires qui ne peuvent se vivre que dans la spécificité de chaque cas particulier.

Mots anciens et choses nouvelles

C'est quoi l'espace que l'on se propose d'étudier au point de vouloir dégager les principes de sa transformation radicale ? D'entrée, disons que le terme "*espace*" connaît une grande vogue entretenue par l'imprécision de l'objet ainsi nommé. De manière générale cependant il s'agit de paysages accessibles aux sens, palpables et concrets comme la vallée, le cours d'eau, la ville, ou une organisation de *formes*, le réseau urbain, la hiérarchie des marchés... Ce sont là les obstacles épistémologiques que la géographie tente actuellement de contourner dans un effort, depuis longtemps commun aux autres sciences humaines, pour se doter d'un appareil conceptuel, notamment ce concept central d'espace, avec les mêmes exigences d'abstraction et de théorisation reconnues ailleurs comme conditions préalables d'éradication de l'empirisme et de l'idéalisme. *Personne n'a jamais vu l'espace et cette proposition est l'horizon du travail théorique en cours en géographie.*

Si l'espace n'est pas plus visible et d'évidence immédiate qu'une "lutte de classe", une "dépendance nationale", un "pouvoir", une "idéologie"... qui seraient tangibles, mieux observables du haut d'une montagne ou susceptibles d'être traversés au cours d'une promenade, de quoi parle-t-on ? Des structures abstraites de l'histoire humaine de la nature, devenue "territoire" par le juridique et l'administratif. C'est donc dire que l'espace est d'abord de l'ordre de l'homme ; c'est aussi l'affirmer comme dimension principale de la société et le donner pour spécifié par les rapports de production et les forces productives. L'espace serait alors le projet social d'investissement continu de la nature. Le rapport de l'espace à la société est constitutif de l'existence et du social et du spatial.

La géographie, pour avoir escamoté l'un des termes du rapport qu'elle avait justement pour but de construire, *l'espace*, s'est installée dans la quiétude épistémologique des faits d'évidence, s'épuisant dans des descriptions, littéraires, mathématisées, modélisées... sans pouvoir atteindre à l'abstraction qu'est son objet, hors du "*paysage*" et de toutes les organisations des paysages.

Définissons pour le moment l'espace, de manière opératoire, comme un *ensemble abstrait* de prise en charge de la nature, en articulation aux modes de pro-

duction. Reste à faire justice de l'objet concret pour lequel la géographie s'est appliquée à proposer nombre de théories d'organisation à l'aide d'un vocabulaire descriptif, de notions évocatrices d'images (mais encore loin de la systématique des concepts) et une batterie de techniques pour mesurer ces images. Que je sache dans les sciences humaines ce n'est pas à partir des évidences premières que se construisent les théories et nous n'avons pas une *socio-graphie* des classes, une *polito-graphie* des pouvoirs, ou une *histo-graphie* des sociétés à l'image de notre *géo-graphie* de la terre des hommes !

À ce point de mon exposé, je voudrais clarifier trois expressions que je vais utiliser ensuite dans le sens précis que je leur donne maintenant.

Il y a d'abord le *paysage*, la scène faite d'objets de la nature, de la ville, etc. C'est le décor qui s'impose comme toile de fond et que dans son sens le plus ordinaire on baptise d'espace. C'est le point de départ obligé mais aussi l'obstacle à surmonter. Ce *paysage* est susceptible de mesures de distance, de surface... mais aussi de symbolisation, tout en lui est chargé de signes.

La *forme* est une construction théorique, qui répond certes du paysage, mais dont la production ne peut se concevoir que dans une mise en relation à l'État-Nation. La forme en géographie relève du processus de construction du marché national et de l'exercice de la violence d'un pouvoir d'État. D'une part, des formes de l'économique qui façonnent l'espace de distributions multiples, distributions qui ont des carrefours et ces carrefours sont reliés les uns aux autres par des flux ; et d'autre part, les formes du politique qui hiérarchisent, découpent, contrôlent pour les ordres et les mots d'ordre par des appareils de dissuasion (armée - police - justice - ...) et de persuasion (école - église - présence étrangère...).

La *structure* d'espace répond de l'évolution des formes, car à chaque moment historiquement déterminé les formes, en tant qu'intersection de toutes les pratiques de création d'un marché et d'exercice de la violence pour maintenir l'ordre de prélèvement, ne sont pas statiques, elles changent et s'adaptent. Les *structures dominantes d'espace* livrent passage à une théorie scientifique des formes.

Ainsi, la pratique de notre discipline en s'épuisant à toujours partir des paysages et d'accéder aux formes par sélection dans les paysages s'est interdit, en tant que science humaine, d'accéder à une théorie scientifique. Nous avons reproduit à l'infini cette aventure des fausses renaissances de la discipline à chaque nouvelle

manière d'agencer et de traiter les passages du paysage aux formes. Après l'urbain-rural-régional de la première manière, la "new-geography" s'est mise à parler de mouvements-nœuds-surfaces-lignes... avec un degré plus raffiné d'abstraction dans la description. Ces mutations dans la description sont théoriquement infinies tant et aussi longtemps que l'essence des formes ne sera pas donnée par les structures qui les déterminent.

À travailler notre objet d'espace géographique, les formes et structures spatiales telles que définies, peut-être aboutirons-nous à la surprise de voir tout le champ notionnel des évidences premières devenir caduc dans ce mouvement de dépassement de l'idéalisme. Et aussi, peut-être, arriverons-nous à fixer le vocabulaire de la géographie.

L'espace géographique est un concept abstrait qui rend compte d'un objet abstrait que sont les formes et structures abstraites de réalisation d'une société. Ce n'est pas dans le visuel immédiat, le *paysage*, qu'il faut chercher la spécificité de la géographie mais dans les structures de socialisation de la nature dont ces paysages ne sont qu'une inscription pouvant relever, et gagnant à relever, de toutes les sciences humaines. À preuve, l'éclatement de leur analyse entre toutes les disciplines et le désarroi de la géographie devant ce dépouillement. Il faut croire que ce n'était pas cela notre objet d'étude spécifique.

L'espace serait-il un nouveau paradigme qui offre une prise nouvelle des différentes dimensions de réalisation d'une société dans son projet de socialisation de la nature ? Comblera-t-on ainsi le vide du saut périlleux que l'on a toujours fait en se risquant du paysage aux formes sans passer par ces structures constitutives du social ayant projet d'espace ? Est-ce "l'instance oubliée" qui ajoutera à la compréhension du social toujours fragmentaire ? L'objet ainsi découpé et le concept qui le circonscrit sont ici donnés comme un matériau que forgeraient les sciences humaines ces prochaines années en réponse à une histoire faite d'échec des théories et pratiques de développement. S'agit-il encore de géographie ? Oui, mais il est certain, par contre, que cette quête d'une définition de l'espace trouve preneurs actuellement dans pratiquement toutes les branches. Seraient-ils en train de bâtir dans leur aventure convergente d'une rupture sociétale effectivement révolutionnaire, quelque chose comme un cadre directeur pour penser l'alternative à partir du champ de concepts d'espace, ou les assises du nouveau manifeste politique que réclame l'urgence de cette situation ? Peut-être.

Quelle est la méthode adéquate pour étudier cet objet d'espace que nous souhaitons le moins englué possible dans l'empirisme et l'idéalisme ? Il s'agit donc de proposer une manière d'utiliser le corps de concepts de la théorie d'espace préconisée. Puisque l'objet est l'ensemble des formes et structures de l'incorporation en théorie et en pratique de la nature, je fais proposition de travailler à partir de la carte avec cette question : la carte, médiation traditionnelle du paysage mais aussi médiation optimale d'espace malgré les nombreuses autres techniques de mesures et de description, peut-elle rendre compte des formes et des structures et au prix de quelle transformation ? La carte ne "localiserait" pas plus l'espace qu'un graphique d'allocation du revenu national par groupes socio-économiques n'a jamais prétendu "montrer" les groupes, les classes, ou donner à voir les rapports de production. La carte devrait rendre compte des hypothèses et thèses et réaliser leur démonstration et vérification. Pourquoi s'en tenir alors à la carte traditionnellement axée sur les évidences de l'intuition sensible et plus récemment leurs perceptions ? Parce que la nature des formes géographiques en fait cette dimension sociale localisable. C'est d'ailleurs ce caractère qui est à la source des équivoques de la géographie, le piège terre à terre sur lequel butte encore son effort de théorisation des rapports homme-nature et la difficulté de faire dépendre les formes des structures abstraites de la maîtrise et de l'organisation de la nature. Nous croyons que la carte peut supporter l'essai d'être le réceptacle, l'outil méthodologique de l'étude de cet objet d'espace par sa capacité de donner à penser ce rapport des structures aux formes.

Comment partir du cadre ancien pour explorer les voies nouvelles signalées ? Le premier problème est de dire l'hypothèse de travail. Il faut obligatoirement recourir à un graphique pour qu'il y ait présence sur la carte. Par delà les difficultés d'une "figure" qui prétend parler une hypothèse persiste un double risque de sémiologie graphique : le symbolisme d'une théorie procède à une réduction dont la validité conceptuelle est, en soi, à établir, et son traitement métaphorique ou allégorique procède à un déplacement de la théorie dont la pertinence requiert justification. Ne seraient-ce pas là les limites de la carte qui, malgré ce débordement du descriptif, ne peut s'affranchir, comme l'oeuvre picturale de création, du texte qui comble les manques de l'image ? La pertinence de la cartographie comme méthode se fonde avant tout, et en connaissance de ces limitations, sur cette

possibilité pour graphiques et cartes de porter une certaine théorie de l'objet que prétend valider une certaine utilisation de l'information cartographiée.

En lieu et place de la légende qui donne traditionnellement une clé de lecture de la carte, notre proposition est d'agencer une grille de démonstration de l'hypothèse de l'articulation de l'État-Nation à l'espace. Cet objectif est poursuivi par la territorialisation d'agréats qui produisent par leurs signification et répartition la démarche de démonstration. Qu'entendre par signification et répartition ? Dans le processus de recherche de la signification d'un agrégat nous retenons d'un ensemble possible de données à construire celles que nos prémisses théoriques identifient comme pertinentes à la mise en relation de l'espace à la société, et dans la répartition de ces agrégats nous cherchons à dépasser l'unique contrainte classique de la "vraie" localisation pour tendre vers les modalités, théoriques de socialisation de la nature par les formes et structures spatiales. Quant à l'échelle de la carte, ce rapport entre surface réelle et surface de représentation, ne devrait-elle pas faire l'objet d'un travail qui livre aussi sa signification de "niveau à complexité variable des phénomènes en interaction" (l'expression est de Ph. Rouzier). Là encore, les autres sciences humaines, confrontées aux géographiques, scrutent les cartes traditionnelles avec inquiétude devant le simplisme de certains éléments et le blocage des notions.

S'agit-il encore de cartographie comme nous nous demandions, s'agit-il encore de géographie ? Notre réponse est encore la même, oui, mais c'est plutôt la ligne d'horizon du travail à faire que le stade achevé d'une pratique. Nous posons des jalons qui sont de plus en plus explicites.

Le discours d'espace pourrait-il se passer des cartes ? Je réponds non à cette question. Les cartes ne sont pas de simples illustrations, quelque chose comme une paraphrase visuelle du discours. Les cartes tiennent par elles-mêmes un discours d'espace, relativement autonome, dans le message fait d'échos des contraintes et des contradictions des structures. Il y a distanciation de la carte par rapport au discours, une sorte de décalage pour résumer, prolonger, expliquer, suggérer le non dit ; je renverserais donc le formulé de la question pour avancer que cartes et dire forment ensemble le discours d'espace. Ce qui me semble être la justification ultime de la méthode quand sa modalité de réalisation exige cette confluence.

J'irai même plus loin, il me semble que les cartes vont en deçà et plus loin que la parole. Si ce que j'écris reste sous le contrôle relatif d'un dire explicite, je ne saurais prétendre avoir le même contrôle de l'écriture des cartes. En les réalisant elles me débordent, si bien que je les crois capables de susciter d'autres commentaires, d'être appropriées par d'autres pour rectifications et prolongements, justement par leur souci de ne pas dire des paysages fixés et statiques, mais des formes et des structures dynamiques.

Il faut savoir que nous revenons de loin ! Je ne suis pas certain de celui qui nous a laissé le slogan ravageur "la géographie s'apprend avec les pieds" (ne serait-ce pas Raoul Blanchard ?) mais il disait bien notre mal à déraciner, dans la définition de l'objet et de sa méthode, cet empirisme vulgaire pour l'émergence d'une pratique scientifique sous primat théorique.

Choses anciennes et mots nouveaux

Quelle analyse de "géographie du sous-développement" ? Il nous faut trois énoncés de départ, une fois posé clairement que nous entendons par cette expression la théorie générale qui permet d'accéder à l'analyse concrète d'une situation concrète : le premier qui fonde les formes, de contrôle économique et de gestion politique, à la fois en aval et en amont de l'État ; le second qui restitue aux structures spatiales l'histoire propre dont elles ont été dépouillées, le troisième qui dit la dynamique des formes et des structures non seulement pour contrer leur manipulation empirique et idéaliste mais encore pour jeter les bases d'une prospective de l'alternative d'espace, condition et produit de la société nouvelle projetée.

PREMIER ÉNONCÉ

Le contrôle économique de l'espace se réalise par le système de marché composé d'une répartition de bourgs-jardins haïtiens ; d'un ensemble de centres de ces répartitions que sont les marchés haïtiens ; et de flux de tous ordres, économiques, politiques, symboliques, culturels qui passent par ces centres. La gestion politique

procède par découpage d'aires en hiérarchisant ces aires en départements, arrondissements, communes, etc., et en y implantant une hiérarchie d'appareils de persuasion et de dissuasion.

DEUXIÈME ÉNONCÉ

De la Saint-Domingue coloniale à l'Haïti contemporaine se succèdent trois structures spatiales dominantes : le morcellement 1664-1803, la régionalisation 1804-1915, la centralisation 1915 à nos jours. Chacune de ces organisations différentes de l'espace haïtien est d'une part orientée par les principales influences subies à l'échelle internationale, le développement du capitalisme occidental et sa pénétration au pays, et d'autre part produite par les conditions concrètes d'utilisation et d'appropriation de l'espace par les groupes sociaux au long des trois siècles.

TROISIÈME ÉNONCÉ

À chaque structure dominante d'espace l'articulation conflictuelle se joue à une échelle différente, celle même de l'unité spatiale de base du moment. Au "Morcellement" c'est au niveau de la *plantation* que s'opposent les regroupements de la main-d'oeuvre esclave et le système de la plantation ; à la "régionalisation" c'est au niveau *de chacune des onze régions* que s'opposent l'oligarchie régionale s'urbanisant et la paysannerie en émergence dans la région ; à la "centralisation" c'est à l'échelle du *pays entier*, un marché, un État, que s'opposent un ensemble de *noyaux* ruraux et urbains des défavorisés en résistance et les *réseaux* centralisés de prélèvements au service des classes hégémoniques. Ces contradictions principales spatialement circonscrites à chaque moment d'espace en noyaux de résistance et réseaux de prélèvements évoluent en articulation aux externalités qui commandent successivement des formes et des structures appropriées au marché international et le rapport de force qui le fonde.

Ainsi armé des hypothèses d'évolution et de synchronie pour une re-lecture des formes d'espace, des structures d'espace et de leur dynamique, la question suivante est par où commencer ?

Il y a clairement deux tâches à entreprendre dans la conjoncture de ces années 1980 : la construction en théorie d'une alternative d'espace et la destruction en pratique du sous-développement, en proposant pour celui-là des matériaux et en identifiant dans celui-ci les éléments du blocage et les potentiels d'avenir.

En somme, voilà quelques éléments pour un essai de construction de ce que pourrait être l'objet d'une géographie critique d'une situation concrète de sous-développement. Notre contribution aura été d'accompagner simplement l'émergence de ce cadre d'analyse par l'épreuve de validation dans un cas particulier (Haïti), ce qui est en fait le niveau privilégié où se vivent les ruptures ; souhaitables ruptures d'avec la trilogie d'importation "institutions - technologies - capitaux", donnée comme condition nécessaire et suffisante du développement. L'histoire de cet échec est trop flagrante en Haïti pour ne pas prêter attention aux voies d'un dépassement de cette problématique en travaillant à partir des institutions locales, des technologies indigènes et des ressources nationales pour penser et porter une alternative autonome de développement par une politique appropriée d'espace.

Mais voilà, la relation de la politique de l'espace à l'alternative de société est une tâche qui revient aux organisations politiques. Nous ne fournissons ici qu'une perspective capable de guider les nouvelles alliances et supporter le nouveau contrat de société. Aux rêves d'un "*grand soir*" il faut opposer ce dur réveil que seront les "*petits matins*" d'un pays vidé et fragile. Si difficile sera la remontée que nous n'aurons plus tellement droit à l'erreur au risque de tout compromettre : aussi, je persiste dans mon interpellation : nous donnerons-nous collectivement les moyens et l'audace d'une alternative ? Cette question reste posée car sa réponse ne peut se construire que dans la pratique sociale et politique.

On ne nous avait jamais dit qu'à ne pas chasser en bande en Sciences du social conduisait à tant de déboires ! Nos cours d'épistémologie et nos leçons sur la relation sujet-objet... n'ont jamais soufflé mot du vécu quotidien de cette quête des ruptures tant offerte en modèle.

Les pouvoirs m'ont banni.

Certains compagnons de route, des frères, se sont écartés.

Et jusqu'à l'essai de grignoter notre mémoire douloureuse de trois siècles de terrain sur les misères de *Ayiti Toma* en dénonçant notre absence passagère et conjonctuelle !

Je sais depuis ce temps, qu'un désert, cela se traverse avec obstination et cohérence.

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 4

LE PAYS PROFOND *

[Retour à la table des matières](#)

Le parcellaire agricole haïtien traverse une crise. L'abondance et la complexité des explications qui en ont été fournies jusqu'ici nous portent à clarifier ces tentatives d'études. Non seulement chacune d'elle privilégie la connaissance de dimensions partielles des phénomènes, mais encore celles qui poursuivent des objets identiques sont menées à des niveaux d'analyse distincts caractérisés par la différence aussi bien de leurs fondements théoriques que des recommandations d'interventions pratiques qui en découlent.

Nous nous limiterons dans ce texte à une critique de la circulation des produits agricoles, laissant ainsi de côté tout le chapitre de la production articulé par les prélèvements de rentes foncières et le transfert de valeur aux autres branches de l'économie nationale.

La production agricole haïtienne a toujours été destinée à deux circuits de commercialisation. Le premier, celui des produits agricoles d'exportation, les denrées, acheminant jusqu'aux ports les marchandises, tandis que le second répartit-

* "Commercialisation des produits agricoles et façonnement de l'espace en Haïti". *Environnement africain*, numéro spécial sur l'environnement caraïbe, hors série 1978, p. 95-122.

sait les produits de consommation intérieure, les vivres, par l'entremise de marchés ruraux, communaux, régionaux et des marchés d'agglomérations urbaines. Ce modèle de commercialisation, le même à quelques nuances près depuis l'époque coloniale, accusait une dissymétrie dans les circuits. Seule la commercialisation des denrées suscitait intérêts et interventions des groupes dominant l'économie et le pouvoir politique, alors que la commercialisation des vivres assurait, dans l'indifférence, une inégale distribution de nourriture aux diverses catégories sociales.

Aujourd'hui, le problème de la relation entre denrées et vivres se pose différemment. Si les denrées continuent à être une importante source directe de prélèvements dans la circulation, il faut cependant que les vivres nourrissent une population de plus de cinq millions de personnes, dont une capitale de plus de 700 000 habitants (1977), avec des techniques archaïques inchangées et sur le même espace agricole depuis vingt-cinq ans. Les circuits ont ainsi atteint un nouveau degré de complexité en s'imposant comme un couple de deux réseaux à la fois complémentaires et concurrents. On ne peut pas en même temps demander plus de denrées, plus de profits pour certains et plus de vivres pour la subsistance d'une population croissante, en maintenant les mêmes rapports de production, de circulation, de consommation et de répartition des revenus.

Les pratiques de prélèvements maximum de profits sur les denrées et de complète négligence des vivres ont conduit à une débâcle : la famine, dont on mettrait, au mieux des conditions, une quinzaine d'années pour en éloigner la menace pour toutes les régions et pour presque toutes les couches de la population.

Dans l'accumulation de travaux dont nous disposons, nous pouvons distinguer deux orientations dominantes : l'approche descriptive empirique et la démarche descriptive formelle. Nous nous proposons de situer la portée et les limites de ces courants et de rechercher leur dépassement dans une illustration de la perspective critique explicative et le repérage des problèmes posés actuellement par la connaissance de la circulation des produits agricoles en Haïti.

L'approche descriptive empirique

Elle se caractérise par la cueillette d'informations à partir d'observations et de données statistiques disponibles, et le souci de les synthétiser pour leur accumulation et leur communication. Il n'y a donc pas de théorie explicitée ou d'hypothèses préalables. Le travail scientifique est conçu dans un modèle de prééminence des "faits", par la collecte et l'analyse d'informations dites "objectives" et préexistantes aux préjugés et à la pratique du chercheur. Le rôle fondamental de la théorie dans la construction des données est évacué au profit de l'obsession de la "collecte". L'empirisme est actuellement en Haïti l'obstacle dominant de la pratique d'un grand nombre de chercheurs oeuvrant dans la quiétude épistémologique d'une géographie des "faits" fort soupçonneuse des moindres velléités de théorisation.

Le traitement de l'information ne dépasse par ailleurs presque jamais la simple typologie ; par exemple, on distinguera trois ou quatre types de villes ou de marchés... Cette démarche empirique est illustrée par un nombre appréciable de travaux universitaires, mémoires de maîtrise et thèses de doctorat, menés des années 1960 à 1975 sous l'influence d'écoles européennes francophones. Elle est d'autre part abondamment représentée par les écrits faisant du "drame de la terre" un thème pour d'élégantes compositions littéraires et politiques, et constitue un refuge pour le discours agrolologique, entretien plus ou moins précis sur des tranches de vie quotidienne à la campagne.

L'échelle d'étude est souvent nationale et/ou régionale. On poursuit le projet de peindre toutes les facettes d'une contrée et de rendre compte d'une réalité nationale sous forme de monographies. Les bonnes synthèses descriptives exigent une grande familiarisation avec les régions concernées et des aptitudes exceptionnelles chez les auteurs qui procèdent plus par intuition du milieu que par les étapes d'une vérification d'hypothèses issues d'un cadre théorique.

Le plus réussi des travaux de ce courant est l'important *Le paysan haïtien* (Moral, 1961), une source riche d'informations glanées au long de plus de dix années passées en Haïti par l'auteur, alors membre de la mission culturelle française. C'est le compte rendu des incertitudes de la vie du paysan et le bilan équilib-

bré des observations sur la première moitié du siècle. Cette œuvre publiée au début des années 60 est devenue une référence indispensable par la minutie de ses descriptions générales et la puissance évocatrice du milieu rural haïtien.

LIMITES

Les travaux d'approche descriptive, en plus du caractère très général fait d'une suite de considérations produites avec des outils non opératoires et de l'option d'un processus empirique de "purification" des données de leurs propriétés contingentes et non de transformation et de construction délibérées des données, vont très souvent déboucher sur des prises de position et des recommandations résolument conservatrices. On revient à l'idéal colonial de la "plantation", au "développement énergétique de la production des denrées marchandes", sans rien changer de l'actuelle répartition des revenus, et aussi aux regrets politiques et colonialistes d'une "indépendance trop précoce", avant de conclure par l'inévitable morceau de bravoure sur la paysannerie (Moral, 1961, pages 346-347).

BILAN

La géographie empirique, collectrice de "faits", monographique, typologique et descriptive, contribue par ses meilleures œuvres à la chronique de la vie rurale haïtienne. Depuis deux décennies, un vigoureux mouvement des écoles anglo-saxonnes devait enrichir la géographie de la description régionale et générale d'une nouvelle articulation des mécanismes de façonnement de l'espace.

La démarche descriptive formelle

Elle est soucieuse de démonter les mécanismes d'organisation de l'espace et d'en dégager des modèles. Bien qu'encore descriptive, cette démarche rompt avec l'empirisme par la formulation de théories de relations entre les phénomènes observés et la maîtrise poussée d'outils de mesure et de traitement de l'information. L'obédience technocratique est manifeste : on ne se pose jamais le pourquoi des mécanismes, question qui renverrait aux fondements de l'organisation sociale et

spatiale en soulevant le problème des rapports d'exploitation entre groupes sociaux.

Une vingtaine de travaux illustrent ce courant, d'application récente en Haïti. Ils ont été menés à la suite et souvent sous l'inspiration de Sidney Mintz dont les publications ont représenté pour le cercle des chercheurs anglophones ce que Paul Moral a été aux francophones.

À partir des années 70, l'obstacle linguistique a été franchi dans un certain nombre de recherches qui font état de cette double influence de la bibliographie de langue française et anglaise.

À côté de thèses doctorales en anglais et des travaux de l'Institut inter-américain des Sciences agricoles de l'O.E.A. (mieux connu sous son sigle espagnol I.I.C.A.), on recense aussi de cette démarche quelques-uns des rapports des missions d'études sérieuses menées en Haïti au cours de la dernière décennie. Nous prenons comme exemple un travail, remarquable de raffinement, commandité par l'I.I.C.A. (Murray et Alvarez, 1973) et repris dans un collectif édité par S. Mintz (*Working papers...* 1975). Du producteur au consommateur, la description des flux de marchandises procède à l'organisation minutieuse des lieux d'achat et de vente et à la délimitation de la sphère d'influence de chaque type d'intermédiaire.

Les modèles ainsi dégagés pour les différents produits de commercialisation (Dorville, février 1975 ; Fatton, 1975 ; Girault et Lagra, 1975 ; Dorville, août 1975) sont nettement plus opératoires que les notations suggestives du courant précédent. Par cette méthode d'analyse, les possibilités de généralisation et de comparaison augmentent considérablement, tandis que se précisent les modalités et les choix d'interventions dans les systèmes étudiés. S'écartant de l'échelle régionale ou nationale de la description empirique, la description formelle privilégie l'étude de thèmes comme la commercialisation, le café, le sucre, le sisal, les légumes, les secteurs urbains, ou l'étude de cas, très localisés, comme une exploitation agricole, un village, une plantation.

LIMITES

La démarche descriptive formelle prend pour acquis la répartition des revenus et la distribution de la richesse nationale entre groupes sociaux, en postulant fondamentalement (et souvent implicitement) que les normes sont la dépendance de la société vis-à-vis d'autres pays et l'exploitation de certains groupes socio-économiques par d'autres. Cette position a-critique porte par exemple à ne pas considérer les prélèvements de rentes foncières en étudiant pourtant la production agricole, ni les prélèvements de profits commerciaux même dans l'analyse de la circulation des produits. Cette limitation importante prive de la connaissance des articulations profondes qui expliquent, en dernière analyse, les intérêts en jeu en dessous des mécanismes que l'on reconstruit.

BILAN

La géographie descriptive formelle, d'obédience fonctionnaliste, technocratique, procédant avec une gamme sophistiquée d'outils, est parvenue à une description de l'espace à laquelle ne saurait prétendre la géographie empirique. Les travaux de cette orientation fournissent des mécanismes une construction d'une indiscutable utilité pour la connaissance de notre réel social et spatial. On doit les créditer d'oeuvres remarquables d'observation et la poursuite de fécondes hypothèses de travail. La grande faiblesse du cadre théorique de la démarche formaliste fait qu'elle est l'objet de dépassements par la troisième orientation de la géographie nationale.

La perspective critique explicative

Elle développe une double exigence qui permet de dépasser les limites des courants descriptifs dominants : d'abord, la mise en relation de l'espace à la société, ce qui porte à s'interroger sur la production de l'espace en tant que phénomène du social, et ensuite la recherche de la spécificité de l'espace qui conserve une

autonomie relative dans ses inter-dépendances avec les autres dimensions de la société haïtienne.

Les travaux de perspective critique utilisent des échelles, des procédés, des outils communs aux autres orientations. La différence essentielle vient du cadre d'analyse dans lequel les hypothèses découlent du postulat de base que l'organisation sociétale façonne un espace conforme aux intérêts des groupes dominants nationaux et étrangers. On procède alors à la mise en relation de espace/ société/ dépendance pour arriver à une explication satisfaisante des phénomènes (de circulation) ⁵.

Le tableau des éléments des circuits de commercialisation (tableau 1) permet d'illustrer la démarche du courant critique. La première préoccupation est de déterminer les types de prélèvements qui livrent la logique profonde des relations entre les phénomènes d'espace. Au cours du cheminement des marchandises du producteur aux consommateurs, il se fait une répartition des revenus entre divers agents. Le pouvoir de prélèvement, différent pour chaque groupe d'agents, fournit l'explication fondamentale de l'organisation structurelle et de l'organisation spatiale. Les circuits fonctionnent d'une certaine manière et selon certaines modalités au bénéfice de ceux qui les contrôlent. C'est pourquoi il faut commencer par déterminer, et les types de prélèvements, et les groupes qui en profitent, pour comprendre les éléments de l'organisation sociale et spatiale de la commercialisation des denrées et vivres.

L'organisation structurelle des circuits comprend trois aspects interreliés : les catégories d'agents, le degré de hiérarchisation, le contrôle des prix et stocks. Ce deuxième groupe d'éléments constitutifs des circuits représente les mécanismes par lesquels des types d'agents se relaient pour recueillir et accompagner les produits d'étape en étape, en utilisant dans chacune des transactions un prix établi pour l'unité de marchandise échangée. Le contrôle des prix va dépendre finalement du degré de hiérarchisation atteint dans chaque circuit, reflet du pouvoir de prélèvement que se sont octroyé les groupes dominants.

⁵ Pour une esquisse plus détaillée de la problématique *La géographie et son enseignement*, Les Presses de l'Université du Québec, 1976 (chap. 2, 2. 1. : "Espace géographique et sous-développement national").

Les finalités poursuivies dans la commercialisation et les mécanismes mis en place pour les réaliser vont façonner l'espace en aménageant (figure 1) des lieux d'échanges - des aires de production à celles de consommation - et des flux de concentration successive des marchandises passant par ces lieux. Mouvements et marchés de produits agricoles agencent trois tronçons fortement individualisés dans l'espace : un chevelu rural de canaux convergents ; des agents de liaison, spéculateur et *madan sara*, qui véhiculent aux villes/ports d'exportation les marchandises ; un système urbain de distribution des vivres ou d'expédition des denrées.

Figure 1
Articulation de l'espace haïtien par la circulation des denrées et des vivres

[Retour à la table des matières](#)

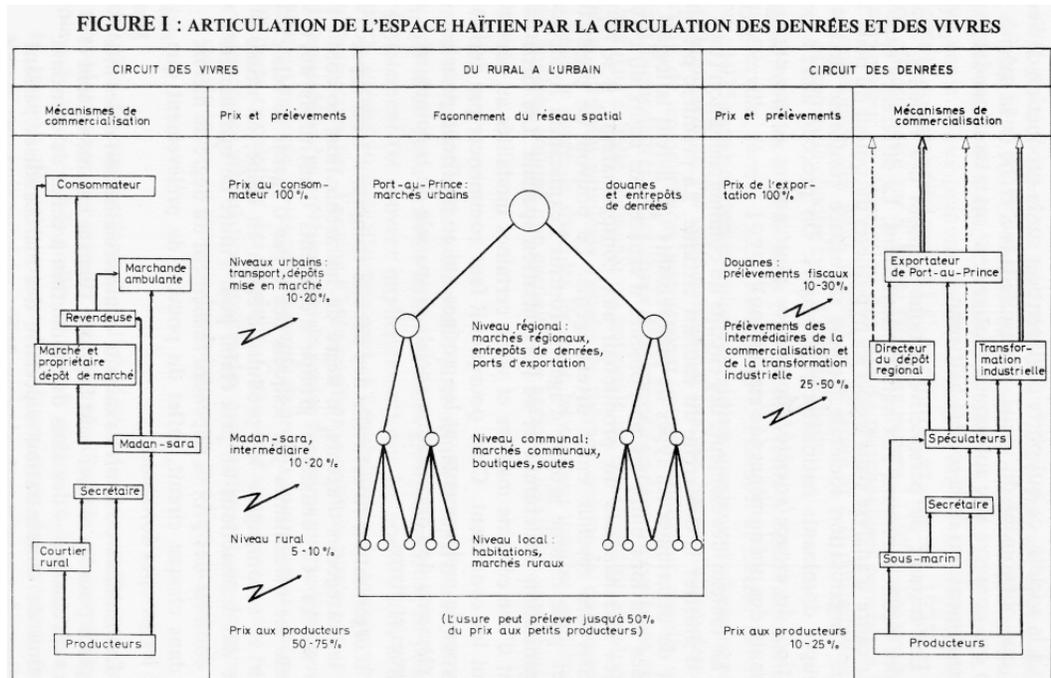


Tableau 1
La circulation des produits agricoles en Haïti

[Retour à la table des matières](#)

Circuits de commercialisation		DENRÉES (produits agricoles d'exportation)	VIVRES (produits agricoles de consommation locale)	
FINALITÉS	Types de prélèvements	profits	de l'ordre de 50% du prix à l'exportation ; concentration entre les mains de quelques « maisons »	de l'ordre de 25% du prix de vente ; distribution à un grand nombre d'intermédiaires proches du parcelaire
		usure	crédit usuraire abondant en provenance des « maisons » ; taux de 50% du capital au remboursement en nature	crédit usuraire restreint contre garantie de la terre et des produits ; taux de 50% au remboursement
		fiscalité	25% du prix de vente à l'exportation ; fortes taxes indirectes au producteur prélevées en douanes	la taxe officielle des marchés est abolie en 1974, cependant que demeurent les impositions occultes
MÉCANISMES	Organisation structurelle	agents	<ul style="list-style-type: none"> - commerçants exportateurs - spéculateurs - intermédiaires ruraux (prédominance agents masculins) 	<ul style="list-style-type: none"> - revendeuses, marchandes, maîtres de dépôt - <i>madan sara</i> - intermédiaires ruraux (prédominance agents sexe féminin)

Circuits de commercialisation		DENRÉES (produits agricoles d'exportation)	VIVRES (produits agricoles de consommation locale)	
FAÇONNEMENT	Organisation spatiale	hiérarchisation	hiérarchisation très forte dominée par le très petit groupe de commerçants exportateurs	très faible hiérarchie ; par milliers, les intermédiaires les plus importants - les <i>madan sara</i> - animent le circuit
		prix	fort contrôle des prix et pouvoir de les maintenir au strict minimum ; le marché n'est pas libre	pas de contrôle par un groupe d'agents organisés ; établissement des prix sur un marché libre ; marchandage
		lieux	utilisation de la hiérarchie des agglomérations pour la localisation des entrepôts, routes, usines des agents	hiérarchie de marchés qui sont les lieux de transaction des vivres
		réseaux	flux important de denrées non accompagnées dans les meilleurs moyens de transport	vagues de petites quantités de marchandises accompagnées dans les moyens de transport les plus communs
		tronçons	lieux et réseau créent un tronçon rural de ramassage, un tronçon de liaison et un tronçon urbain, nettement différenciés les uns des autres	lieux et réseau créent un tronçon rural de ramassage, un tronçon de liaison et un tronçon urbain, nettement différenciés les uns des autres

En utilisant les trois parties du tableau pour une comparaison des trois courants de la géographie, nous pouvons schématiser leurs apports respectifs en notant que la description empirique contribue par ses notations à la connaissance du façonnement, que la description formelle s'attache aux mécanismes et au façonnement, que la perspective critique englobe les finalités, les mécanismes et le façonnement pour une explication intégrale.

La principale démarcation a pour origine les trois cadres théoriques. Chacun pose au réel des questions qui sont différentes et desquelles vont découler des choix, également différents, dans l'objet d'étude, l'interprétation des phénomènes, la construction du réel, l'essentiel et l'accessoire, la formulation des théories, etc. En ce sens, on dira que les problématiques des trois orientations dans l'analyse de l'espace sont différentes.

LES TYPES DE PRÉLÈVEMENT

Dans les travaux disponibles, le chapitre des prélèvements a été fort peu approfondi. L'argutie la plus souvent employée pour justifier ce silence - face à une exploitation pourtant flagrante - stipule que ces dimensions relèvent de la "politique". En fait, ces questions n'ont simplement pas le statut de fil conducteur des recherches. À travers la littérature scientifique, nous pouvons relever nombre d'analyses voilées et de prudentes allusions, sans jamais vraiment rencontrer un exposé rigoureux de la situation. Nous allons essayer de résumer l'état des informations sur les prélèvements, en signalant les caractéristiques les plus représentatives des finalités de la commercialisation.

LES PROFITS DES INTERMÉDIAIRES

Les ordres de grandeur moyens sont de 50% pour les denrées et de 25% pour les vivres. Dans le premier des cas, la plus grande marge de profits se concentre entre les mains des associations commerciales - les "maisons" familiales d'expor-

tation, - tandis que la marge des 25% de profits sur les vivres se répartit entre un grand nombre d'intermédiaires.

Il y a donc une forte opposition, dans la nature des profits tirés de la commercialisation, entre les denrées et les vivres. Les premières constituent une source considérable d'enrichissement pour un petit groupe de commerçants et d'industriels de transformation agricole, et les secondes une rémunération souvent modeste qui se ventile ainsi : 5% aux différents agents ruraux, 10% pour le *madan sara* et ses aides, 5% affecté au transport et 5% aux revendeuses et marchandes des villes. Il semblerait, sous réserve d'études complémentaires en cette période de crise inflationniste, que le circuit de commercialisation des vivres soit un système opérant un prélèvement raisonnable pour ses services vu le nombre de personnes (par exemple, 1 300 *madan sara* transportent chaque jour à Port-au-Prince plus de 1 000 tonnes de produits agricoles que vendent les quelques 50 000 marchandes de la ville : Duplan et Lagra, 1975 ; Locher, 1974), proches du parcellaire qui en vivent et qui n'ont pas d'autre alternative d'emploi.

L'USURE

Le crédit institutionnel de banques ou d'organismes de développement est pratiquement inexistant pour les petits exploitants. Obligation leur est donc faite de recourir au crédit usuraire adéquatement nommé "coup de poignard".

Dans le circuit des denrées, chaque exportateur "avance" à ses spéculateurs de province des sommes à répartir entre les différents producteurs paysans de façon à s'assurer de la récolte quelques mois avant la cueillette. Le taux d'intérêt pratiqué varie, mais il est en moyenne de l'ordre de 50% du capital au terme du remboursement. À ce prélèvement usuraire dont le bénéfice revient aux spéculateurs, il faut ajouter les profits extorqués au cours de pesées abusives des denrées, qu'adéquatement encore le paysan désigne par "coup de balance".

Dans le circuit des vivres, le crédit, plus difficile, ne s'obtient généralement que contre garantie de "vivres de marché" ou de terre agricole. Le prêteur peut aussi bien être un paysan plus aisé, un commerçant de province, un propriétaire foncier, un agent (courtier, secrétaire, etc.) de *madan sara*, qu'un notable usurier

(notaire, avocat, juge, fondé de pouvoir, arpenteur, etc.) vivant de chicanes rurales. Le taux d'intérêt serait du même ordre que pour les denrées, 50% du capital pour un délai de remboursement inférieur à 90 jours.

Le taux d'intérêt varie suivant les saisons et les prévisions de rareté ou d'abondance de produits. Dans le premier des cas, l'avance d'une somme d'argent au producteur peut prendre la forme d'un acompte versé par un intermédiaire qui veut se prémunir contre la rareté ou se garantir de la concurrence. En situation normale, le crédit est toujours usuraire.

LA FISCALITÉ

Par décret, le 11 septembre 1974, à la suite d'une recherche de l'I.I.C.A. (Duplan et Lagra, 1974), l'État haïtien a aboli, en grande pompe, les taxes sur la commercialisation des vivres, compte tenu du peu d'efficacité du système traditionnel des taxes de marché dont la plus grande partie des recettes échappait aux caisses publiques. L'occasion fut saisie pour signaler le côté inique d'une taxe qui était d'autant plus lourde qu'elle frappait les petits agents et producteurs, ou encore le rôle scientifique joué par l'I.I.C.A. :

"La publication de cette étude commencée en janvier 1974 coïncide avec le décret présidentiel en date du 11 septembre qui supprimait les taxes de marché sur toute l'étendue du territoire national. L'étude fournit aux autorités gouvernementales des informations complémentaires pour justifier leur action. Cette heureuse décision empreinte de justice sociale prise par le gouvernement assurera aux divers intermédiaires une marge de bénéfice qui permettra aux producteurs de recevoir un prix plus juste pour leurs efforts de production et aura une répercussion sur le prix aux consommateurs en aidant à contrôler l'inflation des prix des produits agricoles de première nécessité" ⁶.

⁶ Dr J. M. Montoya Maquin, représentant de l'I.I.C.A. en Haïti, postface de l'étude, p. 44-45.

Les grands bénéficiaires de cette mesure sont les propriétaires de dépôts et toute la couche supérieure des agents urbains qui ont augmenté d'autant le prix de leurs services aux *madan sara*. Les prix aux producteurs et aux consommateurs n'ont strictement pas changé. Ainsi se révèle toute la dimension politique de l'abolition de la taxe des marchés : un réaménagement interne des prélèvements sous forme de concessions lucratives pour renforcer l'allégeance de la fraction dominante du circuit des vivres au moment où les tentatives de blocage des prix à Port-au-Prince allaient peser lourd sur les couches intermédiaires de *madan sara*. De plus, la mesure de l'Exécutif n'a pas aboli les pratiques occultes de prélèvements dans les campagnes.

Les communiqués - très nombreux - de victoire du monde de la recherche et des subventions, qui croyait avoir là une preuve, de l'efficacité de ses actions et recommandations pour améliorer la situation du petit paysan et marchand, prennent une allure bien naïve.

Il se prépare actuellement, en réponse à l'inflation galopante du prix des vivres, un nouveau mécanisme de contrôle des prix et d'imposition du commerce des vivres, qui sera géré par un office public du type de celui des denrées.

L'État haïtien prélève environ 25% du prix de vente à l'exportation des denrées. Une législation complexe et un organisme - l'IHPCADE, Institut haïtien de promotion du café et des autres denrées d'exportation - aux larges attributions ont charge de réglementer et de surveiller le commerce des denrées, source importante de revenus pour les pouvoirs publics ⁷.

Aux commerçants exportateurs et aux industriels de transformation agricole est délégué le pouvoir de retenir cette taxe de 25% du prix versé aux producteurs, et ils sont soumis à l'obligation de la restituer en douane, tout à la fin du cheminement des produits. Tout au long du circuit des denrées, des agents publics de

7

Année	1952	1965	1966	1970	1971
Droits fiscaux	16%	32%	37%	28.5%	32.2%
Intermédiaires	12%	28%	24%	22.5%	26.7%
Producteurs	72%	40%	39%	49%	41.1%
Prix Fob	100%	100%	100%	100%	100%

l'État, les contrôleurs des denrées, sont réputés superviser le déroulement des transactions et contrôler la qualité des produits.

Au "coup de poignard" rural et au "coup de balance" provincial correspond le "coup de contrat" urbain. Le commerçant exportateur obtient généralement deux contrats de l'importateur étranger : un contrat de complaisance, sur lequel figure un prix d'achat minoré, qui sera versé en preuve à la douane et à l'office de commercialisation pour la détermination du montant de la taxe à payer ; le contrat réel, sur lequel figurent les prix de la transaction, servira aux règlements entre l'exportateur et l'importateur par l'entremise des banques étrangères installées à Port-au-Prince.

Aux prélèvements légaux - profits, usures, fiscalités, qui font l'objet de réglementations écrites - s'ajoutent des prélèvements occultes par lesquels chaque groupe d'agents gruge surtout le paysan producteur qui reste seul à supporter, à la fin de la chaîne, la cascade de spoliations du réseau parallèle. De plus, un trafic peu scrupuleux d'agents dotés de pouvoir politique et/ou administratif constitue une troisième modalité d'imposition : les "primes de protection", un racket de pots-de-vin particulièrement lourd pour le paysan producteur et la *madan sara*.

L'ORGANISATION DES CIRCUITS

LES AGENTS DES CIRCUITS

Dans la commercialisation des denrées, nous retrouvons d'abord les commerçants propriétaires de "maisons" d'exportation ou d'"usines" de transformation. Ce sont les agents qui mettent en circulation les capitaux qui vont parcourir le circuit jusqu'aux producteurs. Ils sont pratiquement les seuls à qui les banques consentent des prêts à court et moyen termes. Leurs possibilités financières leur confèrent le pouvoir de commandement de l'ensemble du circuit. Viennent ensuite les spéculateurs, agents reliés aux maisons d'exportation. C'est assez souvent un rôle tenu par un notable de province qui cumule plusieurs fonctions commerciales et politiques, et possède sa propre exploitation de dimension moyenne ou grande. Gravite autour des spéculateurs la foule des agents ruraux ("sous-marin", "baffoneur", "cour-

tier", "secrétaire", etc.) qui s'échinent à rabattre la production des parcelles vers les spéculateurs.

Dans la commercialisation des vivres, sont installés à Port-au-Prince les marchandes, les revendeuses en gros et détail, les propriétaires d'entrepôts de vivres. Les *madan sara*, agents de liaison entre les marchés régionaux, communaux et la capitale, sont les chevilles ouvrières du circuit. Reliés aux *madan sara*, les intermédiaires ruraux vont jouer le même rôle que pour les denrées. Les agents ruraux alimentent indifféremment les deux circuits au gré des opportunités d'affaire avec les spéculateurs ou les *madan sara*. Le producteur peut parfois "court-circuiter" les agents ruraux et offrir directement ses produits aux agents de liaison ou aux consommateurs urbains.

Dans l'organisation rurale haïtienne, on constate un rôle prédominant des femmes dans le circuit le moins lucratif, celui des vivres, tandis que les hommes dominent dans le circuit des denrées. Des observations incomplètes ont fondé le mythe de la femme "principal agent économique du monde rural", alors que ces dernières, massivement présentes sur les marchés, partagent en fait des activités limitées aux mouvements des seuls produits vivriers ⁸.

LE DEGRÉ DE HIÉRARCHISATION

Le circuit de commercialisation des denrées est fortement hiérarchisé. Le sommet de l'organisation est occupé par les commerçants exportateurs qui, grâce à ce rôle de direction, perçoivent l'essentiel des profits. Immédiatement en dessous, diverses catégories de spéculateurs, installés dans toutes les localités du pays, procèdent aux achats de denrées au nom de "maisons" d'exportation. Sous contrôle des spéculateurs, une multitude d'agents ruraux travailleront chacun à canaliser les produits vers un commanditaire.

⁸ Il faut rendre hommage au modèle d'organisation de la recherche mise en place par l'I.I.C.A en Haïti pour sa capacité de faire, avec des moyens relativement simples, le point des connaissances du moment en utilisant les ressources matérielles et humaines disponibles dans le milieu.

La hiérarchisation du circuit est renforcée par l'adjonction, à chaque niveau de fonction, d'agents publics des offices gouvernementaux.

La commercialisation des vivres, bien que hiérarchisée, n'est pas aussi rigide que celle des denrées. À Port-au-Prince, des dizaines de milliers de marchandes s'approvisionnent au marché de la Croix-des-Bossales, ou dans des dépôts, ou encore auprès des *madan sara*. Ces dernières, qui seraient plus de mille trois cent chaque jour à rentrer à Port-au-Prince, font la navette entre les marchés de province et la capitale pour ramener les quelque huit mille tonnes de vivres hebdomadaires consommées par la population de la ville (Duplan et Lagra, 1975). Dans les marchés ruraux, communaux, régionaux, vont se concentrer par milliers producteurs, marchands, *madan sara*, pour l'échange des produits vivriers.

L'opposition entre les deux circuits est forte. Le circuit des denrées est très hiérarchisé et celui des vivres révèle une hiérarchie moins contraignante pour les producteurs. Pour preuve, la *madan sara*, principal agent du circuit des vivres, court même des risques de perte auxquels ne sont jamais exposés spéculateurs et commerçants exportateurs.

LE CONTRÔLE DES PRIX ET DES STOCKS

Dans le circuit de commercialisation des denrées, le contrôle des prix est rigoureux et efficace. Pour chacune des denrées, les prix aux spéculateurs sont fixés par les commerçants exportateurs, à charge pour chaque spéculateur d'obtenir sa propre marge de profit en abaissant le prix aux producteurs. Le prix payé aux commerçants est lui-même unilatéralement fixé par les importateurs du marché mondial. Les fluctuations internationales des cours des denrées affectent la marge de profit des commerçants et les recettes fiscales de l'État, alors que le prix aux producteurs, plafonné au strict minimum quelle que soit la conjoncture internationale, varie très peu.

Les prix de la commercialisation des vivres ne font pas habituellement l'objet de contrôle par un groupe d'agents. L'établissement des prix obéit aux caractéristiques d'une offre en diminution, atomisée dans l'espace et le temps, d'une demande en augmentation, concentrée par l'entremise des *madan sara* ambulantes, d'un

accroissement continu des coûts de transport et d'entreposage, etc. Les variations annuelles, saisonnières et régionales des prix échappent ainsi à des contraintes aussi radicales et permanentes que celles des denrées. Cependant, paysans et marchandes sont familiers, depuis des décennies, des interventions gouvernementales pour bloquer les prix des vivres quand ceux-ci ont une tendance conjoncturelle à s'élever. Les méthodes employées relèvent de la répression policière : fouille des stocks des *madan sara* et des revendeuses, vente forcée, à prix imposé arbitrairement pour désamorcer les tensions urbaines, sous la surveillance de la soldatesque en armes. Les réactions classiques des paysans et des marchandes étant la diminution des activités et le camouflage des stocks, dans l'attente du fléchissement de la surveillance.

Dans le commerce des denrées, il n'y a pas de marchandage. Le prix est imposé par le cartel des exportateurs et le vendeur doit, de plus, accepter la pesée de l'acheteur. Ainsi, le spéculateur utilise sa balance pour traiter avec le paysan, et l'exportateur la sienne pour acheter au spéculateur.

Le commerce des vivres, par opposition au commerce des denrées, donne lieu à d'intenses marchandages et à de longues discussions pour le choix des "mesures" du vendeur ou de l'acheteur. Même en ville, la maîtresse de maison possède sa gamme complète de contenants et elle se livre au marchandage des prix et mesures avec la revendeuse ambulante.

Nous traversons, dans ces années 1970-1976, une conjoncture de croissance annuelle de 16,5% du prix des vivres (tableau 2), situation à même de provoquer des mutations dans la structure agraire⁹ et aussi d'obliger à la longue à une aug-

⁹ Au début de 1970, après une vingtaine d'années de relative stabilité du prix des vivres ou d'un taux de croissance faible en année normale, nous assistions à l'émergence, au niveau des prix du marché de consommation alimentaire locale, d'une crise dont les autres facettes, comme l'augmentation du nombre des paysans sans terre, l'exode rural, la paupérisation paysanne, les famines périodiques, etc., s'étaient manifestées avec virulence dès 1950. Nous sommes rentrés dans l'une des phases les plus aiguës de la crise du parcellaire agricole, celle qui se répercute aussi bien dans le monde rural sur la structure agraire, les systèmes de culture et de commercialisation, que dans le monde urbain sur les salaires industriels à Port-au-Prince, le volume des exportations de denrées par les "maisons", le retour à l'appropriation de terres agricoles par des groupes socio-économiques urbains pour l'érection de grandes plantations et de grandes propriétés vivrières.

mentation de la quote-part du paysan sur les denrées pour qu'il ait encore un intérêt à en produire. Cette augmentation des prix, dont les conséquences se feront sentir sur l'ensemble du système économique haïtien, va probablement accentuer l'exacerbation du contrôle du prix des vivres.

L'ORGANISATION SPATIALE DES CIRCUITS

Les éléments de l'organisation structurelle des deux circuits nous ont amené à distinguer deux modalités bien différentes du marché intérieur. D'un côté, un marché libre, avec son marchandage, ses "pratik", à l'intérieur duquel les caractéristiques de l'offre et de la demande vont déterminer des fluctuations de prix ; de l'autre, un marché de contraintes, aux clientèles prisonnières de conditions d'échanges imposées, aux prix unilatéralement fixés sans recours possible. La manière dont fonctionnent ces deux marchés intérieurs dans l'espace est donc importante à distinguer, même si les lieux utilisés, les réseaux d'acheminement des produits, les tronçons du rural à l'urbain, semblent au prime abord être communs. L'efficacité des interventions dans l'espace dépend de la connaissance de ces distinctions.

Tableau 2
Évolution, entre 1970 et 1974, du prix de huit produits
sur neuf marchés * (en pourcentages)

[Retour à la table des matières](#)

	Riz	Maïs moulu	Haricot rouge	Banane	Patate	Manioc	Poulet	Charbon
Port-au-Prince	+ 88	+ 136	+ 80	+ 50	+ 6	+ 15	+ 205	+ 48
Croix-des-Bouquets	+ 70	+ 78	+ 79	+ 47	+ 20	- 26	+ 161	+ 95
Saint-Marc	+ 0	+ 160	+ 63	+ 58	+48	+ 13	+ 149	+ 88
Gonaïves	+67	+ 108	+ 100	+ 102	+ 86		+128	+ 3
Port-de-Paix	+ 70	+ 176	+ 90	+ 133	+265	+ 206	+ 164	+ 105
Cap-Haïtien	+ 45	+ 65	+ 75	+ 80	+74	+ 4	+ 119	+ 101
Jacmel	+40	+ 175	+ 72	+ 153	+ 47	+39	+ 137	+ 105
Les Cayes	+54	+ 93	+ 65	+ 51	+ 71	+94	+ 64	+ 15
Jérémie	+23	+ 123	+ 79	+ 72	+ 53	+ 80		- 3

* Calculs effectués à partir des données de l'IHPCADE : J. LAGRA et autres, Prix des produits agricoles dans les marchés haïtiens, I.I.C.A., document no 8, mars 1975, 50 +450 p.

LES LIEUX DE TRANSACTION

Les transactions s'effectuent des aires de production aux aires de consommation dans un certain nombre de localités d'importance croissante. Des exploitations rurales à la capitale, chacune des agglomérations va jouer un rôle d'étape dans l'acheminement des marchandises. Des exploitations paysannes aux intermédiaires de liaison, spéculateurs et *madan sara*, denrées et vivres sont convoyés de la même manière. La séparation des produits se réalise aux points de convergence des circuits ruraux. Les achats et les ventes de vivres se font dans les marchés, tandis que les denrées sont réunies dans l'entrepôt ou la soute du spéculateur. Les deux catégories de marchandises vont alors passer par les mêmes localités en empruntant des haltes différentes. Une succession d'entrepôts et de locaux de transformation et de conditionnement vont recevoir les denrées avant leur exportation, tandis que les vivres, de marchés en marchandes, se rendront aux consommateurs urbains.

Pour les vivres, quatre niveaux de marchés, principalement différenciés par le volume des transactions et la destination des marchandises, constituent la hiérarchie des lieux d'échanges. Le marché rural, de portée locale, pourvoit à l'alimentation des villages et de la population non agglomérée. Le marché communal dessert la petite ville toute la semaine, et une fois par semaine, au jour dit de marché, il se gonfle par la rencontre des producteurs et intermédiaires ruraux et des agents de liaison qui négocient sur une échelle régionale. Le marché régional peut aussi être physiquement séparé des villes pour constituer un carrefour de transactions animé une fois par semaine. Le marché urbain, comme les vingt-cinq marchés de Port-au-Prince, sert aux rencontres de consommateurs et d'intermédiaires.

LES RÉSEAUX DE TRANSACTION

Les flux de denrées et vivres se différencient d'abord par les modalités de transport. Les produits d'exportation sont confiés à un transporteur qui livre lui-même directement son chargement à l'entrepôt d'exportation. Ce sont les responsables des meilleurs moyens de transport, camions en bon état de marche, bateaux

à moteur, qui sont recrutés pour l'acheminement des denrées. Quant aux vivres, ils circulent par petite quantité, accompagnés des *madan sara*, dans des moyens de transport mixtes, passagers/marchandises. Les produits de consommation locale sont généralement déchargés au marché de la Croix-des-Bossales et/ou à un dépôt, mais toujours aux emplacements qu'utilise ordinairement chaque *madan sara* pour traiter rapidement avec les revendeuses de marchés et les marchandes ambulantes.

Il existe deux systèmes superposés de voies de communication : un réseau de routes inter-régionales et un système rural très dense de sentiers qui vont relier chacune des parcelles paysannes à un lieu accessible aux transporteurs. Sur les sentiers, les marchandises circulent à tête d'individu ou à dos d'animaux. Les marchés sont localisés dans des points d'utilisation optimale des deux systèmes : aux paysans il faut la possibilité de procéder en une journée à toutes les transactions, et aux *madan sara* et spéculateurs la possibilité de convoier le plus rapidement possible les produits aux lieux de consommation et d'exportation.

Le réseau de sentiers et le réseau de routes (les marchés en sont les points de jonction créés ou éliminés au gré des besoins) ont une signification qui renvoie à l'ensemble sociétal : un monde rural, producteur et dominé, parcourant les sentiers ; un monde urbain où siègent les groupes dominants utilisateurs privilégiés de la route pour le transfert des profits et des produits du parcellaire.

TROIS TRONÇONS DE TRANSACTION

Nous distinguons d'abord un tronçon rural dans le circuit de commercialisation des denrées et vivres ; c'est l'espace des parcelles de production, les surfaces parcourues de sentiers et ponctuées de marchés ruraux. Un chevelu de canaux commerciaux innerve ces régions sillonnées de producteurs et d'agents ruraux qui font converger les produits aux points d'échanges où se tiennent *madan sara*, spéculateurs, consommateurs de province. Les modalités et mécanismes de façonnement de cet espace (parcelle rurale, sentier rural, marché rural, agent rural, habitation, lakou, village, etc.) sont les créations de conditions concrètes qui relèvent du parcellaire comme mode dominant de la structure agraire.

Le tronçon de liaison du rural à l'urbain (principalement Port-au-Prince) est l'inscription dans l'espace des rapports de domination du parcellaire par des groupes socio-économiques urbains. Spéculateurs et *madan sara* sont les pivots des mouvements de transfert de marchandises, de profits, de taxes, etc. Ils concentrent les produits et les acheminent par des voies routières, maritimes, aériennes (café) aux villes/ports d'exportation. La logique de l'aménagement des phénomènes (mouvements, réseaux, lieux) du tronçon de liaison relève des finalités poursuivies par le commerce urbain dans l'exploitation de la production paysanne.

Un tronçon urbain formé d'espaces de commercialisation (entrepôts, douanes, ports, dépôts, marchés...), de mouvements, d'agents, etc., participe au façonnement de la structure interne de la ville différenciée en secteurs commercial, résidentiel, administratif de niveaux divers.

De la connaissance du réel à sa transformation

Avant le terme de notre cheminement qui procédait du préalable des prélèvements dans la circulation des denrées et vivres, nous aboutissons obligatoirement à la question de la liaison de l'entreprise pratique de construction du réel à celle, stratégique, de transformation de ce réel. À ce "moment actuel", nous sommes donc confrontés à la nécessité de réévaluer, sur les bases renouvelés par l'ensemble des pratiques scientifiques, les positions spécifiques à partir desquelles articuler les revendications des paysans et marchandes dans la commercialisation.

Nous avons associé, tout au long de cet article, paysans et marchandes, deux maîtres-mots du réel haïtien. Précisons que l'expression marchandes, en créole, englobe les agents, pour la plupart issus du parcellaire agricole, qui s'emploient principalement à la commercialisation des vivres. Elle se différencie de commerçant, agent impliqué dans la circulation des denrées d'exportation et/ou des biens d'importation. Paysans et marchandes sont deux groupes dominés articulés l'un à l'autre dans les processus de production et de circulation des aliments consommés localement, de production des denrées et de leur circulation jusqu'aux spéculateurs.

Nouvelles données empiriques et renouveau du champ théorique

Les données empiriques sur l'agriculture, la commercialisation, la paysannerie, etc., étaient notoirement incomplètes, trop souvent fantaisistes, et généralement peu fiables - même pour la détermination d'ordres de grandeur des phénomènes. Jusqu'aux années 1970, l'ensemble des analyses a reposé principalement sur l'unique et approximatif recensement de 1950 et la thèse de Paul Moral de 1961. La décennie actuelle semble être un tournant. Les groupes socio-économiques dirigeants et les agents des pays dominants ne peuvent plus continuer à gérer à leur profit les ressources amoindries du pays sans l'élaboration de statistiques et d'études poussées.

Cette impérieuse nécessité d'une conjoncture de dégradation économique est l'une des causes principales de la réalisation de séries de travaux fortement encadrés par des organismes internationaux et des universités étrangères. Cependant, la collecte, même volumineuse, de données empiriques doit obligatoirement s'accompagner du développement du champ théorique, de l'élaboration de notions et concepts qui vont permettre de formuler des hypothèses, d'orienter les observations et d'articuler les relevés pour une connaissance de la société haïtienne telle qu'elle est.

Le débat théorique sur l'agriculture et la société s'est poursuivi parallèlement aux accumulations de données, en laissant souvent l'impression que ces deux volets d'une même démarche scientifique ont coexisté dans l'ignorance totale l'un de l'autre.

"Jusqu'à présent, les discussions théoriques ne se sont pas trop embarrassées des données empiriques, sinon à titre de légitimation magico-scientifique. Il s'en suit une certaine stagnation dans la discussion qui oppose depuis un certain temps les mêmes thèses avec des variantes plus ou moins sophistiquées. Féodalisme ou pas féodalisme. Ce débat fait penser aux grandes polémiques philosophiques du Moyen-Âge," devait écrire André Corten en 1974.

Il est indispensable que la théorie de la société haïtienne s'alimente d'analyses concrètes, précises, sérieuses, complètes, pour sortir du monde imaginaire dans lequel l'ont enfermée le dogmatisme et l'opportunisme. Cette décennie est aussi un tournant pour la théorie. Quelques contributions ont fermement critiqué les travers de ces préoccupations théoriques byzantines, tandis que d'autres ont déblayé de nouvelles voies pour une synthèse qui permette de comprendre le déroulement de la société haïtienne et les transformations possibles dans l'avenir (Moïse, 1971 ; Collectif Paroles, 1975 ; Jean-Luc, recueil d'articles, 1976 ; Pierre-Charles, 1965, 1972 ; de manière générale, les numéros de *Nouvelle Optique*, 1971, 1972, etc.).

Le travail à effectuer doit donc rendre compte de ce double mouvement de rénovation des théories et des accumulations de données ¹⁰. Nous devons procéder au traitement des informations les plus pertinentes dans un cheminement vers une théorie de la société haïtienne qui rompt avec le courant dit du féodalisme (et ses variantes de préfixes : semi, néo, pseudo, quasi, etc.) et le courant dit du capitalisme (et sa gamme d'allégories spatiales : centre-périphérie, bord-de-mer/arrière-pays, etc.), au profit de l'articulation des rapports d'exploitation des petits paysans et marchandes, à la fois dans la commercialisation (que privilégient les tenants du "capitalisme") et la production agricole (que privilégient les tenants du "féodalisme").

Spécificité de la mobilisation des masses paysannes et marchandes

Une constatation de départ s'impose : la pauvreté des programmes politiques ou de développement dès qu'il s'agit de repérer les objectifs propres aux paysans et marchandes dans les luttes économiques, idéologiques, politiques. Dans le meilleur des cas, quand les organisations et les organismes n'escamotent pas le problème, on se contente de pétitions de principe générales sur les nécessaires changements et les alliances indispensables entre paysans, prolétaires et certaines

¹⁰ La bibliographie témoigne d'une démarcation entre le vigoureux déblayage théorique dont *Nouvelle Optique* a, en 1971-1972, recueilli une partie des travaux et la collecte attentive de données à l'exemple de celle de l'I.C.A. La connaissance du réel haïtien est au bout d'une rupture de ce clivage.

fractions radicalisées de la petite bourgeoisie. Tout se déroule comme s'il n'était pas primordial de passer des revendications générales aux contradictions et revendications spécifiques à chacun des groupes (et leurs sous-groupes constitutifs) pouvant mener ensemble une lutte de libération et une bataille de développement national et démocratique.

La convergence des objectifs des paysans et marchandes, des prolétaires, de la fraction radicalisée de la petite bourgeoisie, n'est pas inéluctable, n'est pas automatique, et elle ne se fera pas toute seule spontanément. C'est en assumant des différences, certaines très importantes, que se constituent des alliances. Or, on ignore encore les modalités régionales et sectorielles de la dynamique des paysans et marchandes et l'on traite de ces groupes comme s'il s'agissait de masses homogènes et indifférenciées. Pis, on assiste actuellement à l'expansion de dangereuses tendances qui prennent exclusivement en considération les problèmes de la petite bourgeoisie chargée, semble-t-il, d'offrir ensuite généreusement de nouveaux rapports de production et de commercialisation aux paysans et marchandes.

Nous avons voulu contribuer, dans cette conjoncture alarmante, à la définition des grandes lignes des revendications particulières des paysans et marchandes dans un procès précis et partiel, celui de la circulation des denrées et vivres.

À la base, nous avons décelé l'antagonisme entre denrées et vivres, élément d'affrontement entre, d'une part, la paysannerie productrice et les diverses catégories d'agents de la commercialisation des vivres (paysans et marchandes), et, d'autre part, les fractions sociales vivant directement ou indirectement du commerce des denrées d'exportation et des biens d'importation : spéculateurs, usuriers, commerçants, importateurs, exportateurs, industriels, etc., leurs agents et l'État.

Les denrées et vivres alimentent deux réseaux distincts de commercialisation, qui sont des mécanismes fondamentaux de structuration de l'espace par le lien créé entre le plus lointain jardin des mornes et Port-au-Prince ou l'étranger.

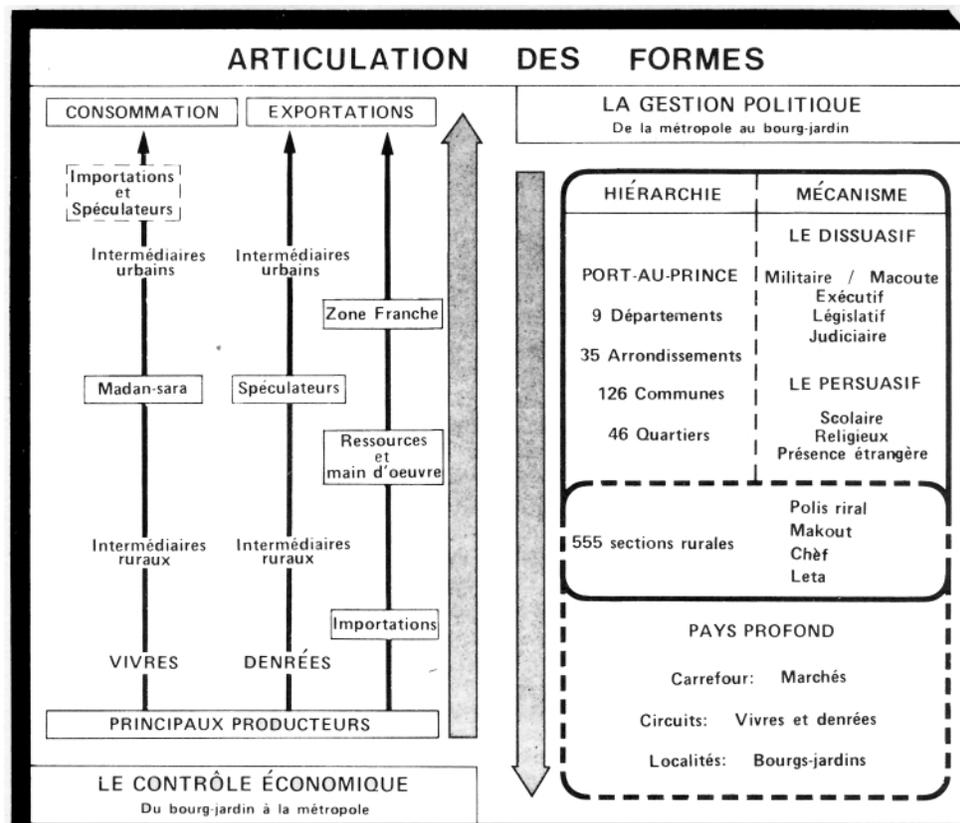
La perspective de l'opposition des denrées et vivres nous a fourni une grille de lecture très proche du vécu des paysans et marchandes. Elle recelait le fil conducteur des modèles des circuits de commercialisation, des graphes d'organisation des marchés et commerces, des regroupements antagoniques des différents groupes socio-économiques ; et aussi - et surtout - l'intelligence de la pratique quotidienne

des paysans et marchandes en ville et à la campagne, tissu d'insatisfactions immédiates, de heurts localisés et partiels.

La mobilisation des masses paysannes et marchandes pour un développement national et démocratique dépend en grande partie de la capacité d'organiser les revendications concrètes et spécifiques de chacun des sous-groupes constitutifs de cette force importante.

Graphique 2

[Retour à la table des matières](#)



Ce graphique des hypothèses de production de l'espace tiré de la murale d'Hispaniola (1982) montre comment la démarche de cet article (1978) a contribué à la construction des formes principales du contrôle économique et de la gestion politique.

BIBLIOGRAPHIE

ANGLADE, Georges, *L'Espace haïtien*, Les Presses de l'Université du Québec, X + 222 pages, 8 x 11, 2e édition, 1975.

ANGLADE, G., *La géographie et son enseignement*, Les Presses de l'Université du Québec, XIV + 66 pages, 6 x 9, 1976.

ANGLADE, G., *Towards a didactic of national geography - with special reference to Haiti*, Pedagogy and Civilization Symposium, 2nd World Black and African Festival of Arts and Culture, Lagos, Nigeria, 1977, 13 pages.

ANGLADE, G., *Mon pays d'Haïti*, co-édition Les Presses de l'Université du Québec - Les Éditions de l'Action sociale, 1977, XII+ 112 pages, 8 1/2 x 11.

BRISSON, Gérald, *Les relations agraires dans l'Haïti contemporaine*, sans lieu d'édition, 1968, VI + 90 pages ¹¹.

Conjonction, Un développement économique à l'haïtienne, numéro spécial, mai 1976, no 129, 180 pages, collectif d'articles de F. PIERRE-LOUIS, G. RO-BART, B. ETHEART, J.-J. HONORAT, J.-L. DOMINIQUE, Port-au-Prince.

CORTEN, André, "Migrations et intérêts de classes", *Nouvelle Optique*, no 8, octobre-décembre 1972, pages 45-64.

¹¹ De façon schématique, il est des insuffisances dans l'analyse de la décomposition des agents de la commercialisation (par exemple, les modalités de la pratique de la spéculation en dentées : Brisson, Doubout, Etienne, Honorat, Jean-Luc, Joachim, Manigat, Moïse, Ollivier, Martinez, Pierre Charles, Redsons, etc.) qui proviennent d'une occultation "politiciste" de la démarche de construction des données, comme il est une perspective "mécaniciste" d'accumulation de données (par exemple, l'ignorance de l'articulation du spéculateur en dentées au pouvoir politique : Dorville, Duplan, Lagra, Fatton, Girault, Locher, Moral, Mintz, Murray, etc.) qui évacue toute la construction théorique de la dynamique des luttes dans la société haïtienne. Nous avons dit que la connaissance du réel haïtien est au bout d'une rupture de ce clivage.

CORTEN, A., *Chronique d'une recherche sur le terrain en Haïti. Les conditions socio-économiques de l'agriculture vivrière*, Université de Paris VIII, photocopié de 40 pages, 1974.

DORVILLE, René, *Production et commercialisation des légumes en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, fév. 1975, 53 pages, 18/LH/75 ¹².

DORVILLE, R., *Production et commercialisation des fruits en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, août 1975, 51 p., 28/LH/75.

DOUBOUT, Jean-Jacques, *Haïti : Féodalisme ou capitalisme ? Essai sur l'évolution sociale d'Haïti depuis l'indépendance*, Imprimerie Abécé, s.l., 1973, 32 pages.

DUPLAN, Verdy et LAGRA, Jerry, *Analyse du système de taxation des produits agricoles en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, sept. 1974, 45 pages, 16/LH/74.

DUPLAN, V. et LAGRA, J., *Transports des produits agricoles vers Port-au-Prince*, I.I.C.A., Port-au-Prince, juin 1975, 91 p. + 108 p. d'annexes, 24/LH/75.

ETIENNE, Max, "Rapports de production, capitalisme marchand et contradictions sociales", *Nouvelle Optique*, no 4, décembre 1971, pages 141-146.

FATTON, Bernard, *Éléments d'information sur la production et la commercialisation du sisal en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, février 1975, 53 p., 18/LH/75.

HONORAT, Jean-Jacques, *Enquête sur le développement*, Imprimerie Centrale, Port-au-Prince, 270 pages, 1974.

JEAN-LUC, *Structures économiques et lutte nationale-populaire en Haïti*, Éditions Nouvelle Optique, 1976, 216 pages, 8 x 5 (recueil de huit articles publiés de 1962 à 1976 dont : "Contribution à l'étude des rapports de production dans les campagnes haïtiennes", 1962, 1971 ; "Les classes sociales et la lutte de libération nationale", 1968 ; "Connaissance sensible et dialectique des luttes politiques haïtiennes", 1971, 1976 ; "Problèmes idéologiques de la lutte nationale-populaire", inédit de 1976).

¹² Les travaux photocopiés de l'I.I.C.A. (Institut interaméricain des Sciences agricoles de l'O.E.A.) sont disponibles au bureau de la Représentation en Haïti, impasse Lavaud, Port-au-Prince.

JOACHIM, Benoît, "Le néo-colonialisme à l'essai", *La Pensée*, no 156, avril 1971.

JOACHIM, B., "La bourgeoisie d'affaires haïtienne au XIXe siècle", *Nouvelle Optique*, no 4, décembre 1971, pages 50-70.

LAGRA, Jerry et autres, *Prix des produits agricoles dans les marchés haïtiens*, I.I.C.A., Port-au-Prince, mars 1975, 50+450 pages d'annexes.

LAGRA, Jerry et GIRAULT, C., *Caractéristiques structurelles de la commercialisation interne des produits agricoles en Haïti*, I.I.C.A., Port-au-Prince, juillet 1975, 53 p., 27/LH/75.

Le Petit Samedi Soir, hebdomadaire d'actualités et d'enquêtes régionales (7 000 abonnés, tirage de 8 000 exemplaires, 165 numéros parus, équipe de 36 membres, Port-au-Prince), 32 pages, 7 1/4 x 10 1/4.

LOCHER, Uly, *La commercialisation interne des produits agricoles à Port-au-Prince*, I.I.C.A., avril 1974, 108 pages, 12/LH/74 (repris en anglais dans *Working papers...* S. MINTZ éditeur, pages 127-182, Yale University, 1975).

MANIGAT, Charles, MOISE, Claude et OLLIVIER, Emile, *Haïti, quel développement ?* (Propos sur "l'enquête" de Jean-Jacques Honorat), Collectif paroles, Montréal, 1975, 168 pages.

MARTINEZ, Gil, "De l'ambiguïté du nationalisme bourgeois en Haïti", *Nouvelle Optique*, no 9, janvier-mars 1973, p. 1-32.

MINTZ, Sidney, Une dizaine d'articles importants sur les marchés et la commercialisation. Ceux relatifs à Haïti feront bientôt, comme l'oeuvre de Jean-Luc, l'objet d'un recueil en français. Nous pouvons relever : "A tentative typology of eight haitian market places", 1960 ; "Pratik : haitian personal economic relationship", 1961 ; "The employment of capital by market women in Haïti", 1964.

MINTZ, S., editor, *Working papers in haitian society and culture*, Antilles research program. Yale University, occasional paper no 4, 1975 (reprise en anglais des travaux de MURRAY Gérald, ALVAREZ Maria, LOCHER Uly ; introduction de 5 pages de Sidney Mintz pour situer les six contributions de ses anciens étudiants ou collaborateurs).

MOISE, Claude, "Les théoriciens du mouvement révolutionnaire et la formation sociale haïtienne", *Nouvelle Optique*, no 5, janvier-mars 1972, pages 119-142.

MORAL, Paul, *Le paysan haïtien*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1961, 375 pages.

MURRAY, G. et ALVAREZ, M., *La commercialisation des haricots en Haïti : une étude exploratoire*, I.I.C.A., Port-au-Prince, juin 1973, 64 pages, 07/LH/73.

Organisation des États Américains (O.E.A.), *Haïti, mission d'assistance technique intégrée*, Washington, D.C., O.E.A., 1972, 656 pages + pochette de cartes (recueil regroupant 3 volumes sur le développement institutionnel, le développement sectoriel, les ressources naturelles ; énorme production de 17 études spécifiques abondamment illustrée dont la publication finale représente la synthèse en trois parties de 5, 5 et 7 chapitres).

PIERRE-CHARLES, Gérard, *L'économie haïtienne et sa voie de développement*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1967 (édition en espagnol au Mexique en 1965), 270 pages.

PIERRE-CHARLES, G., éditeur, *Política y sociología en Haiti y la República Dominicana*, Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, Mexico, 1974, 176 pages (dont la reprise en espagnol des articles de PIERRE-CHARLES G., 1972 et CORTEN, A., 1972).

PIERRE-CHARLES G., "Genèse des nations haïtienne et dominicaine", *Nouvelle optique*, no 8, octobre-décembre 1972, pages 17-44.

REDSONS, Victor, *Genèse des rapports sociaux en Haïti...*, édition Normand Béthune, s.l.n.d. (1971 ?), 132 pages.

Le thème de la rencontre : "Pour une réflexion critique sur la recherche géographique dans les pays sous-développés."

Le risque : de la [CURÉE](#) à [L'HÉRODOTAGE](#).

Texte de colère que ce texte-là !

C'est la fatigue d'être du cas d'espèce de l'Amérique, du Laboratoire du sous-développement... et d'assister de colloques en colloques dans ces assises du monde à la récitation compassée du chapelet des misères haïtiennes. Un essai sur "L'éloge de la misère" ou "Comment peut-on encore être haïtien dans ces lieux-là ?".

La chance : du [CONSTRUIT](#) à la [RUPTURE](#).

Texte de joie que ce texte-là !

Notre marginalité, nos extrêmes sont féconds et la "théorie des structures dominantes d'espace" peut faire brèche.

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 5

LE RISQUE ET LA CHANCE *

[Retour à la table des matières](#)

Invité à situer ma pratique de géographe en/de pays sous-développés, je m'obligerai donc, comme vous, à d'abord tenter une réponse à la seule question qui, depuis dix ans, est pour moi restée la même, concise et complexe : qui parle ?

Je fais partie d'une diaspora de un million d'hommes, deuxième génération, en ce siècle, d'une force de travail internationalisée par un effet de domination. Géographe déraciné à la merci d'un quotidien d'exil que veut nier l'itinéraire fait de retours au pays d'Haïti. Vous comprendrez ainsi les exigences de ma critique d'une géographie du sous-développement venant d'un ailleurs dont je suis, avec vous, et n'en suis pourtant pas, avec eux.

Je vis *l'exil-refusé* comme un privilège d'ubiquité, simultanéité féconde pour une quête du renouveau de la géographie du sous-développement haïtien.

* ACFAS 10-12 mai 1978, Ottawa. Association Canadienne Française pour l'Avancement de la Science. Colloque de l'Association des géographes du Québec.

LE RISQUE : De la curée à l'hérodotage

Drôle de fortune que celle d'une île qui trois fois en cinq siècles s'est trouvée thème d'études exceptionnelles pour l'excentricité de sa conjoncture dans les Amériques. À se demander si les constructions nouvelles ne s'alimentent pas aux marges des situations ?

Au seuil du nouveau commerce lointain, 1492-1520, Haïti dans l'axe des alizés, devient le "joyau de l'Atlantique espagnole". Elle doit sa prééminence à ses centaines de milliers d'Indiens non belliqueux, réputés riches d'or. En moins de 30 ans sont ici mis en place les modalités d'exploitation du centre et du sud du Continent : encomienda, repartimiento, razzia de main-d'oeuvre voisine, orpaillage, travaux de mines, esclavage, traite des noirs d'Afrique, génocide... et 15 000 tonnes d'or pour la Castille.

De l'abondante documentation d'époque, en partie de la Casa de la Contratacion de Séville, une première oeuvre se distingue : "Historia de Las Indias" de Fray Bartolomé de las Casas, suivie plus tard de "Historia general y natural de Las Indias" de Gonzalo Fernandes de Oviedo. D'un siècle à l'autre, le genre de la Chronique coloniale espagnole y trouva ses guides et, jusqu'à nous autres, des sources de première main.

"Paillason" en porte du Nouveau Monde, Hispagnola la première ranimait les vieux mythes du Moyen-Âge des îles de richesse et de bonheur, La Cipangu, les fleuves aurifères, les Amazones, la Fontaine de Jouvence, et participait à l'imaginaire du nouveau courant littéraire et politique de l'utopie : insularité où il fait bon vivre.

Vers les années 1790, à la suite d'une longue série de Mémoires, de Guides de planteurs, d'Enquêtes agricoles, sur la plus achevée des colonies antillaises, Moreau de Saint Méry fait la plus importante contribution en étude coloniale de tout le XVIIIe siècle : "Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'Isle Saint-Domingue". Devancier de la géographie du sous-développement, cet initiateur de génie fit oeuvre unique et inégalée par sa

minutie et sa précision. Ce sont les 20 000 km² et le demi million d'hommes les mieux étudiés du siècle et pour lesquels nous sommes encore loin de dépouiller toutes les ressources d'archives qui nous sont parvenues.

Saint-Domingue et la rupture d'indépendance haïtienne vont charrier au long de deux siècles les imageries de l'esclavage et de l'opulence, de la liberté et de la révolution.

Et nous revoilà, au XXe siècle, en bout de lignée de ces chargées d'études du colonialisme, pour la troisième fois en situation d'accumulation de connaissances sur le cas le plus dévoyé de sous-développement des Amériques.

Depuis une trentaine d'années, l'après-guerre, Haïti est devenue la terre d'élection de phalanges de "sauveurs". L'UNESCO inaugurerait la ballade des experts pour le développement d'une agriculture dont on soupçonne à peine la complexité et ceci grâce à "l'éducation" de la plus grande civilisation paysanne de la Caraïbe ! Qu'importe, on se rue à la curée ! Plus d'une centaine de groupes religieux et quasi-religieux, privés et para-privés, publics et pseudo-publics, gouvernementaux et multi-gouvernementaux, nationaux et trans-nationaux, et j'en passe de coloniaux et de néo-coloniaux, sont à ce troisième rendez-vous d'un extrême caricatural et du monde qui se fait. Et l'on commence aussi à dire que la famille moyenne haïtienne se compose de parents, de grands-parents, d'enfants et d'un expert développeur étranger. On a converti les Indiens, catéchisé les Esclaves, endoctriné les Paysans dans une continuité ahurissante.

Pour tirer profit des ressources amoindries du pays et exploiter sa main-d'œuvre, les groupes et factions dominantes, nationaux et étrangers, doivent obligatoirement recourir à l'élaboration de statistiques et de recherches. À cette nécessité que commande une profonde dégradation a répondu près d'un millier, je dis bien un millier de travaux récents dont une cinquantaine de thèses doctorales et une centaine au moins de projets de recherches académiques. On vient de loin, des États-Unis, de la France, du Québec, de l'Allemagne, d'Israël, et de pratiquement tous les organismes internationaux ONU, OEA, CEPAL, BID, UNESCO, FAO, etc., s'occuper de recherches le plus souvent commanditées, pendant que d'autres compatriotes s'approprient ressources et main-d'œuvre. L'envers et l'en-droit d'une même médaille.

La recherche est pour l'Haïtien une activité de hauts risques. En creux de période d'un rare obscurantisme, la plupart de nos professeurs, chercheurs, spécialistes ont dû gagner l'exil quand, par chance, ils ne succombaient pas en prison ou sous la torture. À ce propos je vous conte une anecdote significative : emprisonné pour fait de recherches sur le terrain en 1974, au sortir d'un interrogatoire où il fut péniblement question, pour moi, des liaisons entre recherches géographiques, invasions du territoire et guérilla rurale, j'eus droit à cette remarque : "Dans ce pays, pour l'Haïtien, il n'y a que les Recherches Criminelles" nom du sinistre service de police de Port-au-Prince.

La recherche locale est une prérogative et une chasse-gardée d'experts internationaux et beaucoup d'entre eux jouissent de ces privilèges coloniaux de libre circulation et de droit d'enquête avec de mesquines attitudes de privatisation des informations recueillies et de conservation jalouse des données ramassées. Informations et données dont la large diffusion serait pourtant fort utile à une dynamique de changement. Pire encore, pour ne pas risquer de déplaire à un ombrageux du gouvernement, pour ne pas s'exposer à une critique parfois tapageuse, par phobie de se voir contester l'expertise de l'objet que l'on s'est découpé, presque toutes les organisations de colloques, de congrès, de rencontres, de symposiums à propos d'Haïti évitent soigneusement d'avoir contact avec les spécialistes haïtiens hors du pays, prolongeant en ceci la répression locale, négation têtue d'une réalité spécifique : une diaspora aux liens multiples et importants avec le pays natal. Le partage entre les universitaires d'aires et de champs de recherche, corollaire de la tutelle multinationale qui divise le pays en zones d'influences, est une dépendance aux académismes d'outre-mer chargés d'accoucher d'une géographie du sous-développement haïtien. ¹³

Disons d'entrée de jeu que nous ne prenons pas pour objet la détermination de la place exacte du pays dans la carte mondiale des relations inter-sociétales. Nous avons beaucoup de mal à ne nous confiner qu'à cette vogue d'une géopolitique des stratégies de l'impérialisme, en nous demandant d'ailleurs si cet objet, de relations internationales du dominant aux dominés, n'est pas, gauchisé, le même objet de la géographie scolaire, descriptive de "notre" planisphère, énumérative de "nos"

¹³ Il est vrai que cette "exclusive" d'une "géographie d'Outre-mer" est en train de faire place à d'autres pratiques, celles-là nettement constructives, et je ne donne qu'une preuve : le groupe de travail à Madian-Salagnac.

colonies, à idéologies géocentriques. Nous croyons qu'il n'y aura pas de rupture épistémologique sans renversement du lieu d'où l'on tient le discours.

Disons alors que nous recherchons la production sociale de l'espace en tant qu'objet façonné par les conditions concrètes de réalisation interne d'une société, elle-même influencée par des relations de dépendance. La spatialité historiquement produite en Haïti est notre objet de la géographie du sous-développement haïtien ; Espace/ Société/ Dépendance, triptyque articulé du dominé aux dominants.

Renversement donc de la trajectoire du discours. Quand les Xémès ont Parlé Phelps pour dire "Ils sont venus par la route salée, ces Caraïbes d'une autre race, anthropophages à leur façon..." l'Indien plongeait l'Espagnol dans l'eau pour vérifier son immortalité. Dans l'autre monde, rassuré du profit de la nouvelle force de travail, on battait rappel des théologiens pour dire si l'Indien avait une âme. Impossible rencontre. Les Loas n'ont pas chevauché les Descriptions de Saint-Domingue et l'Oralité, notre mémoire et nos archives, ne se reconnaît toujours pas dans ce cheval de Troie. Point là de géographisme culturel mais bien articulation de la question nationale à la question sociale. Ce déplacement me semble un impératif de méthode.

Malinowski eut, en 1937, une expression qui fut reprise par Lévi-Strauss en 1949 pour brocarder les curiosités "pour les excentricités primitives de l'homme" : *l'hérodote*¹⁴. Cette formule, que nous devrions tous prendre en géographie pour une sérieuse mise en garde, cadre assez bien à la conjoncture actuelle des analyses de géographie du sous-développement, positivistes et culturalistes, projections idéologiques des sociétés de provenance des discours.

Les écrits se canalisent en deux couloirs d'historiographies à l'intérieur desquelles vont se mouvoir un discours d'experts à la course des "faits" et une production, provenant de la diaspora haïtienne, plus soucieuse de la dynamique des renversements. L'originalité est ce phénomène nouveau du discours à distance par ceux qui retournent le texte occidental pour dire la geste possible des sans écrits.

¹⁴ J'ai le plus grand respect pour ce que fait Yves Lacoste et bien avant le démarrage de "Hérodote" je lui avait fait part du malaise que je ressentais comme Haïtien à voir coiffer de ce parrainage, d'authentiques efforts, dont les siens en tout premier lieu, pour faire avancer la critique de la géographie du sous-développement.

re. La coupure ici ne renvoie pas naïvement à ceux d'un dehors et ceux d'un endedans, international /national, intérieur/ diaspora, mais bien à une option idéologique démarquant le technocratisme du refus de l'ordre de domination. La ligne de partage, franchissable et franchie, divise globalement les deux groupes aux coordonnées signalées.

Il s'est développé dans la littérature des "rapports" une perspective "mécaniciste" d'accumulation de données qui évacue toute la construction théorique de la dynamique des luttes et des appropriations de l'espace dans la société haïtienne : les empiristes contribuant à une chronique de la vie rurale et urbaine, les fonctionnalistes décrivant les mécanismes de façonnement de l'espace. Quant aux liaisons entre la construction du réel et la transformation de ce réel, elles donnent lieu à des errances étayées par les arguties traditionnelles du scientifique se voyant hors idéologies. Le pouvoir de récupération du pouvoir est justement grand et l'intervention actuelle d'aménagement poursuit la croissance des surplus de rentes, de profits, de taxes par l'augmentation de la qualité des denrées exportables et la gestion de Port-au-Prince. Des sous-produits considérables de données s'entassent quand même rapidement.

Parallèlement à cette sédimentation se développait chez les gauches haïtiennes un discours "politiciste" qui occultait toute la démarche de construction des données. Un grand débat a opposé, 30 ans, tenants du féodalisme aux tenants du capitalisme pour une explication de la formation sociale pendant que régnaient des factions de la petite-bourgeoisie et que gouvernait la bourgeoisie. Un débordement s'opère au début des années 70, par delà la vulgate d'un marxisme de schématisations outrancières et les divagations épidermiques du nationalisme culturel. Tout le champ des sciences du social haïtien est en effervescence de lectures nouvelles, apprentissage des paysans et marchandes, contournement des discours de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie. Là aussi déplacement.

Le volontarisme dérivé de la stagnation théorique de la querelle des clercs avait abouti à des luttes erratiques basées sur des pétitions de principes généraux sur les obligatoires changements et les alliances indispensables entre ouvriers, paysans et une fraction radicalisée de la petite-bourgeoisie. Pointent maintenant d'autres pratiques aux assises plus conséquentes.

À ce point d'exposé de la conjoncture des années 80, nous pouvons désigner la (une ?) voie du nécessaire dépassement de la curée à l'hérodoteage :

Du construit

- éclatement des deux courants de recherches en prenant parti pour la création d'outils de connaissance (théories, concepts) à partir de l'accumulation de connaissance de situations concrètes.
- développement de la mise en relation Espace/Société/ Dépendance en se plaçant du point de vue de la reproduction plus spécifique de l'espace dans la reproduction globale de la société.

À la rupture

- cheminement pour placer la construction du réel dans des zones de fractures de la société afin que les concepts en se diffusant participent comme force d'organisation pour une rupture nationale et démocratique.
- renversement de l'écriture "qui-ne-rend-compte-que-de"... pour une pratique du texte qui participe de l'action.

C'est en somme travailler pour inventer de quoi sera fait l'espace d'hier à autrefois, comprendre et transformer celui de demain à plus tard. Méthode "régressive-progressive" s'il en est.

Telle est notre gageure de fin de siècle, construire/ détruire la géographie du sous-développement dont est pleine celle qui fait scandale, Haïti.

LA CHANCE : Du construit à la rupture

Comme pour nous garder du théoricisme, le thème du colloque nous convie également à illustrer notre pratique de géographie du sous-développement. Je réponds à cette deuxième sollicitation en vous soumettant la thèse des trois premières cartes de l'Atlas scolaire de niveau collégial sur lequel je travaille actuellement.

"Espaces et cartes d'Haïti", en un lieu (Haïti), une lecture (Espaces), sous un mode spécifique (Cartes), voie en frayage d'une géographie qui cherche à produire sa part singulière d'explication d'un ensemble social pluriel.

Le discours sur l'espace représenté par cartes, genre à son troisième millénaire, a culminé, ce siècle, dans une systématisation en recueil et la généralisation de cette modalité nouvelle, au point que dans la Caraïbe, Haïti est le seul pays à ne pas avoir d'Atlas.

La conception courante de ce type d'œuvre suppose la réunion d'équipes considérables, d'énormes subventions et de longues années de préparation pour produire une simple répartition des données. La misère des fondements théoriques de beaucoup de ces Atlas les a souvent et justement fait brocarder "d'œuvres décoratives".

Je voudrais proposer une alternative au gigantisme et à l'insuffisance critique de la première génération des Atlas en traitant d'une conjoncture contemporaine par le moyen de cartes de format raisonnable et pratique et de contenu pertinent à la compréhension de la dynamique des répartitions, des localisations, des formes, des systèmes, des structures de l'espace géographique.

La place de l'École dans la société haïtienne m'amène à privilégier l'intervention pédagogique comme moyen de communication afin que le plus grand nombre possible de personnes puisse participer à la clarification et à la transmission des connaissances actuellement disponibles et que le renouveau des conceptions de la géographie d'Haïti se fasse d'abord à la base.

Je ne peux que souhaiter que les autres utilisateurs des discours sur l'espace sauront s'accommoder des exigences didactiques que je me dois d'assumer, ici et maintenant, dans la diffusion de ces recherches. Choix d'action.

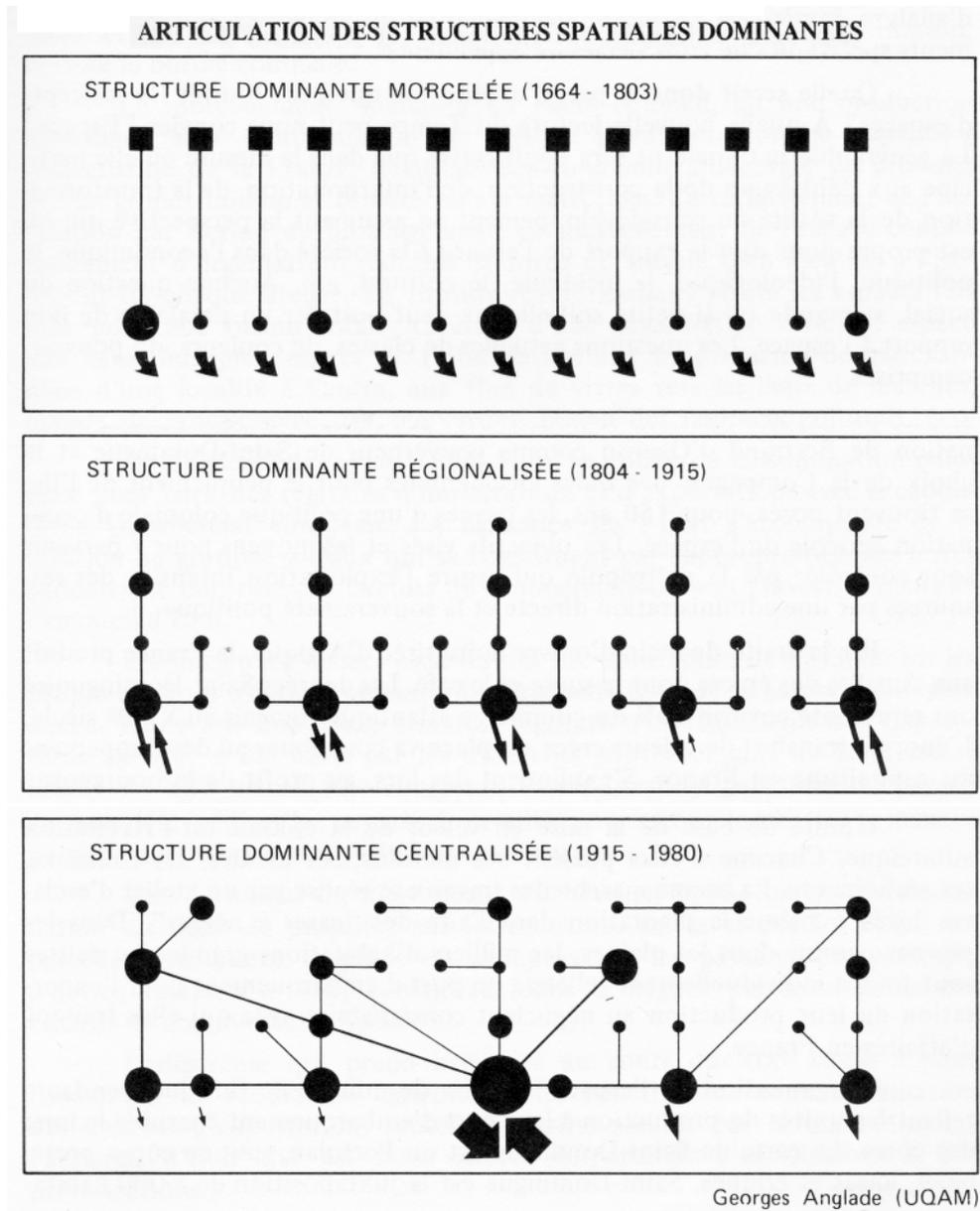
Voici donc notre première ébauche du texte d'introduction aux trois cartes de la spatialité produite historiquement par la société haïtienne. Soulignons que chacune des cartes est accompagnée d'un texte qui explicite et conforte la présentation générale.

ARTICULATION DES STRUCTURES SPATIALES DOMINANTES

De la Saint-Domingue coloniale à l'Haïti contemporaine se succèdent trois structures spatiales dominantes : le morcellement 1664-1803, la régionalisation 1804-1915, la centralisation de 1915 à nos jours. Chacune de ces organisations différentes de l'espace haïtien est, d'une part ORIENTÉE par les principales influences subies à l'échelle internationale, la dépendance coloniale, la dépendance au capitalisme commercial, la dépendance au capitalisme industriel, et d'autre part RÉALISÉE suivant les conditions concrètes d'utilisation et d'appropriation de l'espace par les groupes sociaux au long des trois siècles.

Figure 3.
ARTICULATION DES STRUCTURES
SPATIALES DOMINANTES

[Retour à la table des matières](#)



La part respective des effets d'externalité et des effets d'internalité pour caractériser la société haïtienne, alimente depuis près de 30 ans deux grands courants complémentaires dont les travaux visent à produire une connaissance concrète et scientifique de la société à chacune des échelles d'analyse locale, régionale, nationale, internationale et à chacun des moments spécifiques de trois siècles de dépendance.

Quelle serait donc la part d'explication que peut fournir les concepts d'espaces ? À quelle nouvelle lecture du Temps peut nous convier l'Espace ? La géographie nationale ne sera significative que dans la mesure où elle participe aux déblayages de la construction, de l'interprétation, de la transformation de la réalité du sous-développement en assumant la perspective qui lui est propre pour dire le rapport de l'espace à la société dans l'économique, le politique, l'idéologique, le juridique, le culturel, etc. Aucune question du social, si grande ou si petite soit-elle, ne peut postuler un préalable de non rapport à l'espace. Les questions actuelles de classes, de couleurs, du pouvoir, comprises.

a) Le morcellement 1664-1803

Dans la première moitié du XVIIe siècle et pendant tout le XVIIIe siècle, les principales relations se nouent avec la France. Dès 1664, par la nomination de Bertrand d'Ogeron comme gouverneur de Saint-Domingue et le choix de la Compagnie des Indes Occidentales pour le peuplement de l'île, se trouvent posés, pour 150 ans, les termes d'une politique coloniale d'occupation agricole de l'espace. Les objectifs visés et les moyens pour y parvenir sont contrôlés par la métropole qui assure l'exploitation intensive des ressources par une administration directe et la souveraineté politique.

Par la traite de main-d'œuvre noire tirée d'Afrique, la France produit aux Antilles des épices dont le sucre et le café. Les denrées Saint-Dominguaise ont représenté environ 70% du commerce atlantique français au XVIIIe siècle. L'énorme transfert de valeurs créées sur place va contribuer au développement du capitalisme en France. S'expliquent dès lors, au profit de la bourgeoisie commerçante métropolitaine, le superlatif de "perle des antilles" et la réalisation de la structure la plus achevée de la Caraïbe : L'espace morcelé de Saint-Domingue.

L'unité de base de la mise en valeur de la colonie est l'Habitation autarcique. Chacune d'elles possède ses moulins, ses meules, ses rouleaux, ses séchoirs etc. La bonne marche des travaux se réalise par un atelier d'esclaves logés à même la plantation dans l'aire des "cases à nègres". Dans les mornes comme dans les plaines, les milliers d'habitations grandes ou petites sont toutes individuellement reliées à un port d'embarquement pour l'exportation de leur production au négociant consignataire avec qui elles traitent d'affaires en France.

L'organisation de l'espace est faite de milliers de flux indépendants reliant les unités de production à leur port d'embarquement éparpillé le long des côtes. La carte de Saint-Domingue est un Portulan, tout en côtes, ports, baies, anses et criques. Saint-Domingue est la juxtaposition de 5 000 habitations chacune directement reliée à la France par un chemin, un port, un bateau.

La ville coloniale est lieu de transit des produits, siège de l'administration gardienne du morcellement, résidence secondaire de colons propriétaires et refuge de marginaux de toutes sortes vivant hors d'une plantation, hors de la norme coloniale.

Le morcellement, spatialité du Pacte colonial, est une production d'enclaves, une représentation de chaque plantation comme appendice individualisé de la France, territoire clos condamné à dégorger ses produits par un goulot unique et orienté vers la métropole. Ce rattachement de l'habitation par fiction de prolongement, ce morcellement de l'espace comme fondement d'organisation, confine la force de travail, bien meuble, à l'isolement de chaque atelier. La rupture révolutionnaire éclate les espaces fermés pour une fusion totale, création d'une organisation ouverte, espace aux liens multiples, espace de l'État-Nation aux mouvements de marchandises d'une localité à l'autre, aux flux de vivres vers les lieux de marchés, noeuds de convergence des rencontres, réseau des contacts culturels, économiques, politiques.

b) La régionalisation 1804-1915

Par l'indépendance en 1804, Haïti se coupe de la domination coloniale pour bâtir des relations d'importations et d'exportations avec le capitalisme commercial

européen. La naissance de l'État s'accompagne de la création de groupes sociaux qui se constituent par l'appropriation des terres agricoles, le contrôle des circuits de commercialisation et l'investissement de l'appareil d'État.

Les anciennes masses esclaves ont été contraintes de travailler sur les propriétés dont s'étaient emparés les dirigeants issus de la guerre d'indépendance. Toute une imposante armature législative, les règlements du "Caporalisme agraire" a été bâtie par les différents gouvernements de la première moitié du XIXe siècle. Elle consacrait l'asservissement personnel du paysan au propriétaire foncier et prévoyait de lourdes et sévères sanctions contre les contrevenants à cet ordre nouveau dans l'agriculture. Sans cette violence directe et soutenue les "grand-don" n'arriveraient pas à consacrer leurs droits de propriété, obliger les paysans à travailler pour eux et combattre la menace permanente de marronnage de la main-d'oeuvre.

Vers le milieu du XIXe siècle, s'achève en bonne partie la consolidation du droit de propriété sur les domaines privés et publics et sur les parcelles distribuées, acquises ou occupées par les paysans. Entre temps, d'autres factions se sont constituées dans le négoce par le contrôle des circuits de commercialisation.

L'oligarchie qui prend naissance au cours du XIXe siècle a pour fondement les redevances agricoles et les bénéfices de commercialisation des denrées d'exportation, rentes et profits assurés par la mainmise sur l'appareil d'État qui est aussi source importante d'enrichissement par prévarications.

Il se développe une intense activité régionale axée sur un port principal d'exportation. Les onze chef-lieux d'arrondissement financier sont des villes côtières ouvertes aux commerces extérieurs. Ce sont les sièges locaux des oligarchies régionales contrôlant la production et la vente des produits de leur zone respective. C'est la période historique au cours de laquelle chaque "province" fait sentir son influence. Il faut nuancer les grandes divisions entre Nord, Sud, Ouest par les particularismes locaux qui agissent aussi bien au niveau politique et militaire qu'au niveau commercial et économique.

L'organisation de l'espace devient régionale ; chacune des onze villes portuaires abrite de puissants groupes de propriétaires terriens, de commerçants et s'active dans le commerce d'importation et d'exportation. Les réseaux de transport du

café ou des bois convergent aux villes régionales. Les bourgs et les zones de production sont animés par leur port respectif.

La régionalisation est au XIXe siècle la structure d'aboutissement du partage de l'espace entre des oligarchies nées autour d'une ville-port, nœud de contact obligé pour le commerce international, Chacun des onze groupes dispose d'arrière-pays respectif fait d'un réservoir de paysans, à l'occasion troupe de guerres, secrétant rentes, profits, taxes.

Les "provinces" sont plus ou moins fortes. Leurs groupes hégémoniques s'allient, s'opposent, se combattent et chacun d'eux se singularise par une combinaison originale de l'importance des factions foncières rurales et/ ou urbaines, commerçantes, politiques, et par l'étendue de la dispersion de ces factions dans le spectre des couleurs locales. Port-au-Prince, accumulant les valeurs de centralité, distance progressivement les autres pour aborder le tournant du siècle, substitution du capitalisme industriel au capitalisme marchand, en position centrale. La composition de son oligarchie, commerçante, foncière urbaine, latifundiaire, mulâtre et immigrante, sera dorénavant un objet de la politique nationale, revendication latente des évincés de régions.

c) La centralisation 1915-1980

Dès la fin du XIXe siècle, les E.U.A éliminent la France du marché haïtien, réorientent à leurs profits le commerce extérieur et disposent de la force de travail paysanne pour leur développement industriel, particulièrement dans les plantations sucrières américaines de Cuba et de la République Dominicaine. L'occupation d'Haïti par les Marines de 1915 à 1934 ouvre l'ère de la dépendance au capitalisme financier et industriel, l'impérialisme en réalisation. La spatialité nouvelle, la centralisation Port-au-Princienne, déjà perceptible dans le précédent cycle, est précipitée par un train de mesures politiques et administratives et leurs mécanismes afférents.

De 1915 à 1921 l'occupant Américain doit affronter sa première guérilla d'envergure au XXe siècle. Il lui faudra toutes les ressources de destruction du moment, notamment l'aviation, pour venir à bout des paysans en armes sous la

conduite de chefs locaux dont certains grands propriétaires terriens. Les guerres Caco et Piquet sont inscrites dans la structure de régionalisation et la nouvelle centralisation devait en saper les bases par affaiblissement de la puissance politique et militaire des régions. L'objectif politique de la spatialité en formation est de restreindre les affrontements pour le pouvoir aux seules factions (contrôlables) de la capitale en gestation de la "république de Port-au-Prince". Les champs de batailles feront place aux jeux de coulisses.

L'ordre nouveau, administratif et économique, politique et militaire, vient étayer le projet d'espace : élimination des budgets communaux au profit d'un budget national, fermeture de ports régionaux aux commerces extérieurs, tarifs préférenciels à Port-au-Prince, création d'une force de police à hiérarchie militaire, la Garde d'Haïti, suppression de toute autorité locale des généraux "Anciens temps", prise en charge par l'occupant des principaux appareils publics, banques, douanes, contributions, etc. Les mécanismes de la centralisation sont brutalement imposés pour les décennies à venir.

L'énorme réservoir de main-d'oeuvre paysanne est nécessaire comme prolétariat des industries nouvelles. Les campagnes sont vidées des cultivateurs au profit des centrales sucrières de la Caraïbe. Déplacement de population sans précédent historique puisqu'il implique en 10 ans, de 1920 à 1930, plus du quart d'une population totale de deux millions d'habitants. Une retombée notable de ces migrations forcées est de mettre fin au potentiel de guérilla paysanne.

Il est probable que la phase de transition régionale en Haïti au XIXe siècle se révélera l'une des plus longues et des plus achevées de toutes les anciennes colonies. Ainsi va s'expliquer, en début du XXe siècle, l'originalité haïtienne du parcellaire agricole, de la "difficulté" d'établissement des plantations capitalistes, de la "facilité" de création d'une diaspora, de l'affermissement d'une civilisation paysanne dont les modèles remarquables de production, de commercialisation, de distribution, etc.

L'attraction cumulative des services à Port-au-Prince vide les provinces des fils des oligarchies en déclin, 1946 est aussi leur rentrée sur la scène politique circonscrite à l'urbain macrocéphale. L'origine régionale tisse encore des liens de provenance commune dans les populations métropolitaines et dans la diaspora.

- La centralité est l'espace de la dépendance au capitalisme industriel et financier. Économie d'agglomération, centre de consommation, réservoir de main-d'œuvre... tels sont les attributs indispensables à la réalisation des rentes foncières urbaines, des profits commerciaux, de la plus-value salariale, aux mains des factions dominantes. Les transferts d'argent de la diaspora, la plus importante rubrique du produit national, est de l'ordre de 100 millions de dollars/année ; ils sont aussi récupérés pour une bonne part à Port-au-Prince par les loyers, les profits de commerce, la fourniture des services privés d'école, de santé, d'administration, etc.

La "république de Port-au-Prince" s'est affirmée.

CONCLUSION

Les facteurs d'explication du morcellement, de la régionalisation, de la centralisation relèvent à la fois du type de dépendance que subit le pays, c'est à ce niveau d'externalités que se déterminent les grandes orientations de structure de l'espace et à la fois de l'organisation locale de la société et de son rapport à l'espace, c'est à ce niveau d'internalités que se réalisent les mécanismes concrets du façonnement de l'espace.

Il n'existe pas de formule qui figerait la part de ces influences dans l'explication du réel. À chaque échelle et à chaque moment, l'objet d'espace est historiquement produit. À la géographie de développer ses notions et concepts, de préciser ses hypothèses, d'affiner ses analyses par échelle, de parfaire ses techniques et méthodes pour rendre compte de notre société en continuelle évolution. À ce titre d'ailleurs, la géographie d'Haïti ne sera jamais achevée.

Il revient à chacun de nous d'orienter ses réflexions sur la question fondamentale du devenir de l'espace actuel : *dans l'hypothèse d'un changement dans l'organisation de la société, quel serait l'espace nouveau à inventer ?*

Figure 4.
STRUCTURES DOMINANTES

[Retour à la table des matières](#)

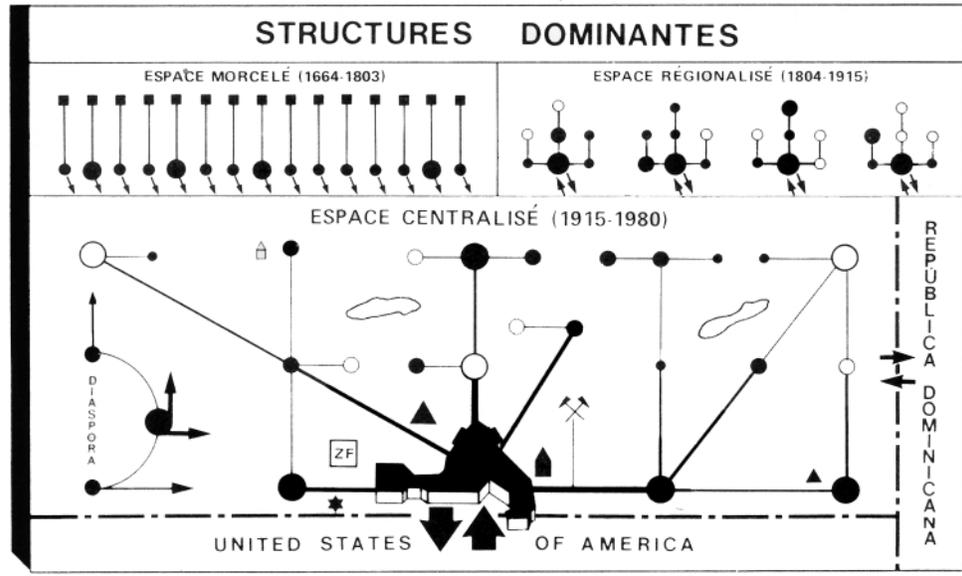
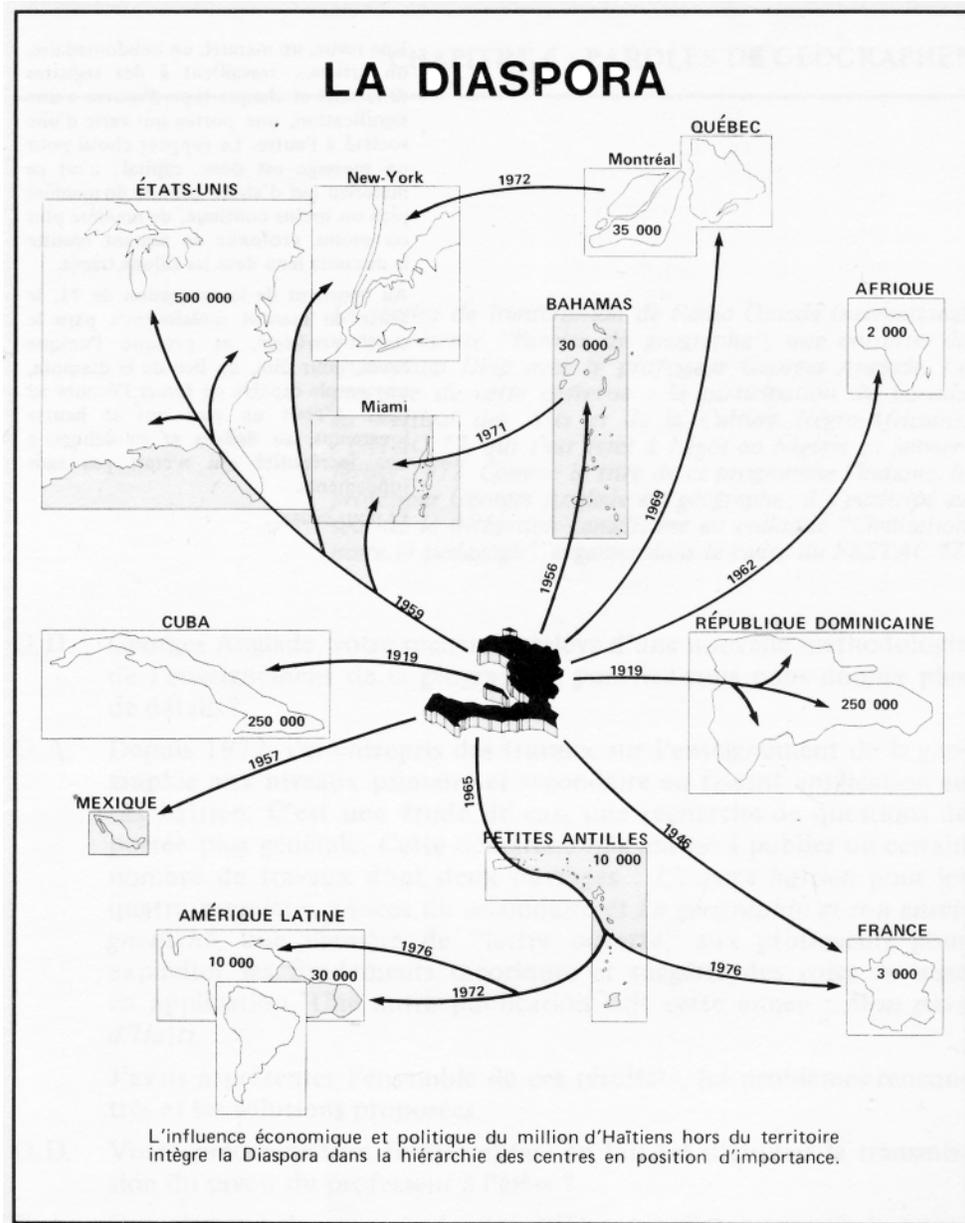


Figure 5.
LA DIASPORA

[Retour à la table des matières](#)



Ce graphique tiré de la murale d'Hispaniola (1982) montre le phénomène qu'en 1978 nous n'avons pas intégré à la structure dominante centralisée. Ce rajout a été fait depuis comme en témoigne le graphique de la page voisine.

Une revue, un manuel, un hebdomadaire, un article... travaillent à des registres différents et chaque type d'oeuvre a une signification, une portée qui varie d'une société à l'autre. Le support choisi pour un message est donc capital ; c'est ce matériau qui d'abord laboure de manière plus ou moins continue, de manière plus ou moins profonde en semant ensuite le discours tenu dans les sillons tracés.

Au tournant de la succession de 71, le genre du manuel scolaire m'a paru le canal privilégié, et presque l'unique canal, pour dire, du lieu de la diaspora, une parole capable de forcer l'écoute au pays. C'était un pari qui se heurta longtemps, au dedans et au dehors, à une incrédulité qui n'était pas sans fondements.

Et pour cause...

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 6

PAROLES DE GÉOGRAPHE *

Le service de transcription de Radio Canada International vous présente "Paroles de géographe", une entrevue de Ouseynou Diop avec le professeur Georges Anglade. Le prétexte de cette entrevue : la participation du Canada au Festival des Arts et de la Culture Négro-Afticains, FESTAC 77, qui s'est tenu à Lagos au Nigéria en janvier--février 1977 Comme le titre de ce programme l'indique, le professeur Georges Anglade est géographe ; il a participé au sein de la délégation canadienne au colloque "Civilisation noire et pédagogie" organisé dans le cadre du FESTAC 77.

[Retour à la table des matières](#)

O.D. Georges Anglade, votre recherche relève d'une nouvelle méthodologie de l'enseignement de la géographie ; pourriez-vous nous donner plus de détails ?

G.A. Depuis 1972, j'ai entrepris des travaux sur l'enseignement de la géographie aux niveaux primaire et secondaire en faisant application au cas haïtien. C'est une étude de cas, une recherche de questions de portée plus générale. Cette dé-

* Extraits de "Paroles de géographe", disque 33 tours, Radio Canada International, no F751, 1977.

marche m'a amené à publier un certain nombre de travaux dont deux ouvrages : L'espace *haïtien* pour les quatre premières années du secondaire et *La géographie et son enseignement*, une manière de "lettre ouverte" aux professeurs pour expliciter les fondements théoriques et suggérer des voies de mise en application. Une autre publication suit cette année : *Mon pays d'Haïti*.

J'avais à présenter l'ensemble de ces résultats, les problèmes rencontrés et les solutions proposées.

O.D. Votre préoccupation fondamentale en fait est d'étudier la transmission du savoir du professeur à l'élève ?

G.A. Oui, j'essaye de comprendre les différentes dimensions de la transmission du savoir tout en produisant des outils pour faciliter cette transmission, ces manuels scolaires. Avant tout, je cherche à leur donner une orientation plus conforme aux nouvelles préoccupations des études de l'espace géographique en pays sous-développés. Le cadre de travail est à la jonction des études sur les mécanismes du sous-développement et les outils d'une plus grande conscientisation de ce sous-développement. En m'attachant à une étude de cas, Haïti, je prends pari que c'est à ce niveau, à cette échelle, que peuvent concrètement se résoudre ces problèmes. Bien que je ne pense pas que l'on puisse transférer ce qui s'est fait pour Haïti à d'autres contrées, notamment celles de l'Afrique, on peut cependant poser que la méthode de base et les prémices théoriques peuvent éventuellement intéresser d'autres collègues. Ce que je poursuis est une quête des voies à développer pour sortir la géographie des longues listes encyclopédiques de rivières, de montagnes,... bref de toute cette *géographie descriptive* pour arriver à faire de la géographie un moyen de connaissance et de transformation du sous-développement.

O.D. Quelles sont les grandes lignes de ces travaux sur l'espace géographique ?

G.A. Au niveau du primaire avec *Mon pays d'Haïti*, nous visons une immersion de l'élève dans son environnement social et spatial. Deux grandes parties : la première, est une analyse régionale ; tous les enfants des différentes régions doivent retrouver leur espace. La deuxième qui s'intitule "Nos aliments, des jardins aux marchés" est une étude thématique. On part de l'exemple le plus simple, la nourriture quotidienne. C'est une pratique régulière, du moins nous l'espérons, et on la décompose de la production des vivres à leur consommation. C'est dire que nous parlons de la paysannerie dans sa réalisation des produits du marché local. Nous étudions ensuite les mécanismes de la circulation de ces vivres, et leur distribution différentielle aux classes sociales en ville et à la campagne. C'est donc une séquence dans laquelle l'enfant, à partir d'une expérience personnelle, est convié à réfléchir sur le jardin paysan, le transport des vivres, les marchés, les groupes sociaux.

Au secondaire, la première partie de *L'Espace haïtien* qui s'adresse aux classes de 6e et 5e étudie comment s'est constituée notre population et les modalités de sa répartition sur les 27 700 km² d'Haïti. L'on se pose un certain nombre de questions sur la dynamique interne et spatiale d'une population. La deuxième partie "La vie économique" qui s'adresse aux classes de 4e et 3e est une interrogation sur les mécanismes de l'économie par le biais d'une analyse sectorielle de l'agriculture, l'industrie, le commerce.

En seconde, première, philosophie, c'est-à-dire les classes terminales, et même en première année d'université, *l'Atlas d'Haïti* abordera le parcellaire agricole et l'espace agricole, et les questions de l'urbanisation dépendante dont celles de cette énorme capitale de 700 000 habitants actuellement, vrai cauchemar à l'intérieur de l'ensemble national. Il reste à construire ce troisième volume qui réclamera beaucoup de travail.

Ainsi chacun des manuels est divisé en deux parties et chacune des parties s'adresse à deux années d'école ; soit une initiation à cet espace haïtien sur douze ans...

O.D. Est-ce que vous avez maintenant des résultats appréciables au niveau de la portée de ces manuels ?

G.A. Disons que le premier manuel de cette série, *L'Espace haïtien*, est en cours d'application actuellement en Haïti. Il a eu un certain écho,... a été analysé, critiqué,... et j'étais justement à Lagos pendant un mois invité pour continuer l'analyse et les échanges sur les possibilités d'application réelle de la méthode dans l'enseignement haïtien.

O.D. Si vous le voulez bien, passons à votre communication au FESTAC. Le titre de votre communication était "Pour une didactique des géographies nationales" dans laquelle vous présentiez cette intervention pédagogique en Haïti. Quelle est l'originalité et quels sont les jalons majeurs qui vont permettre de situer les fondements d'une pratique scientifique de géographie du sous-développement ?

G.A. Pour ce qui est de l'originalité, ayant choisi d'essayer en Haïti une nouvelle manière d'enseigner l'espace, les nouvelles conceptions de l'espace, il était évident que ceci n'allait pas aller de soi dans l'enseignement tel qu'il est conçu au pays. C'est une sorte de rupture, une originalité ; mais que de réticences, que d'acceptations prudentes... et jusqu'à présent que de refus d'utilisation par certaines écoles et certains collègues ! C'est la force d'inertie face à la novation, et la suspicion de l'innovation en matière de pédagogie.

Quant aux jalons majeurs qui vont permettre de situer les fondements de cette pratique scientifique, la deuxième partie de votre question, on pourrait d'abord dire que c'est une interrogation sur la relation entre espace géographique et sous-développement national. On questionne la production d'un espace en situation de dépendance. Les problèmes de marchés, de production, de relations sociales... viennent remplacer la liste des communes et arrondissements. C'est donc un plaidoyer pour une nouvelle approche. En introduction, je pose ce que je crois être la

question première de tout enseignement de la géographie : à *quel courant appartient la géographie enseignée* ?

Il faut dire que nous avons trois types de géographies qui sont menés actuellement de front... et je cherche à me situer dans le dernier courant qui fait de la relation de l'espace à la société son objet d'étude... car je crois que c'est peut-être la manière la plus dynamique d'envisager les problèmes de la géographie du sous-développement haïtien.

O.D. Vous voulez donc réfuter la manière traditionnelle d'enseigner la géographie ?

G.A. Je voudrais me placer en dehors de cette manière d'enseigner une géographie descriptive.

O.D. Pouvez-vous revenir à la crise de la géographie, à son vécu dans l'enseignement ?

G.A. La crise vient d'une certaine insatisfaction des contenus traditionnels des manuels de géographie, et les divers affrontements se ramènent à des démarches pour clarifier la portée et les limites des géographies pratiquées. Il y a d'une part la conception du recueil de noms de lieux et de données statistiques. C'est la géographie la plus répandue dans les écoles. Il y a d'autre part, ce par quoi on essaie de la remplacer, le pourquoi et le comment de l'espace. Or il faut reconnaître que ce sont quand même ces questions de finalité et de production d'espace qui sont les plus intéressantes, celles qui débouchent sur la mise en relation de *Espace et Société*, bref, le projet d'une didactique nouvelle de la géographie.

C'est ainsi que se cherche une certaine conscientisation des élèves par leur immersion dans leur environnement social et spatial.

O.D. Dans cette veine, quels seraient les objectifs principaux de l'enseignement de l'espace géographique ?

G.A. On peut définir trois objectifs principaux dans l'enseignement de l'espace : l'acquisition de connaissances, l'acquisition de méthodes et, ce qui reste très important, le développement social et culturel des étudiants.

L'acquisition de connaissances englobe la pratique des notions et concepts, des mécanismes, des phénomènes... et dans le cas particulier que j'étudie, Haïti, cela revient à apprendre que l'espace est aussi une création des affrontements sociaux. À ce titre, l'espace porte aussi en lui-même des possibilités de jouer un rôle dans la résolution de ces problèmes sociaux.

O.D. Ne risquez-vous pas de vous faire jeter l'anathème de chercher à révolutionner tout un ensemble de structures qui sont déjà sur place et qui fonctionnent à leur manière ?

G.A. Peut-être, mais je ne fais qu'observer dans une perspective critique, qu'interroger des structures parce qu'elles ne sont certainement pas parfaites, autrement nous ne serions pas dans cet immense et tragique sous-développement. Le rôle de l'acte pédagogique est justement de pousser à une prise de conscience, de sortir d'un enseignement étranger au réel pour une pratique de sa société par l'élève. Ce dernier est conscient des problèmes quotidiens qu'il confronte et jamais il ne voit cette quotidienneté rentrer à l'école comme matière de cours. Ce serait finalement d'ouvrir l'école, d'ouvrir le manuel scolaire sur l'environnement social et spatial.

O.D. N'aurait-on pas tendance à ce moment à dire que vous transmettez à travers vos manuels scolaires certains idéaux politiques qui ne seraient pas forcément ceux des régimes en place ?

G.A. Certainement, et au cours du festival de Lagos il était bien évident que nous, délégués, vivions ou avons vécu sous des régimes différents, plus ou moins musclés. Quand on parle de l'espace géographique, d'enseignement de cet espace, il est toujours question plus ou moins clairement de politique. L'espace a aussi ses dimensions politiques et nous ne pouvons pas faire abstraction de ces dimensions-là.

O.D. Et quelles ont été les grandes conclusions ?

G.A. Il n'y en a pas eues réellement ; il y a eu de grands voeux, comme développer un enseignement beaucoup plus axé sur la réalité, et ce fameux problème de la langue ; la nécessité de recourir aux langues maternelles (tel le créole dans le cas haïtien) et le rapport des langues aux contenus. On peut traduire dans n'importe quelle langue africaine ou caraïbéenne un ouvrage complètement étranger au monde de l'élève ; c'est une simple traduction. Ce qu'il faut, c'est changer les contenus en allant les chercher dans la réalité de l'élève. C'est ainsi que je vois que le colloque "Pédagogie et culture noire" a été vraiment la grande fête, le grand festival des études de contes, de proverbes, de chansons... et aussi le festival de la langue des peuples.

O.D. Georges Anglade, puis-je vous demander qu'est-ce que vous avez le sentiment d'avoir apporté à vos confrères africains, lors de-ce colloque ?

G.A. Je préférerais commencer par ce que j'ai rapporté.

O.D. À votre choix.

G.A. J'ai rapporté surtout la rencontre exceptionnelle avec un vouloir pédagogique qui se disait plus ancré dans le vécu de l'enfant. Ce n'est qu'après le festival que j'ai terminé le volume de l'élémentaire *Mon pays d'Haïti* et ce volume témoigne de cette rencontre avec ceux qui sont devenus ces amis de l'Afrique, ceux qui ont les mêmes questions et les mêmes inquiétudes que moi. En Haïti, l'enseignement se fait en français pour les enfants de l'élémentaire qui vivent complètement en créole. C'est d'ailleurs aussi le problème du Sénégal, votre pays, et c'était le problème des autres participants. Le drame est qu'on ne puisse pas rompre avec cette aberration sans une volonté politique, sans une décision politique. Cependant, j'ai proposé dans les manuels, sans illusions, que le créole devienne l'outil de discussion dans les classes. À l'oral, le créole offre une chance de mieux faire comprendre le texte écrit et de surtout rendre à l'enfant son environnement. Puisqu'on est pris par volonté politique, dans l'enseignement en français, ce serait déjà faire un petit pas en avant, en attendant mieux plus tard.

J'ai apporté aussi ce combat des contenus. On peut être aussi bien progressiste que réactionnaire, traditionnel que novateur, dans le créole que je parle ou le wolof que vous parlez. Il faut que les contenus disent la dynamique de la société et les revendications des catégories les plus délaissées.

Dans le cas haïtien c'est oser parler de la paysannerie... et oser dire qu'il y a ce fonds culturel, ce fonds de civilisation... utilisables dans l'école.

J'ai essayé de rendre à travers ce dernier texte *Mon pays d'Haïti* ce profond respect que l'on doit à cette paysannerie elle aussi porteuse des possibilités de transformation d'une société.

O.D. C'était le carrefour du donner et du recevoir, vous avez parlé de ce que vous a rapporté Lagos, qu'avez-vous apporté à Lagos ?

G.A. J'ai exposé les expériences que j'étais en train de faire : l'introduction d'une réalité dans des manuels. J'étais donc par-delà les vœux pour avoir fait quand même un certain nombre de choses, malgré toutes leurs limites. Je me pose

beaucoup de questions pour lesquelles je n'ai actuellement aucune réponse ; c'est la pratique qui me les donnera.

Il y a bien des points, bien des méthodes, bien des aspects traités qui pourraient l'être de manière différente, mais ceci demanderait d'autres recherches beaucoup plus poussées sur le terrain et d'autres acquisitions... enfin, nous avons beaucoup échangé pendant ce mois à Lagos.

O.D. Lagos c'était aussi cela pour vous, mais je voudrais en arriver à des choses beaucoup plus intimes. Pour vous d'origine haïtienne, vivant au Canada, c'est "La diaspora dans la diaspora", vous avez "bouclé la boucle". Vous êtes retourné à la "terre-mère". Alors, cette rencontre avec l'Afrique dans le cadre du festival de Lagos, dans le cadre de cette rencontre du monde noir, pour vous le nègre, qui retourniez sur la terre ancestrale, est-ce que vous pouvez nous livrer vos impressions ?

G.A. C'était d'abord d'une grande charge émotive... et je retournais en Afrique par le même chemin par lequel j'étais venu il y a trois siècles. En débarquant donc sur la côte occidentale africaine, la côte aux esclaves, j'étais tendu dans l'attente de ce que serait cette rencontre, mes premiers contacts. J'ai été d'abord frappé par l'immensité, ces villes perdues dans la nature... et puis les hommes, tous du continent ou de la diaspora du continent ; mais les liens se sont développés sur d'autres bases que celles de l'origine commune. Les liens, je dirais politiques, ont été beaucoup plus forts. Une fois passé le niveau d'émotivité, les préoccupations d'ordre politique... ont pris le dessus. Les options de développement, les choix, les affinités se tissaient beaucoup moins autour du thème de la négritude qu'autour des différentes manières de voir les possibilités de nous sortir du sous-développement.

O.D. En fait, pour vous, cette rencontre avait plus une signification politique et économique qu'une signification culturelle et émotive ?

G.A. Oui, fondamentalement. Je ne dis pas cependant qu'il n'y a pas eu des moments particuliers d'émotions culturelles... des moments intenses dans ces veillées, nos discussions interminables sur la réalité haïtienne et la réalité africaine.

O.D. Maintenant Georges Anglade, j'aimerais quand même avoir votre avis sur la tenue générale du Festival. Il y a eu plus d'une centaine de spectacles qui ont été donnés un peu partout aussi bien dans le village même où les gens répétaient, où c'était vraiment la fête africaine, que dans ce magnifique "Grand Théâtre" où il y avait toute la technologie pour permettre aux troupes de se présenter dans les meilleures conditions ?

G.A. Un mois durant, les troupes dansaient, chantaient, c'étaient jeux, c'étaient fêtes... et ce serait donner une image je pense partielle que de nous arrêter uniquement au Colloque. Tout au long de la journée et toutes les nuits il y avait représentations, récitations ;... la prise de contact passait aussi par les expositions de sculptures, de peintures ; il aurait fallu se démultiplier pour assister à l'ensemble. Tous ceux qui ont participé n'ont pu voir finalement qu'une petite partie des événements.

O.D. Il y avait trop de choses qui se passaient en même temps à des endroits bien séparés.

G.A. Il y a eu une certaine frustration, on voudrait être partout en même temps et faire cependant son travail dans les ateliers du Colloque.

O.D. Georges Anglade vous avez rencontré lors de ce colloque, d'autres pédagogues, d'autres collègues aussi bien africains qu'afro-américains. Vous avez rencontré des hommes politiques, des journalistes, vous avez rencontré finalement beaucoup de gens avec qui vous avez pu avoir des échanges.

G.A. Heureusement, il n'y avait pas que des géographes et des pédagogues ! Il y avait des poètes, des journalistes, des responsables politiques... et les contacts ont été à la limite presque plus enrichissants avec "l'autre" qu'avec le "semblable".

O.D. Nous allons nous tourner vers l'avenir. En 1966, c'était DAKAR le premier festival des Arts nègres. En 1977, c'était Lagos, le deuxième festival mondial des Arts négro-africains. Le troisième festival du monde noir aura lieu à ADDIS-ABEBA en Éthiopie. Les Éthiopiens ont posé un préalable, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il y ait le grandiose de Lagos. Alors comment voyez-vous ce troisième festival de votre côté ?

G.A. Je serais presque heureux qu'il n'y ait pas ce grandiose de Lagos ; que nous soyons plus proches de l'Éthiopien qu'entre délégués, et par le nouveau Colloque, nous allons pouvoir mesurer quelques années après le chemin parcouru... et qu'on sorte de l'Éthiopie en ayant l'impression d'avoir vraiment un peu plus appris sur les choses de chaque jour.

Sa fè de fwa ane 79 ak 81, ke mwen gen chans pase de bèl semenn travay ak nèg ki soti nan dis peyi ki pale kreyòl-yo. E pi nou met tèt ansanm mwa davril 81 pou nou wè si nou ta fè yon gro konbit pou nou bay an kreyòl koze sou la sians.

Lè pep ayisyen a ka li, a ka tande tout parol ki pe di nan peyi-a nan lang manman li, lè sa-a na konnen ke nou sou ray.

Fòk nou rann omaj a travay ekip pè Nouyòk ki depi bon 10 ane ap bat nan SEL pou moun rekonèt ke se kreyòl la ki zouti pèp ayisyen. Yo fè tradiksyon anpil atik an kreyòl, tankou 2 atik sa yo, pou kestion-an ka vanse. Nan revizyon jodi-a, nou konfòme nou anba òtograf dekrè 18 septanm 1979 la ki fè kreyòl lang ofisyèl nan lekòl. Se yon bon pa nan yon bon direksyon.

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 7

KREYOL PALE KREYOL KONPRANN *

You potre tè-jaden an Ayiti ¹⁵

[Retour à la table des matières](#)

Depi jwèt la fè sa li gate Sen Domeng, lagè pete, blan kòmpanse vole gagè, tout gro bitasion yo separe fè miyèt moso. Apre lendepandans, tout gouvènman ayisyen ki pase, eseye sou eseye mete plantasyon sa yo sou pie ankò. Sa pa janm mache byen. Jouk jounen jodi-a, tè toujou rete ti Io, ti 10... Ou gen you divizyon ti abitan : yo chak sou you ti kal tè. Yo met ansanm ak fanmi yo, yo travay di pou yo pwodui manje ak danre. Men abitan an, se bourikcharwa : li travay, chwal galonnen. Ou gen you bann lòt piyajè, pròp yo se ranmase, fè koutay. Konsa, rantie-a pase, li pran pa-l. Negosyan an pase, li pran pa-l, nèg k-ap bay ponya-a pase, li pran pa-l, leta pase, li pran pa-l. Apre tout "je retyen" sa yo, se you ti kras-bab ki rete nan men abitan an. Nou pa mete, nou pa wete : se sa ki mak fabrik problèm tè an Ayiti.

* "You potre tè-jaden an Ayiti" ak "You ekonomi zonbi" De Atik sa yo parèt nan SEL, revü Nouyòk nimerò 30-31 p14-19 ak nimerò 33-34 p20-28, ane 76 A 77.

¹⁵ Atik sa-a, se you moso nan you koze Jòj Anglad ap prepare sou travay tè an Ayiti.

Dèske tè nan peyi-a separe ti Io, ti Io, rejim kapitalis la vi-n mal pou-l derape nan you kondisyon konsa. Kapitalis la se dèyè benefis li ye, e lè ou gade kraze-kòb yo tap peye pou manje ak danre, nan pwen mwayen fè benefis. Anpil moun pat vle bay kò yo traka nan travay tè, paske sa pat rapòte anyen. Yo pi pito pran pòz koutie yo, lè konsa, yo mare moun kach. Men, depi 10 an konsa, pri danre ak manje sanble yo ta fè you ti monte. Sa ou tandè-a, tout kantite nèg gen tan kanpe byen akrèk dèyè ti kal tè abitan an. Yo soti pou yo fè dappiyan sou li dékwa, ti kal pa ti kal, y-a vi-n monte yo menm de kokenn plantasyon, ki va bay gro randman.

Men, akote ti Io tè abitan an, gen 2 lòt kalite tè-jaden, menm si yo pa parèt klè tankou ti kal tè abitan an : gen mwayenn propriyete ak gro propriyete mèt tè-a bay travay. Jaden sa yo, se pou you moun ki bay abitan an travay yo, akondiksyon abitan an bay mèt tè-a lajan, ou byen li separe rekòt la ak mèt tè-a. Nou kab di se you seri ti Io tè you grenn propriyete genyen, e li lwe yo bay abitan an. Epi ou gen mwayenn plantasyon ak gro plantasyon mèt tè-a ap travay *li menm menm*. Jaden sa yo, se mèt tè-a menm ki okipe yo. Pou-l fè tè-a rapòte, li achte jounen nan men travayè andeyô. Konsa, pa pran youn pou lòt, gen mwayenn propriyete ak gro propriyete mèt tè-a lwe, gen mwayenn plantasyon ak gro plantasyon mèt tè-a travay li menm menm. Li bon pou-n konn sa, lè n-a gen pou-n kalkile you bon chanjman nan afè tè an Ayiti, chanjman yo konn rele refòm agrè-a. Men, rapò travay ki egziste nan 2 kalite tè sa yo, pote mak ti lo tè paske se sa ki pi konsekan nan tè an Ayiti.

Si n-ap detaye problèm tè, nou kab fè 7 chapit :

- 1) tè-a li menm,
- 2) zouti ak teknik pou travay tè-a,
- 3) ki jan moun yo òganize yo pou travay la,
- 4) ki kantite, ki kalite manje ak danre moun yo fè sou tè yo,
- 5) kisa abitan yo kite pou pròp manje pa yo,
- 6) kisa yo fè sou tè yo kòm machandiz,
- 7) ki kalite koutay yo fè sou tè abitan an.

7 chapit sa yo pèmèt you moun pran, epi ranje tout kalite ransèyman ou kab jouenn nan mache chèche ¹⁶. Konsa, ou-a kab konprann you kantite bagay :

- a) ki rapò-prodiksyon ki genyen ant tout moun k-ap viv sou travay tè,
- b) poukisa se ak mòd teknik sa yo abitan an sèvi Pou-l travay,
- c) kouman konmès-manje ak konmès-danre ajiste,
- d) poukisa gen plede-redi nan sosiete-a ant you group moun y-ap toupizi (ti abitan, abitan san tè k-ap vann jounen, ti machann, etsetera) ak you lòt group moun ki mèt jouèt la nan sosiete-a (negosyan bòdmè, gran don, bisismann, leta).

Natirèlman, gen esplikasyon nou mete nan tèl tèl chapit, men ki ta byen tonbe nan you lòt chapit. Sa pa vle di jan nou bati chapit nou yo pa korèk. Sa montre tou simpleman kouman tout evènman k-ap pase nan you sosiete trese kou latanie, youn antre nan lòt.

1. Tè-a li menm : you oganizasyon an karo-patat

1.1. Ti Io tè abitan an

Se travay tè ki manman-grann tou sa Ayiti bay. Se gras a li abitan yo, kidonk 80% popilasyon an, rive bat ak lavi-a. Avèk lagè lendepandans (1791-1804), gro plantasyon kolon yo te disparèt. Menm lè sa-a, abitan an kòmanse reklame. Abitan an, devan afè tè-l pa nan rans, se lavi-l ki andanje. Li lite tout jan pou-l sove tè-l. Se sa ki fè gouvènman ayisyen yo sètoblize kite gro plantasyon kolon yo separe ti Io, ti Io dekwa pou chak moun kab jwenn pa-l. Sa vi-n ban-n you òganizasyon an karo-patat.

¹⁶ Nan atik sa-a, se 2 premye chapit yo sèlman n-ap etidie.

Pou nou pa fè meli-melo pi devan, an-n chita sou 2, 3 mo nou pral sèvi avè yo. Mo sa yo, se zouti-n pou-n monte chapant agrikilti an Ayiti.

ESPLWATASYON AGRIKÒL

You esplwatasyon agrikòl ¹⁷ se youn ou byen pliziè ti moso tè, kote you sèl fanmi abitan ap travay. Nou kab pran-l kòm mezi pou-n kalkile tout afè tè an Ayiti. Se konsa resansman 1950 ak resansman 1971 te konte tè nan peyi-a. Se apati sa you fanmi reskonsab, yo fè kalkil yo. Nou kab separe esplwatasyon agrikòl an 3 kategori :

a) Ti esplwatasyon agrikòl

Se youn ou byen pliziè ti jaden you fanmi abitan reskonsab, e ki pa rive mezire 3 ekta (apenn 2 karo 1 / 2).

b) Mwayèn pwopwiyete ak gro pwopwiyete ¹⁸

Mwayèn esplwatasyon mezire ant 3 ak 13 ekta (10 karo). Gro yo mezire ant 13 ak 25 ekta (19 karo), e pafwa plis. Pwopwiyete yo separe tè sa yo an pliziè ti lo, e yo remèt yo nan min abitan ki afèmen yo, ou byen nan min "asosie". Abitan an oblije travay pou mèt tè-a, li separe rekòt la avèk yo, ou byin ankò li peye mèt tè yo you lajan. Pou esplikasyon nou yo kab pi klè, an-n rele tè sa mèt-li bay travay, "pwopwiyete". Biro estatistik an Ayiti pa kab di konbyen pwopwiyete ki genyen, paske pliziè moso tè fanmi ap travay kab pou you menm mèt. Tè leta, se pi bon egzant pwopwiyete, resansman pa ni konte, ni mezire-yo.

¹⁷ Nou konnen, abitan an pa sèvi ak mo sa-a. Li di "jaden", ou byen "plas". Men si nou gade poblèm tè konsa, se paske li pèmèt nou etidie pi byen rapò ki genyen ant travay tè you bò, ak tout rès poblèm ekonomik yo, you lòt bò.

¹⁸ Isit la tou, pou nou esplike poblèm tè-a pi byen, n-ap sèvi ak mo "pwopwiyete", avèk mo "plantasyon" nan 2 sans diferan. Nou byen konnen, abitan an bay mo pwopwiyete-a you sans pi laj. Men sa va ede-n klèsi anpil koze.

c) Mwayèn plantasyon ak gro plantasyon

Se mwayèn esplwatasyon ou byen gro-esplwatasyon mèt tè-a travay li menm menm. Pou-l fè tè-a rapòte, li anplwaye travayè, li achte jounen nan men yo. Pi bon egzanp nou genyen nan afè sa-a, se plantasyon pit ak plantasyon kann.

FANMI K-AP TRAVAY TÈ

You fanmi abitan k-ap travay tè gen ladan : abitan ki reskonsab jaden yo, ansanm ak tout moun ki viv avè-l, madanm, pitit, lòt paran ki nan kay la, epi tout lòt moun k-ap ede-l.

TI MOSO TÈ ABITAN AN

Se you ti esplwatasyon agrikòl, ou byen you pòsion nan you esplwatasyon agrikòl, men ki gen lizyè-l ; 2 moso tè kab nan you menm esplwatasyon, menm si yo pa kòtakòt, depi se you menm fanmi ki reskonsab yo.

1.2. Kèk chif sou tè yo (tablo-1)

91% esplwatasyon yo konte nan resansman 1971 gen mwens pase 3 ekta (2 1/2 karo), e yo konn gen plizyè ti Io tè ladan yo. Chak ti Io tè sa yo fè you ekta mwens pase you karo, si you karo se 1. 29 ekta), ou byen pi piti toujou. Si ou mete tout ti esplwatasyon sa yo ansanm, wap jwenn 62% tout tè yo travay an Ayiti. 88% abitan ki travay tè viv sou ti esplwatasyon konsa. Tout ti esplwatasyon sa yo mete ansanm fè 84% ti Io tè moun ap travay

TABLO 1 : Jan tè yo dekoupe dapre resansman 1971 (Sous : Institut Haïtien de Statistiques, 1973)

[Retour à la table des matières](#)

Konbyen tè yo mezire an ekta	Konbyen ti moso tè	Konbyen esplwatasyon agrikòl	Konbyen ekta nan peyi-a	Popilasyon total	Mwayèn ti moso tè nan chak esplwatasyon	Konbyen you esplwatasyon mezire an mwayèn	Konbyen moun an mwayèn nan chak esplwatasyon
- 1	530.480	361.985	184.843	1.498.020	1.46	0.34	4.14
1-2	275.510	141.930	211.940	666.180	1.94	0.77	4.69
2-3	130.400	53.600	137.359	279.990	2.43	1.05	5.22
Total %	83,8%	90,6%	62%	88%			
3-4	74.390	27.370	96.762	143.800	2.72	1.30	5.25
4-5	29.340	8.440	38.790	48.000	3.48	1.32	5.68
5 -13	68.220	21.210	149.988	128.120	3.22	2.20	6.04
Total %	15,3%	9%	33%	11,5%			
13 - 25	8.700	1.875	33.205	12.590	4.64	3.82	6.71
Plis pasé 25	1.190	300	10.629	2.320	3.97	8.93	7.73
Total %	0,9%	0,3%	5%	0,5%			
TOTAL	1.118.230 100%	616.710 100%	863.516 100%	2.779.020 100%	1.81	0.77	4.51

Chif sa yo montre-n jouk ki pwen tè abitan peyi d'Ayiti fè miyèt. Se rezilta tout istwa kouman moun rive gen tè nan peyi-a (ni istwa ekonomik, ni istwa sosyal). Pandan 30 ane, kantite tè moun travay an Ayiti pa vi-n pi plis. Se 870 000 ekta (674 418 karo) li toujou rete. Men, pandan tan sa-a, vi-n gen you milyon moun an plis an Ayiti. Sa fè vi-n gen pi plis ti Io tè, men chak Io vi-n pi piti chak jou. Gin 1 118 230 ti Io tè ki fè 0,77 ekta chak (mwens pase 2 / 3 you karo).

Kounie-a, nan ti jadin sa yo, an-n pran sa ki gen mwens pase you ekta (you ti kras plis pase 3/4 you karo). Lè nou konpare chif 1950 ak chif 1971, nou wè mòd esplwatasyon sa yo toujou mezire apeprè 0,50 ekta (enpe plis pase 1/3 karo). Men, si yo te 176 497 ane 1950, nou ouè yo te 361 985 ane 1971. Ane 1950 yo te kouvri 88 249 ekta, ane 1971 menin, yo te kouvri 184 844 ekta. Sa vle di : gen anpil ti esplwatasyon ki te gen plis pase you ekta, ki vi-n pi piti nan fè pataj. Dapre jan dekoupay la fèt, se nan 2 sans afè tè ap mache. You bò, nou jwenn esplwatasyon k-ap fè pi plis ti miyèt chak jou. You lòt bò, nou wè ouè kèk noun k-ap chèche anpile tè youn sou lòt, dekwa pou yo vi-n gen gro plantasyon.

Kantité esplwatasyon ki pa fè 1 ékta (3/4 karo)	Konbyen ékta yo méziré	Konbyen chak esplwatasyon méziré
1.976.497	88.249	0.50
361.985	184.844	0.51

1.3 Abitan san tè

Lè nou pran chif resansman ane 1971 yo, nou kab rive di konbyen abitan ki pa gen tè ditou. Nou pap pale de moun ki nan gro vil. N-ap pale abitan k-ap viv nan ti bouk, kote-k pa gen 300 moun. Ane 1971, nou kab di : yo te 655 900. Sa reprezante 143 540 fanmi. Se you batay san fen, pou yo rive jwenn you ti moso tè pou yo travay, ou byen pou yo tounen antre sou tè kote yo te mete yo deyo. Batay sa-a

se tankou you fòs k-ap fè tè yo fè pi plis miyèt. Li ta bon pou-n konnen tou kouman yo fè pou yo viv. Kantite abitan san tè sa yo vi-n pi plis jou an jou, malgre tout Kantite abitan k-ap kouri al Pòtoprins ak nan lòt zile yo. Se group moun sa yo, kidonk abitan san tè an Ayiti, ki pi pòv nan pami tout abitan pòv. ¹⁹

	<i>Kantité fanmi</i>	<i>Kantité moun</i>
Popilasyon vil ak bouk ki gen pasé 300 moun	181.790	879.708
Popilasyon moun k-ap travay tè sou you esplwatasyon	616.710	2.779.020
Popilasyon abitan san tè yo pa rivé mété ni sou you esplwatasyon ni nan you bouk ki pa rivé 300 moun	143.540	655.900
	Abitan san tè	
Total pou peyi-a	942.040	4.314.628
<i>(Chif "Institut Haïtien de Statistiques", 1971)</i>		

1.4 Mwayenn plantasyon ak gro plantasyon

Resansman 1971 nan bay 300 esplwatasyon ki gen pase 25 ekta (19 karo), nan tout peyi-a. Ou ta di, an mwayèn, yo chak divize prèsk an 4 moso (3,97). Nou tou wè chif sa yo dròl. E pakèt ankèt ki fèt nan divès rejion peyi-a montre yo pa kab laverite. Nan resansman 1971 nan, men kouman yo te fè : yo te egzammen you esplwatasyon sou 10. Methòd sa-a kab bay bon rezilta pou ti esplwatasyon yo, paske se prèske menm bagay toupatou. Men, pou mwayenn esplwatasyon yo, ki gen you dizèn ekta ak gro plantasyon yo ki gen pliziè santèn ekta, li ta nesèsè pou yo fè you ankèt espesial, paske kalite plantasyon sa yo, se nan kèk zòn, kote ki gen bon tè ase, ou jwenn yo. An plis, li difisil pou ou dekouvri mwayenn ak gro

¹⁹ Gen lòt moun di deja ekri sou abitan san tè. N-ap sonje Jera Piè-Chal ak Jeral Brison. Chif Anglad bay yo, se sa resansman yo mete deyò.

pwopwiyete yo, paske yo kamoufle ; kòm se divès fanmi ki travay sou yo, ou pa toujou konnen si se pou you menm mèt yo ye.

Pou-n montre kouman metòd resansman 1971 lan pa bay bon chif sou afè gro pwopwiyete ak gro plantasyon, nou kab pran ka Depatman Lwès, kote nou jwenn Plenn Leoga-n ak Plenn Kildesak. Dapre resansman an, pa gen okenn pwopwiyete ou byen plantasyon ki depase 20 ekta. Men, an reyalite, nan Depatman Lwès la, gen pliziè dizèn pwopwiyete ak plantasyon ki mezire pliziè santèn ekta, men chak fanmi abitan reskonsab kèk ekta sèlman.

1.5 Tè abitan an ap tounen miyèt pandan you seri moun ap cheche fè gro plantasyon

Poutèt tè yo fè pakèt ti moso, ou oblije plante ladan yo plant ki bay nan ti moso tè. Ti sa li fè-a pa gro. Se you pakèt ti Io danre, ou byen ti Io manje, li pote nan mache ; yo si tèlman piti, sa pa parèt anyen. Se you kokenn dezavantaj, paske moun k-ap achte nan men abitan yo, yo fè you gwoup, kote gen you seri moun anro ak you lòt seri anba, kote youn ap achte nan men lòt. Nan pakèt antre soti sa-a, anpil kout ponya, anpil benefis sou tè abitan an. Konmès yo fè ak pwodui abitan an, se tankou you antonwa, ki gen you diòl laj ak you diòl sere. Danre abitan an tonbe nan diòl laj la ti tak pa ti tak, men lè tout sanble ansanm, li soti pwès nan diòl sere-a pou avantaj gro konmèsan yo, ki kab fè milyon ven.

An menm tan tè abitan an ap fi-n depatcha, bon tè yo ap fè pil sou pil nan men 2, 3 moun. Gin de lè se you kout lajan yo fè sou do abitan an, tankou nan Plenn Latibonit. Anvan Pelig, gen moun ki achte kont tè yo a 1 dola pou 1 ekta (3/4 karo). Kounie-a menm, karo tè sa yo kab vann ant 800 a 1 000 dola. Gen de lè se dappiyan yo fè sou tè abitan an : yo sezi tè-1 poutèt dèt li genyen nan pran ponya. Nan tè kafe Depatman Sid la, anpil fwa yo fè desant-deliè pou yo sezi tè abitan konsa. Gen de lè, yo mete abitan an deyò sou tè li, pou gro konpayi kab tabli. Tout moun sonje istwa SHADA. Gen de lè tou, se otorite ki mete men sou tè leta. Kapab gen 2, 3 moun tou ki achte nan bon kondiksyon, men se youn youn.

Antouka, se pa ni 2, ni 3 gro pwopwiyete ak gro plantasyon yo rive mete sou pie nan peyi-a. Jout kounie-a, nou pa kab di konbyen yo ye, ni konbyen yo mezi-

re. Men, nou gen dwa sipoze, nan plenn byen rouze ak nan tè môn ki fe kafe, gro pwopwiyete ak gro plantasyon deja fè 1 200 000 ekta (924 031 karo), ou byen yo nan rout. Sa vle di : 15% tout tè ki nan peyi-a. Chak jou y-ap vi-n pi plis, e se ti esplwatasyon yo akmwayenn esplwatasyon yo k-ap peye sa.

2. Mwayen demode pou travay tè

2.1 Zouti tan lontan

Tout mwayen you abitan genyen pou travay tè, se kèk vie zouti ase : pi souvan, manchèt ak rou. Poutan, li konn chari, fouchèt, etsetera, lè yo konn vi-n fè demonstrasyon devan-l. Pandan 30 ane e pik, you pakèt group etranje vi-n fè demonstrasyon lakay li, pou montre-l sèvi ak lòt kalite zouti modèn. Plis toujou, li rekonèt gen you pakèt bon mwayen pou tè-a ta bay pi plis : fimye, angrè, bon kalite plan, pepinyè. Li rekonèt bon randman zouti ak materio ki sèvi nan lekòl teknik, nan jadenpilòt, nan lòt aktivite pou gaye nouvèl sou lòt jan yo kab travay tè. Si li pa gen chari ak machi-n pou nivle tè-a, si li pa gen angrè, se pa paske li refize chanje, ni se pa paske li sòt, ni se pa Bondie Ki vle sa fèt konsa, men, se akòz tout kondiksyon ki bloke travay tè, lè se you pakèt ti lo tè abitan an ap travay. Mouvman k-ap fèt kounye yo montre kouman abitan an refize mache nan program y-ap ofri-l pou-l ta fè tè yo rapòte pi plis. Li refize mache, paske li konnen, avantaj la, se pa pou li an premye, men se pou leta, se pou mèt izi-n, se pou tout kantite moun k-ap fè konmès ak sa li fè sou tè-l la. Reyèlman vre, se you lè konsa, li profite kichòy ladan yo.

2.2 Esperians devlopman yo pa rive lwen

Sa mèt tè-a pran sou abitan an, mete ak benefis tout kalite konmèsan fè sou tè li, plis taks leta, tou sa fè you pakèt richès ki soti nan men abitan an, e li rete jis avèk sa ki pèmèt li pa mouri, li menm ak fanmi li. Nan sitiyaasyon sa-a, nan pwen mwayen fè ekonomi.

Si ou pran tout peyi-a, ou gen dwa di gen you ti Io tè sèlman sou 1 000 ki an rapò ak santèn projè tout kalite ki nan min you 300 òganizasyon konsa, e k-ap travay, yo chak apa, san rapò youn ak lòt ; 2 ou 3 projè ki reyisi interese abitan an, se sa ki rive bese pouvwa moun ki bay ponya ak pouvwa konmèsan yo. Lè sa-a, moun ki nan projè yo kab konmanse okipe fè tè bay pi plis randman, e se lè sa-a, abitan an kab interese. Group etranje yo menm, kab bay you kout men pou you moman, nan kèk ka, e se pap janm you konkou konsekan.

Sa se you bagay ki klè : òganize mas abitan yo, mete ti kominote kanpe, gaye metòd ak mwayen pou montre tè-a kab bay pi plis randman, montre abitan an kouman pou-l separe sa li fè nan jaden-l, e fè règleman sou koze sa-a, etsetera, tou sa, se travay politik Ayisyen. E se Ayisyen sèlman ki kab regle pwoblèm sa yo, paske sa mande anpil jefò, sa mande anpil kalite pou ou kab konprann pèp la, sa mande tou pou ou mete you bon pati peyi-a an mouvman.

2.3 Abitan pa gen mwayen achte ni zouti, ni angrè

Gen gro diferans ant pri abitan an touche pou rekòt li ak sa mwayen modèn pou travay tè koute. Chak ane, abitan an fè mwens kòb, chak ane, pri zouti, angrè, etsetera, ap monte. Sòt ane 1970, rive ane 1976, pri zouti, angrè, semans, monte 3 fwa plis òtoprins. Nan provens menm, se pi rèd : sa ou peye pou kamyon, ak benefis revandèz, fè pri yo vi-n 25% pi ro. Kwak moun ki nan komnès machandiz pou jaden pa peye taks, konmèsan yo mete gro diferans sou sa y-ap vann, paske swadizan pa gen anpil moun ki achte.

2.4 Dlo, soley, debwazman : pakèt problem

Mwayen ki egziste pou rouze tè, fèb anpil. Epi, kanal ak rigòl konn rete lontan san yo pa mache. Koze lapli ki kab tonbe e ki kab pa tonbe tou, se you gwo tèt chaje pou zòn kote konn gen sechrès ou byen anpil dlo. Lè abitan an pou kont li, li pa gen mwayen jwenn dlo dapre bezwen-l. Pou kounye-a, afè dlo lapli k-ap pote bon tè ale, se you gro tèt chaje (se sa yo konn rele erozyon), e nan pwen mwayen pou enpeche sa fèt, poutèt tè abitan an se you pakèt ti moso tè. Gen kèk projè 'de-

vlopman' ki fê-n wè, lè moun you menm seksyon mete ansanm, yo kab rive jwerm pi bon mwayen pou travay tè, pi bon zouti tou, ak pi bon rezilta nan afê dlo-a, depi yo jwenn you souf nan men konmèsan ak nan men lòt moun ki konn souse yo.

2.5 Travay tè jis pou sove lavi

Nan ti esplwatasyon agrikòl la, kote se manchèt ak rou ki ala mòd, abitan an sèvi ak mwayen demode pou-l travay tè-l, men li plen lespri. Ou wè jan li travay tè-a, jan li plante anpil bagay sou you menm moso tè²⁰. Se you ladrès li fè avèk you pakèt ti mwayen wòwòt sou you ti moso tè tou piti. Sa pèmet li debat ak lavi-a, nan mizè, san okenn defans ni devan lapli, ni devan sechrès.... e wa di l-ap deperi ansanm ak tou sa ki anvironnen-l. Konsa, se you pakèt problèm abitan an ki sou ti moso tè-a genyen, e sa fèse-l fè tèt li travay tout jan, pou-l fè grapiyay ba-l you ti randman kanmenm.

AYITI : YOU EKONOMI ZONBI

Anpil fwa, nou tande yo di Ayiti se you peyi sou-devlope. Kisa yo rele sou-devlopman an ? You peyi sou-devlope lè ekonomi peyi-a domaje, paske dèt peyi reyisi fè dappiyan sou konmes, sou richès, sou politik peyi sa-a, e yo vi-n mete-l nan yon sitiwayon restavek. Se pozisyon restavek sa-a ki pete yon seri bagay : moun manje mal, pi fò pèp la pa konn li, 2-3 negosyan ak espekilata ap fè milyonven sou do pèp la, klas sosyal ki gen pouvoua-a nan men-l la déyo pou fe moun mache pa do, ékonomi peyi-a sou branka moun lavil sou do abitan tankou sansi,

²⁰ Gade nan Liv yo rele, "L'Espace Haïtien", paj 107-108, n-a jwenn plizyè esplikasyon sou jan abitan an gen ladrès nan travay tè-l. Li plante plan ki pwodui anba tè (patat, manyòk), ki pwodui anro tè-a menm (jiwoumou), ki pwodui anlè, jiska 2 mètr konsa (rnayi, pitimi), ki pwodui jiska 10 mètr konsa (mango, pie kokoye). Ki pwodui pre Kay li (piman, berejèn), you ti jan pi lwen (piebwa ki bay fwi), nan jaden an menm (mayi, pitimi, etsetera). Li plante plizyè bagay, dapre sezon yo.

teknik pou travay tè yo machoket, etsetera. Kidonk yon peyi sou-devlope, se you peyi restavek ki sètoblige travay pou gran moun li, olie li travay pou tèt pa-li. L-ap travay pou regle zafè etranje, olie li regle zafe prop pitit peyi-a.

Ayiti anba pat etranje

Pou-n klè sou sa nou sot di-a, an nou gade 3 epok nan istwa peyi d-Ayiti : lè se panyol ki tè mèt jouet la, le se la Frans ki te met jouet la e lè Ayiti vi-n endepandan.

PANYOL

Soti 1492 rive 1530, Panyol deklare se yo ki "jwenn" peyi-a, kidonk se pou yo li ye. Yo sentre bas Endyen yo, fè yo fè travo fose, e benefis travay la al nan poch yo. Se là panyol yo te bezouen, Ispaniola setoblige bay là. Pandan 30 ane Endyen ak là se te tankou 2 bra you vye moulen-boua k-ap travay pou Panyol. Jou youn nan bra moulen an ta kase, moulen pa kapab mache anko. De-twa vil ki te genyen epok sa-a, se te poukote yo tap anbake là voye an Espay. Toupatou anndan peyi-a, yo te oganize eskwad Endyen, gason kou fanm, granmoun kou timoun, pou brote lò-a soti nan rivye-yo. Menm bagay pou yo te manje yo pat fè jefò travay tè. Se ti salezon ki tap soti an Espay ki te anpeche moun yo mouri grangou. Sa-a, nou kapab di se dènie stad restavek la.

FRANSE

Vè 1 600 konsa, Franse foure pie-l nan jouèt la. Yo koupe Panyòl you panzou, yo pase yo pran peyi-a. Se menm kout baton an. Gen 2-3 ti bagay sèlman ki chanje : a) se kafe, sik, koton, digo Lafrans te bezouen, enben sen Domeng pral founi danre sa yo ; b) Kòm Panyòl te fi-n dechèpiye tout ras Endyen, enben yo voye chèche Nèg Lafrik-Ginen. Lontan, 2 bra moulin an se te là ak Endyen, alèkile se Nèg ak danre. San youn, lòt pa kab mache ; c) Blan franse louvri bitasyon e yo genyen kantite esklav k-ap travay pou yo. Malgre sa, peyi-a pa produi anyen ki ta pèmèt moun yo byen manje.

Natirèlman, dapre Lafrans, ekonomi peyi-a an flèch. Men, an reyalite, ekonomi peyi-a domaje, li gen you fòs-kote : Sen Domeng ap travay pou peyi Eròp yo ki te bezouen sik (1670), kafe (1740), etsetera. Travayè yo pa janm pran fre lajan an. Moun k-ap profite, se kolon yo, sibreka batiman yo, negosyan ak revandè an Frans. Kidonk mwenn ti bri ki gen an Frans pote kout loraj Sen Domeng : ni kout-lajan k-ap fèt, ni vil k-ap bati, ni deblozay kolon yo pral pete an 1790, tout se konsekans pozisyon restavèk sa-a Sen Domeng trouve li ye pa rapò Lafrans.

EROP-ETAZINI-TIOUL AYISYEN

Lè pou independans fèt, jwet la gate : kesyon tout bagay pou al an Frans lan, se bliye sa. Grès kochon an fèt pou-l kuit kochon an : tout popilasyon peyi-a (1/2 milyon moun) pral viv sou ti ekonomi an jan li te ye-a. Min pa kwè se miaou : 1) Pandan 150 an, se sik, kafe, koton, koloni-a te konn bay. Li pat fouti trapde vi-n produi tou sa pèp la ta bezouen. 2) Mesie ki vi-n mèt jouèt la kounie-a eseye renmèt menm katon an, men nan interè pa yo sèlman : yo vann danre abitan an bay ak Langletè, y-achte kèk machandiz, e yo kenbe benefis la nan pòch yo. Nan kòmansman 20èm sièk la, se Etazini ki vi-n pran plas peyi Eròp yo. Se yo ki kontrole ni machandiz k-ap antre, ni machandiz k-ap soti nan peyi-a. An 1915, yo okipe peyi-a. Lè yo prale, yo òganize lame pa yo, politik peyi-a vi-n rele yo chèmèt chèmètès. Kifèla-a, Ayiti pa tioul ankò, Ayiti tounen zonbi.

Kouman etranje domaje-n ?

Si nou eseye prije tou sa nou sot di-a, n-ap wè gen 3 gro pwen peyi etranje yo mare pou domaje ekonomi peyi-a :

- Yo òganize yo pou yo mete pie sou kou ou.
- Yo òganize yo pou yo eksplwate ou.
- Yo òganize yo pou yo mete chenn nan pie ou.

KI JAN YO METE PYE SOU KOU OU ?

Sa klè kou dlo kokoye kouman 2-3 peyi etranje rive met lapat sou politik peyi-a. Nou wè te gen you epòk Lafrans ak Espay te reyisi mete peyi-a nan dènie stad restavèk ki kab genyen. Anvan pou you peyi soti nan stad sa-a pou li rive vi-n gran moun tèt li, li gen pase 14 estasyon pou li pase. Sitou si ekonomi-l gen fòskote. Enben, se premie bagay lòt gro peyi yo chèche fè. Yo pran you pòz "pratik" ak ou, 2-3 ti danre ou genyen yo, se lakay yo pou ou pote yo. Epi, se yo menm sèlman ki gen dwa vann ou machandiz. Afè zanmiray sa-a, se menm kalite zanmiray ravèt genyen ak poul la. Se ti peyi-a ki toujou anba paske li pa gen okenn kontròl sou pri machandiz yo. Ou kab rete jodi-a ou tande pri kafe tonbe, paske gro pratik ou deklare li pa bezouen kafe. Lè konsa, ou pa vann, ou pa kab achte non plis. Si okontrè ou te gen 20 danre nan bak ou, chak ta konte 5% nan sa ou gen pou vann, biznis ou ta pi asire. Si you lanne, kafe pa fè pri, pa ta gen rèl kay Makorèl.

Problèm lan gen you dezièm ne : se afè fè presyon sou peyi-a. Pa ekzanp, pase 50% konmès Ayiti, se ak Etazini li fè-l. Ou tou konnen Meriken kapab kaponnen-n jan li vle. Se pa Ayiti sèlman ki nan ka sa-a. Se regleman jwèt la pou tout peyi sou tè-a. E gen de fwa batay konn leve. Gro peyi yo eseye poze kazèn douvan pòt you ti peyi. Kidonk, dèske you ti peyi pa gran moun lakay li, se deyò ou kab konnen pouki rezon tèl bagay ap pase anndan.

Genyen you twazièm kòd etranje pase nan kou ou pou yo mennen ou nan chemen jennen : se òganizasyon konmès la. Si ou pran bagay Ayiti kab vann, kit se kafe, kit se pit, luil sitron, luil vetivè, boksit ou kuiv, tout se konpayi étranje ki fè jis-pri yo. Kidonk, se nan interè-yo yo fè regleman. Si ou pran machandiz ki sot aletranje, se toujou menin konpayi yo ak kèk aloufa ayisyen k-ap fè mago lajan sou sa. Menin nan mache riral, mesie yo mare moun, paske, gade, abitan an travay fè ti viv li sou you ti pòsyon tè gro kou you plan men. Rekòt la deja pa gro, se li pou tout popilasyon an manje. Se sou li pou espekilatè fè pa yo. Lè abitan an pa gen tè ankò pou-l travay, li sètoblize al antere kòl nan lakou-foumi Pòtoprins, al travay di pou 2 dola pa jou nan faktori.

KI JAN YO EKSPLWATE NOU ?

Lè you nonm mete you kòb deyò, sa ki interese-l, se fè kòb la fè pitit. Se pi byen kontan-l sa lè kòb la fè anpil pitit. Se menin bagay, lè peyi rich yo fè you kout lajan nan you peyi sou-devlope. Yo deyò fè you kokenn benefis san pèdi tan. Kidonk, se pa biznis pa yo si peyi-a li menin pa profite. Nou vle you ekzanp ? An-n pran afè touris la nan tout zòn Karayib la : kilès ki pi profite bagay sa-a ? Se gro zouzoun etranje yo.

Lè you moun ap gade koutay peyi rich yo fè sou tèt peyi sou-devlope yo, soti 1950 rive 1970, ou konstate benefis sa yo fè 3 fwa lavalè kòb yo te mete deyò. Kifèla, si you gro peyi depanse 100 milia nan you peyi soudevlope, se 300 milia li rapòte. E kokenn benefis sa-a pa rete nan peyi-a : yo voye-l al sere nan peyi pa yo. Kidonk, se pa Bouki ki sou do bèf la, se bèf la ki sou do Bouki.

An-n pran you lòt ekzanp : afè faktori k-ap pouse kou djondjon an Ayiti-a. Ki sa ki pote mouvman rale-mennen-vini sa-a ? Nan you peyi kote ekonomi-a anfòm, yo sètoblije bay travayè yo ogmantasyon detanzantan. Sa fè benefiz bòs la bese. Enpi tou, anpil travayè pa vle fè vye diòb sa yo ankò, se travay nan move kondisyon. Men nan peyi kote lavi-a difisil, travayè yo aksepte redi pou you ti kraze kòb. San Konte, gouvènman an bay bòs la anpil avantaj. Kòb pou misie ta depanse pou-l bati you bon jan enstalasyon an, li mete-l nan pòch IL You pati naan kòb pou-l ta nòmalmman peye travayè yo ale nan pòch li tou. Kifèla, bòs la fè dekabès.

Gen you lòt kote ankò peyi etranje yo fè 2 pwen sou nou : se nan konmès la. Balans lan gen you fòs-kote ki, jou an jou, pi anraje. Sa ou-ap vann lan pa janm gen menin pèz ak sa ou-ap achte-a. Pa ekzanp, an 1950, ou te bezouen lajan 1 000 sak kafe pou ou achte you traktè. An 1960, ou vi-n bezouen lajan 2 000 sak kafe pou ou achte menin traktè-a. An 1970, se pri 3 000 sak kafe ki kapab ba ou you traktè. Se konsa pou tout bagay. Gro peyi yo vann machandiz yo tèt-nèg, yo achte pa-n yo pou po-patat. E kòm yo pran pòz pratik yo ak nou, li difisil pou nou wete yo nan kòsaj nou. Lè you peyi rich di l-ap "Ionje men" bay you ti peyi, li tou profite tòde bra-l, fè-l achte you kantite batanklan li pa bezouen, osnon fè-l peye byen chè bagay li bezouen. An franse, yo rele sa you "aide liée". Nou ta kab rele-l you "ponya entènasyonal".

KI JAN YO METE CHENN NAN PEYI-N ?

Non sèlman peyi rich yo anpeche ekonomi ti peyi yo al pi devan, pi mal toujou, yo anbreye-l sou bak. Se souse y-ap souse ekonomi an. Jou an jou, ti peyi yo ap vi-n pi fèb, y-ap pèdi plis richès. Yo kalkile kouman, chak ane, you peyi rich fè you koutay 5 dola sou tèt chak abitan nan you peyi soudevelope. Sa vle di you peyi tankou Ayiti pèdi 25 milyon dola chak ane.

Chak jou pi grav

Nan kondiksyon sa-a, nan pwen mwayen pou you ti kòb rete nan peyi-a. Apre tout kalte depans ki fi-n fèt, anyen pa rete nan kès leta. Si ou te kapab sere you ti lajan, chak ane ou ta mete sou li, jouskaske li ta vi-n bay you bon mago. Mago sa-a, ou ta fè-l travay pou devlope peyi-a. Men anyen pa rete. Nan pouen mwayen sere. Okontrè, se sou dèt ou ye. Olie nou genyen, se pèdi n-ap pèdi : an 1950-1954, you Ayisyen te konn fè, an mwayèn, 388 goud pa an. An 1965-1969, li fè 345 goud pa an. Sa vle di : bagay ap vi-n pi mal.

Fò-n di tou gen you group moun ki pran peyi-a pou yo sèlman. E group moun sa yo pap chèche fè lajan an travay pou devlope peyi-a. Se wè yo bezouen fè wè : bati chato-kay, achte bèl machi-n. Oson se ranmase lajan voye al sere nan bank aletranje. Men tout lajan sa-a, se sou do mas pèp la yo fè IL Abitan nan peyi d-Ayiti, se bèf charwa. Yo bourike, chwal galonnen.

Ki jan richès nan peyi-a separe ? You ti pòsion moun soti ak pi fò bagay la. Kòm moun sa yo, se sou koutay yo viv, se chen-chasè peyi etranje yo ye, se pa yo menm k-ap janm ede peyi-a leve kanpe.

Tout pwoblèm sa yo, se you grenn bagay ki lakòz yo : sitiyaasyon restavèk Ayiti trouve li ye pa rapò kèk peyi tankou Etazini. Jou sitiyaasyon sa-a va fini, anpil pwoblèm tou va kaba.

Jòj ANGLAD

Figure 6.

Kat espas kreyòl ak bou-jaden, mache, abitan, konmès madan-sara...

[Retour à la table des matières](#)



Parmi les thèmes qui font préoccupation commune au pays et en diaspora, quelques-uns comme les boat-people, le créole, la présence étrangère semblent caractériser la relation profonde et parfois la démarche convergente qui s'est établie entre ces différents lieux d'où l'on parle le devenir du peuple haïtien.

Le phénomène des boat-people est, à n'en pas douter, le plus explosif de la conjoncture haïtienne. Sur un fond de tragédies marines depuis cinq ans, chaque accident, chaque drame, soulève une vague d'indignation. L'événement interpelle et la mauvaise conscience des Amériques cherche à comprendre comment et pourquoi en pleine Caraïbe l'inouï s'est installé.

D'autre part, une montée de plus en plus ample de voix réclame pour le créole, langue du peuple haïtien, un statut de pleine reconnaissance et une utilisation prioritaire dans toutes les communications nationales afin que 95% de cette population ne soit plus, chez elle, étrangère.

Au ras des événements et de leurs sollicitations, quelques extraits des interventions qui trament, au jour le jour, cette chronique d'outre-misère haïtienne.

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 8

CHRONIQUE D'OUTRE-MISÈRE

1. Changer le lieu du discours
2. Études Créoles et développement
3. Le Créole aux Îles Seychelles
4. Légende pour dire une nouvelle carte
5. Pour les morts
6. Pour la géographie
7. Le discours communautaire
8. La présence étrangère en Haïti

1. Changer le lieu du discours *

UN NOUVEAU DISCOURS

[Retour à la table des matières](#)

Un changement de régime, tout en n'étant pas suffisant pour être un projet de société, est un préalable minimum pour espérer un développement en Haïti. L'alternative suppose une double rupture d'avec la "cleptocratie" actuelle et les théories de la croissance des modèles venus d'ailleurs ; ces dernières portées par les bourgeoisies gouvernantes et les petites-bourgeoisies régnautes deviennent l'essentiel des discours sur le développement qui, en fait, ne sont que des discours sur le "développement" de ces factions.

* Sur la relation "Culture et Société en Haïti". Entrevue par Kambayi Bwatshia. CECI, mai 1981, p. 16-17-18.

Il faudrait donc dé-centrer, changer le lieu de parole et élaborer un discours d'émergence et d'épanouissement des paysans, des travailleurs, des djobeurs, un discours qui, tout en écartant les schèmes classiques et dogmatiques imposés par les sous-développeurs internationaux, porte sur le bilan de la pratique des classes opprimées comme point de départ d'un renouveau démocratique et économique.

COMPRENDRE LA DICTATURE

La dictature c'est la manière pour un groupe au pouvoir de se comporter pour être le relais des commandes des tuteurs de tous azimuts. Elle n'existe que dans la mesure où une "Équipe" se fait le porte-bâton excessif et attentif de ces sollicitations internationales de tous acabits. En Haïti, la dictature est un pur produit de la dépendance de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie ; c'est la garantie traditionnelle de son maintien au pouvoir.

Ce qui est inquiétant c'est de voir que dans le discours courant, de l'opposition aussi, le phénomène dictatorial est pensé "à l'interne", sans aucune référence à ses relations avec le projet néo-colonialiste des "grands" pays. Il faut donc poser le problème de la dictature, de droite ou de gauche, en termes nouveaux, ses internalités aussi bien que ses externalités et se répéter qu'elle ne mourra jamais de sa belle mort.

RÉVISION DE LA VIE QUOTIDIENNE

La vie quotidienne haïtienne est très différenciée et très diversifiée selon les groupes et sous-groupes de la société. Cette emprise du quotidien a pour effet de masquer les questions fondamentales d'un écran mythique pour la réalisation de la richesse au profit d'un petit nombre. Ainsi on dira partout, et tous diront, que les paysans déboisent alors qu'ils n'ont jamais déboisé, eux qui ne sont ni responsables, ni bénéficiaires de cette activité ; mieux on a fini par faire croire aux paysans qu'ils déboisaient, eux qui sont les seuls reboiseurs de ce pays. On dira également qu'il n'y a plus de vivres ou de denrées parce que les paysans ne travaillent plus, alors que bien au contraire, il n'y a de manque que parce qu'ils ont trop travaillé pour les autres. Là aussi, et malgré les réticences de partout, il faut une re-lecture de la pratique de la vie quotidienne.

EXPLOITATION ARTIFICIELLE DU VODOU

Le politique exploite, non le vodou lui-même, mais son "paysage" et son & "spectacle" pour impressionner, non le paysan, non le pays profond, mais ces autres catégories sociales qui accordent une importance mystificatrice et politicienne à ces jeux de surface. À ce niveau, jamais le duvaliérisme n'a touché aux structures, mais seulement aux "reflets" et aux "inscriptions" du vodou pour intimider ceux qui pourraient prétendre secouer son pouvoir politique. Ce qu'est le vodou reste encore à découvrir, comme d'ailleurs tout ce qui est le pays profond.

QUESTION DE COULEUR : UN OUTIL DE POUVOIR

C'est une question sérieuse en tant que telle, mais elle n'est pas fondamentale et elle est enracinée différemment dans chaque catégorie sociale. Elle reste un des outils principaux de la dynamique de la classe politique mais elle n'est nullement une obsession des groupes dominés. Sa fonction principale est d'évacuer les interrogations capables de mettre l'idéologie dominante en question, ce que noiristes et mulâtristes craignent par-dessus tout. Tant qu'il n'y aura pas d'éclatement, c'est-à-dire prise de parole des sans voix et geste nouvelle, le couple noirisme-mulâtrisme restera une clé majeure du fonctionnement du pouvoir et de l'opposition. C'est un des mythes fondateurs du politique produit pour ceinturer les privilèges auxquels n'accèdent pas les 90% de la population, ces misérables plutôt "quêteux" d'une survie minable qu'amateurs de ce jeu de société qu'est le spectre des couleurs locales.

UNE INVITATION

Certains doivent saisir le sens de leur métier de clercs. Il faut qu'ils/elles changent le lieu de leurs discours pour se mettre à l'écoute du pays profond et se faire traducteurs des aspirations et des pratiques des masses populaires pour enfin initier l'aventure de la construction "en théorie" de la crise des années 1980-2000, base de sa destruction "en pratique" cette fin de siècle.

Si la rupture est au bout d'une audace organisationnelle, l'alternative est au bout d'une audace conceptuelle ; cela ira ensemble ou n'ira pas du tout.

2. Études créoles et développement en Haïti *

Géographe de formation, intervenant sur le réel haïtien, je ressens le besoin de fournir un guide pour d'audition de mon thème, car je crains que ma partition ne soit prévue que pour l'accompagnement du chant des linguistes et des littéraires puisque c'est la langue créole qui sert de commun dénominateur pour l'identification des espaces étudiés.

Si je n'ai pas trop de mal à remplir de sens l'expression "développement", j'avoue cependant une difficulté dans sa mise en relation avec "études créoles". Qu'il s'agisse restrictivement de langue et de littérature, ou qu'on propose ce terme pour parler de l'organisation des sociétés ayant eu en commun la production de cette langue, la prétention de dominance de la linguistique demeure.

La problématique à construire devra répondre de ce commun dénominateur (?) de langue dans le développement de sociétés, somme toute actuellement assez dissemblables, des zones Américano-caraïbes, de l'Océan Indien et, j'ajoute, de leur diaspora.

Précisons également, ne pouvant éviter toutes les expressions du champ conceptuel de la linguistique, que je prends la liberté de dire, par exemple, langue créole ou parler créole, sans option péjorative et sans prendre parti dans ces débats théoriques qui ne me sont pas familiers.

Le problème : La promotion de la langue créole peut-elle être autre chose qu'une variable dépendante de la promotion du créolophone ?

* Comité International des Études créoles. Seychelles 20-27 mai 1979. Colloque sur "Études créoles et développement".

Les études sur le parler créole jouissent d'une faveur nouvelle, et probablement dans la décennie à venir le créole sera, en Haïti, de plus en plus utilisé, notamment dans les différents niveaux et types d'enseignement. Dans la diaspora d'un million d'Haïtiens, le créole est devenu aussi, de plus en plus, la langue régulière des communications publiques à la radio et dans les journaux, dans les cours et les conférences. C'est indiscutablement deux aspects positifs d'un même mouvement d'authentification.

Cependant une mystification énorme guette ces débats, apprentissages et travaux en langue créole : le contenu des discours est, dans le meilleur des cas, étranger à l'environnement de l'unilingue créolophone, et le plus souvent, franchement dévalorisant et néfaste, charriant des modèles de croissance imposés d'ailleurs et les perspectives traditionnelles et développementistes des classes dominantes. Tout ceci est d'autant plus pernicieux que présenté sous couvert de "défense et illustration" de la langue créole.

Notre question de géographie est : que faire pour contribuer à ce que le dire en créole ne soit pas un nouveau cheval de Troie facilitant la destruction des modalités de production des paysans parcellaires, de commercialisation des vivres des marchandes et de service des djobeurs du rural et de l'urbain ?

Il nous semble important d'insister sur les contenus que l'on véhicule dans cette langue car c'est en créole que se sont toujours exprimés les discours aliénants et démagogiques qui prennent les créolophones pour masse de manoeuvre politique et chair à canon, pour clientèle captive de traductions et d'émissions abusives, pour consommateurs potentiels de productions matérielles et culturelles douteuses.

Une promotion pertinente du créole peut-elle être autre chose qu'une variable dépendante de la promotion du créolophone ? Inquiétude à laquelle prend part la sagesse populaire qui se défend bien des subtilités du rapport entre français et créole : pale franse pa di lespri, pale kreyòl pa di pèp la pral jouenn delivrans.

Le corollaire obligé des études sur le parler créole en Haïti est la reconnaissance des créations de la civilisation des créolophones comme racines du développement. Autrement, se lave men siye atè. La contribution des études de l'espace à la mise en relation du créole au développement passe nécessairement par la

recherche des accumulations locales des savoir-faire et leur articulation en un ensemble qui fonde les bases d'un projet de société renouvelée.

Notre cheminement sera donc de d'abord tenter un essai sur la conjoncture que vivent les créolophones à ce tournant des années 1980 pour arriver à offrir aux études sur le parler créole la matière première à travailler pour qu'il y ait adéquation entre la langue utilisée, l'environnement de l'utilisateur de cette langue et les possibilités de développement de ce dernier.

Une manière de rupture d'avec cette vogue sur le parler créole qui fait trop souvent silence sur l'espace créole.

3. Le créole aux Îles Seychelles *

La question du créole est à l'ordre du jour en Haïti. Comment d'autres pays à population créolophone ont-ils abordé et, dans certains cas, résolu le problème linguistique ? Pour un pays comme Les Seychelles, dans l'Océan Indien, le débat ne se situe plus au niveau du choix de la langue. Le choix est déjà fait. Ce qui est en jeu maintenant c'est la nature du message véhiculé par la langue et ses incidences sur le développement du pays.

Adeline Chancy a interrogé Georges Anglade, qui a participé à un séminaire du Comité International des Études Créoles ayant pour thème : "Études Créoles et Développement", tenu aux Îles Seychelles, du 20 au 27 mai 1979.

* Bulletin du Centre communautaire Maison d'Haïti, vol. 3, no 5, octobre 1979, p. 3. Entrevue par Adeline Chancy.

A.C. Ce séminaire n'est pas la première rencontre organisée par le Comité International des Études Créoles. Quel était le caractère particulier de ce séminaire ? En quoi se distinguait-il des conférences internationales précédentes ?

G.A. C'est la deuxième rencontre du Comité International des Études Créoles. La première s'est tenue à Nice, regroupant presque exclusivement les linguistes, littéraires... gens de la langue. Dans l'Océan Indien, l'ouverture aux sciences du social était manifeste : historiens, sociologues, anthropologues, géographes, économistes étaient conviés à venir éclater le débat du créole trop longtemps confiné à des questions d'orthographe ; j'exagère à peine.

A.C. Le séminaire a eu lieu aux Îles Seychelles. Le choix du lieu revêtait-il une signification particulière ?

G.A. Oui, la "République socialiste" a proclamé le créole langue d'enseignement et langue officielle. Le président A. René, les ministres et les responsables d'une manière générale, disent vivre la quotidienneté politique et gestionnelle du pays en créole. La constitution du parti circule en créole. Les Îles Seychelles étaient donc un lieu favori pour une telle rencontre et je dois dire que la simplicité et la chaleur de l'accueil ont été remarquables.

A.C. Une fois le problème du choix de la langue résolu, à quel type de difficultés ont-ils à faire face ?

G.A. Les difficultés m'ont semblé énormes. Le choix de langue par décret n'a pas transformé l'attitude très réservée des dominants bilingues, anglais-français, vis-à-vis du créole. D'autre part, cette volonté politique n'a pas, du jour au lendemain, convaincu les unilingues créolophones d'abandonner le rêve séculaire d'ac-

céder aux langues de promotion sociale, politique et économique, le français et l'anglais.

A.C. De quel ordre sont les difficultés pratiques, dans l'enseignement par exemple ?

G.A. Le premier problème étant celui du matériel quotidien des apprentissages : livres en créole, manuels en créole, films en créole, contes en créole sur cassette... il faut les créer sur place et faire appel aux outils concrets du même ordre créés dans les autres communautés créolophones. Il y a là un immense champ de collaboration des créolophones qui n'est qu'à ses premiers balbutiements. Le second problème est celui des contenus véhiculés...

A.C. Justement, n'y a-t-il pas un danger de véhiculer des contenus étrangers aux créolophones ?

G.A. C'est là un danger qu'il faut continuellement conjurer en rompant avec les pratiques d'une simple traduction de manuels étrangers. Il faut parfois tout inventer et avoir la volonté politique de rupture que dit manifester le Parti socialiste seychellois dans ses choix de langue d'enseignement. Ce n'est pas facile...

A.C. À votre avis, que signifie la promotion du créole pour le peuple haïtien ? Cette promotion constitue-t-elle un aspect essentiel du développement du pays ?

G.A. La promotion de la langue créole dépend de la promotion du créolophone. Le préalable est donc d'inscrire ce juste projet de langue dans le projet plus vaste et plus complet *d'une alternative de société nouvelle*.

Cependant on ne retrouve pas en Haïti la condition politique nécessaire à ce choix fondamental, ni les moyens dont devrait disposer une organisation nationale pour le mener à bien. *Kalbas pa donneren jiwoumon...*

A.C. Vous êtes géographe, vous avez écrit deux manuels fort appréciés à l'usage des écoliers haïtiens. Quelle peut être la contribution d'un géographe dans le débat langue-développement ?

G.A. Le rôle d'un géographe, de la nouvelle génération de géographes haïtiens que je vois actuellement se former aux études avancées, est de travailler à promouvoir l'environnement et les créations des créolophones ; de travailler donc à ce que le contenu du parler créole soit promotion de l'espace créole.

Il est indispensable que le créole se mette en campagne le plus largement possible à travers tous les moyens de communication et toutes les pratiques d'interventions. Cependant les textes en créole n'ont de chance d'être pertinents que s'ils racontent le chemin de rupture au bout duquel *pèp la va libere*.

4. Légende pour dire la nouvelle carte d'Haïti *

Une nouvelle carte murale d'Haïti vient de paraître ; elle est aussi déroutante dans le domaine de notre géographie que L'espace haïtien ou Mon pays d'Haïti l'avaient été voilà quelques années ; elle est aussi faussement difficile que les manuels pouvaient l'être. Reconnaissons simplement que la nouveauté scientifique a du mal à bouger nos vieilles habitudes, que 50 ans de nomenclatures traditionnelles des routes, montagnes, cours d'eau, villes, bourgs, communes, arrondissements... ont fini par faire croire que par delà ces descriptions il n'y avait plus rien en géographie. Il y a pourtant autre chose, beaucoup d'autres choses. Il y a déjà, chez nous, autre chose en géographie.

* LAMBI, Présentation de la carte murale d'Haïti, mai-juin 79, Montréal, p. 8.

Et voilà, maintenant la carte dont chaque écolier devra longuement s'imprégner au cours de ses années d'initiation à notre espace national ; la carte aussi que les adultes pourront utilement méditer.

Se peyi pa nou, fok se jeografi-li nou pi konnen.

Ouverture : un contenu nôtre dans une langue qui nous est propre...

LÉGENDE POUR DIRE L'ESPACE CENTRALISÉ

La "république de Port-au-Prince" est le phénomène dominant de l'espace actuel. Tous les canaux prennent source à la capitale pour les flux de produits, la circulation des idées, la diffusion des messages, l'accumulation des profits, etc. Nous avons représenté l'ossature du réseau dont les carrefours sont les marchés, bourgs et villes. Les triangles noirs sont les marchés régionaux. Il faut apprendre à accepter que ce sont les noeuds principaux de notre espace, les cités hebdomadaires de la paysannerie productrice. Il faut apprendre à rompre avec le coup d'oeil touristique et le regard importé qui sapent sournoisement toute valorisation de soi. Ce sont les marchés, nos quelque 550 marchés, qui sont les points de soudure de la charpente du pays.

LÉGENDE POUR DIRE L'ORGANISATION DE L'ESPACE

Communes, arrondissements, départements... nous sont continuellement présentés. Or, c'est au niveau de la Section Rurale, des quelque 550 sections rurales de la carte, que se joue notre vie de peuple. Que cherche à contrôler, à gérer, à encadrer ce réseau de sections rurales ? D'une part les formes locales de pouvoir en milieu rural, au sein des regroupements paysans que sont les bourgs-jardins et d'autre part les lieux de convergence et de contacts économiques, culturels, politiques que sont les marchés. Entre les 5% de paysans aisés, les 15% de paysans moyens, les 80% de petits paysans et de paysans sans terre, s'organisent aussi des appareils de contrôle politique, de gestion économique, d'encadrement idéologique qui vont s'exprimer et se réaliser dans les groupes de travail, les relations financières, la tenure des terres, le vodou, la commercialisation, etc. La section rurale est le point de départ obligé de la réflexion et de l'intervention.

LÉGENDE POUR DIRE L'ESPACE SOCIAL DE PORT-AU-PRINCE

Quarante quartiers forment une mosaïque d'oppositions qui s'expliquent à la fois par l'obligation de gérance de l'espace national et par le rôle de relais de l'hégémonie internationale. Densités, prix du sol, loyers, dimensions économiques, sociales, culturelles, etc., varient pour former cinq regroupements principaux allant des statuts les plus bas des quartiers populeux aux statuts les plus élevés des quartiers résidentiels de la bourgeoisie. La carte est base suggestive.

Cette murale dit les fondements sur lesquels se sont construits les trois manuels de géographie. Elle est aussi là synthèse et l'annonce de *l'Atlas d'Haïti* qui offrira 18 cartes en couleurs aux classes terminales pour le travail de notre géographie nationale. *Se peyi pa nou, fok se jeografili nou pi konnen.*

5. Pour les morts *

À l'aube de la nouvelle année 1978, Frank Fouché inaugure cette nouvelle occasion de rencontre où nous nous retrouvons depuis, de plus en plus souvent, en diaspora.

Je ne dirai que ma dernière rencontre avec Frank, au deuxième Festival International des Arts Négro-Africains : un mois à Lagos à partager le même appartement, jour et nuit, en janvier 1977.

Convié à la grande fête des retrouvailles d'une Afrique, immense, et de sa diaspora, Frank leur fit communication de sa recherche d'un nouveau langage théâtral à travers le vodou comme forme de pré-théâtre. Nouvelle archéologie dans laquelle le dramaturge dépassait la conjoncture de la "plus ubuesque tragédie d'une Histoire nationale" pour aller vers les valeurs positives du fond culturel et ancestral et les possibilités d'utiliser esthétiquement les éléments scéniques et scénographiques du vodou. Nouveau langage, théâtre vivant, révolutionnaire même qui s'affirme politiquement sans pour autant se désaffirmer dramatiquement.

* Haïti-Observateur, 20-27 janvier 1978, p. 11.

Mais la vraie fête était hors du cadre formel, dans la nuit africaine, dans le nouveau village bâti pour 10 000 invités en banlieue de Lagos, à Ogun Badagri. Nuits trouées par nos rencontres jusqu'à l'aube, Bouqui sous l'arbre-à-palabre disant le rattachement à l'antille natale, l'itinéraire des créations, les espoirs de lendemains meilleurs ; *diakout* !

Dans ce village que l'on voulait dortoir, le sommeil fut très rare pour que jamais ne meurent des hommes comme Frank Fouché.

Et je ne dirai de ma peine que l'absence, lourde. Chaque premier de l'An, au nom de tous les nôtres, je ne visitais plus que Frank, et je ne l'ai point vu cette année, déjà.

6. Pour la géographie *

Fin 1977, un tournant. Les géographes, et notamment au Québec qui a été d'une certaine manière au centre des 10 ans de crise d'ouverture de la discipline aux exigences théoriques en dépassement des fausses querelles, font un pacte pour s'accepter les uns les autres avec leurs différences. Dans ce mouvement qui se généralise en Europe et dans les Amériques, les "Cahiers de géographie de Québec" deviendront les "Cahiers de géographie du Québec" et un éditorial collectivement accepté par un large comité d'orientation aura à signifier ce nouveau contrat disciplinaire.

Il nous échet d'écrire cette première mouture de l'éditorial qui devait par la suite en conserver l'essentiel, et même un peu du reste.

"Les Cahiers de géographie", en se dotant d'un Comité d'orientation, veulent signifier à toute la communauté des géographes de la Province, professeurs, chercheurs, praticiens, leur vouloir d'être un des lieux de l'expression du pluralisme idéologique et scientifique de la géographie, de communication des différents niveaux d'interventions

* Voir Cahiers de géographie du Québec, Éditorial, vol. 22, no 55, avril 1978.

du pédagogique au façonnement d'espace, de rencontre de la pratique des géographes à travers le monde auquel s'ouvre le Québec.

Rupture donc, décision d'action pour rendre compte de la société en pleine évolution, convocation à tous pour une confrontation permanente et organisée au sein de la Revue par des recherches, des travaux, des discussions.

Lieu d'expression du pluralisme, lieu de tensions, de luttes, de conflits qu'il serait irréaliste de vouloir nier. Nous voulons tendre plutôt à assumer cette diversité en conviant les tenants des trois grandes orientations actuelles de la géographie à contribuer du meilleur de leur option.

Géographes à l'approche descriptive empirique, collectrice de phénomènes, typologique, témoignez de votre grande familiarisation des régions et des questions étudiées par ces bilans équilibrés d'observations qui distingueront toujours les grandes monographies.

Géographes de la démarche formelle, positivistes de la formulation des théories de relations entre les phénomènes d'espace, maîtres des outils de mesure, démontez les mécanismes d'organisation de l'espace et dégagez les modèles.

Géographes de la perspective critique, développant les exigences du matérialisme historique, dites-nous comment une société produit son espace et en quoi nos espaces sont l'enjeu de la lutte des classes.

À tous, il reviendra le privilège de la critique de ces pratiques scientifiques pour frayer le chemin de la géographie des sociétés en devenir.

Lieu de communication des différents niveaux d'interventions, éclatement dans la cité du métier de géographe, prise de participation dans la quotidienneté du professeur chargé à l'élémentaire et au secondaire du discours sur l'espace ; réflexions combien importantes puisque s'y façonnent les hommes et les femmes de la relève ; et nous voudrions voir poser la question préalable et fondamentale de tout en-

seignement de la géographie, celle du courant auquel se rattache la géographie enseignée.

Creuset également des praticiens engagés dans la création d'espace ; lieu du débat des contraintes de l'action d'aménagement pour que se révèlent les non-dits des orientations. Que l'on prenne conscience des lignes de forces qui nous agissent ; pour un moment de réflexion collective sur l'urgence de comprendre les choix à notre portée et les transformations possibles.

Lieu de rencontre des horizons divers, de nos géographes portés à travers le monde dans la quête de la différence, de l'altérité. Le sous-développement, la dépendance, mais aussi (ô combien) l'infinie richesse d'enseignement pour nous des équilibres ancestraux en rupture sous l'action de conquête des marchés, des ressources et l'intégration à un système mondial tendant vers l'unique. La contribution d'un Québec à la recherche de ses frontières est chargée de promesses pour tous ceux qui veulent se prendre en charge, d'un méridien à l'autre, d'un parallèle à l'autre.

Nous acceptons l'obligation de la parole ouverte sur le monde.

Nous ne promettons rien, nous allons tout essayer, ensemble.

Chers collègues du Comité d'orientation, voilà l'ensemble des idées que le travaillerais longuement les six prochains mois pour arriver à un éditorial qui soit collectivement partagé par la communauté.

1er novembre 77.

7. Le discours communautaire *

En diaspora chaque communauté s'organise de plus en plus, Miami, les Bahamas, Chicago, New York, Boston, Montréal. Pour dire le travail de l'équipe de la Communauté Chrétienne des Haïtiens de Montréal, la présentation du livre de Paul Déjean *Les Haïtiens au Québec*.

Paul Déjean qui depuis six ans participe aux combats et au quotidien de la communauté haïtienne de Montréal, nous livre une masse de renseignements, d'observations, de réflexions sur la pratique d'un groupe minoritaire dans ce Québec en devenir. Il nous retrace des causes de l'exode et du drainage de ces hommes à leur vécu en terre nouvelle. Chiffres et données au départ d'un discours serein qui s'enfle à mesure pour dire la face cachée des choses, la difficulté d'être autre, mais recense aussi les signes d'une rencontre possible.

Des espoirs et des déceptions, chaleur humaine et racisme latent, accueil et rejet, le donner et le recevoir, des jeunes en mal d'identification aux vieux en mal d'adaptation ; tout notre monde, eux et nous, lui et moi, vit et grouille dans ces gestes d'apprentissage pour s'accepter différent, épuisante splendeur à portée de nos mains à tous.

Cinq chapitres pour retracer l'immigration haïtienne au Québec, sédimentation de plus de 20 000 personnes passées au tamis des catégories d'admission, langue et scolarité, immigrants et visiteurs, étudiants et travailleurs ; compte rendu minutieux de l'histoire récente des vingt dernières années. Le Québec déborde ses frontières en parlant, ici et là-bas, à un autre peuple lui aussi de six millions d'hommes.

Les Haïtiens au Québec, en deuxième partie, délaisse la globalité des statistiques pour se singulariser plus au ras de nos expériences. Des hommes, des femmes, des enfants sont là, à côté, toujours riches d'apports nouveaux, souvent meurtris d'incompréhension, parfois victimes. Le texte se fait interpellation : chacun peut se retrouver et choisir.

* *Les Haïtiens au Québec*. Page 4 couverture, Les Presses de l'Université du Québec, octobre 1978.

Et puis les jeunes au Québec, l'école, la langue, les contacts, la rigidité des tests et des classements inadéquats, le choc culturel de la relève. Le cri d'alarme est grand pour conjurer les solitudes qui menacent si l'on ne prend pas en considération les "éléments de solution" du chapitre III.

La quatrième et dernière partie retrace "Le drame des 1 500", moment fort en 1974 d'une prise de conscience des déportations et le refus de s'en rendre complice par la mobilisation de l'opinion d'un bout à l'autre du pays. Invitation que nous fait Paul Déjean à réfléchir sur les ferments d'espoir contenus dans ce coude à coude qui fut, en ce temps-là, fraternité.

8. La présence étrangère en Haïti *

Habitué que nous sommes à identifier les facteurs de domination et d'exploitation dont notre propre société est victime, il peut nous être difficile de penser que le Québec puisse jouer à l'égard d'un pays du tiers monde le rôle de "puissant", de dominateur, de riche investisseur, ou simplement d'étranger envahissant. Et pourtant, pas moins de 30 000 Québécois vont, chaque année, séjourner en Haïti...

Pour nous sensibiliser à ce phénomène de la présence étrangère en Haïti, de la présence québécoise en particulier, nous avons fait appel à Georges Anglade, Haïtien, du département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, spécialiste reconnu de l'espace haïtien. L'article qui suit résume un entretien qu'il nous accordait à la mi-avril.

La présence étrangère en Haïti a pris de telles proportions qu'on ne peut plus parler simplement d'ingérence ou d'"enfreinte" à la souveraineté nationale ; maintenant, il s'agit bien, en fait, de substitution de souveraineté, de tutelle. Ce qui en d'autres pays serait le fait de programmes conjoints de développement économique, ou le domaine des organismes nationaux de planification et de développement, est directement assumé, en Haïti, par la présence étrangère.

Cette présence et cette influence de l'étranger se manifestent sous les formes les plus diverses : pressions du capital ou des gouvernements, actions des orga-

* *Relations*, juillet-août 1980, interview par Albert Beaudry, p. 203-204-205.

nismes para-gouvernementaux ou des agences internationales, interventions caritatives ou prosélytisme des diverses missions religieuses. Comment ces nombreux intervenants poursuivant des objectifs non moins divers, pourraient-ils orienter leur action dans une perspective nationale haïtienne ? Comment seraient-ils amenés, par exemple, à reconnaître, à respecter et à promouvoir une civilisation pourtant solidement enracinée, civilisation de paysans, de marchandes, de travailleurs, qui a développé son propre savoir-faire, mais qui ne répond pas nécessairement aux standards d'un développement conçu à l'occidentale ?

Les conséquences sont faciles à prévoir : l'intervention étrangère, même bien intentionnée, dé-structure les organisations communautaires en place au niveau économique (les marchés, les bourgs-jardins ²¹ et au niveau politique (les noyaux de résistance de la paysannerie), en somme tous les construits mis en place au cours des trois derniers siècles par cette civilisation paysanne originale. Le projet développementiste et humaniste, brandi comme une bannière par les nations étrangères, devient dans les faits une entreprise de déstructuration et de mise en tutelle. Ceci, bien entendu, si l'on considère les retombées de l'intervention étrangère à l'échelle nationale.

DES STRUCTURES AU SERVICE DE LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE

Il faut distinguer, en effet, les secours qui peuvent être dispensés à des individus ou à des familles, et les retombées de ces formes d'assistance individuelle et ponctuelle sur l'ensemble d'une société ou d'une économie. Pour quelqu'un qui est menacé de mourir de misère - et il y en a hélas beaucoup en Haïti -, toute forme d'assistance est un bienfait. Il ne s'agit donc pas de condamner absolument le dévouement ou la générosité de ceux qui essaient déjà de faire quelque chose pour une personne en détresse.

Mais, en même temps, il nous faut bien voir que les efforts dispersés d'assistance ne rejoignent qu'un nombre encore très réduit de personnes et de groupes dans le besoin : environ 5 à 10% de ceux qui devraient recevoir des secours. D'au-

²¹ Les bourgs-jardins rendent compte des "agglomérations rurales" produites par les exigences de la vie rurale haïtienne. Ce sont des "cités rurales" dont les "centres commerciaux" sont les marchés hebdomadaires.

tre part, ce travail de replâtrage, ces interventions à la pièce, freinent l'émergence d'une solution nationale, en permettant à la structure actuelle, une structure gravement et irrémédiablement délabrée qui produit une dizaine de milliers de "boat people" par mois, de survivre, de se maintenir et de bloquer toute réforme en profondeur.

Et il n'y a rien là de bien mystérieux, car, au fond, la présence étrangère n'a ni les moyens, ni l'intérêt, ni la volonté de se substituer efficacement à une volonté nationale de reprise en main. Ou encore, pour bien comprendre les deux côtés de la médaille, les structures politiques nationales sont présentement au service de la présence étrangère. Il y a chez nous une très mince couche sociale, une élite politique ou économique, qui tire profit de la présence étrangère (pouvoir politique, prestige social, salaires ou autres avantages économiques). Ces groupes dominants ont évidemment tout intérêt à ce que se perpétue la situation présente.

Pour illustrer le caractère ambigu de la présence étrangère en Haïti au seul plan économique, on peut signaler deux formes "normales" d'utilisation de la main-d'œuvre haïtienne sur place. Celle que pratiquent, d'abord, de nombreuses compagnies qui viennent s'établir en Haïti parce qu'elles doivent faire face, chez elles, à des législations trop sévères en termes de protection de l'environnement ou de sécurité des travailleurs. Comme elle ne rencontrent aucune exigence de cet ordre en Haïti, on comprend que de nombreuses entreprises d'assemblage, entre autres, viennent profiter des bas salaires qui sont la règle générale.

D'autre part, un certain nombre d'organismes para-gouvernementaux financent volontiers des projets d'aménagement de l'infrastructure économique (des routes, par exemple) pour permettre aux capitaux de leur pays d'origine de venir s'implanter à bon compte. En fin de compte, de nombreux "programmes de développement" servent bien plus les intérêts des gouvernements étrangers qui les soutiennent que l'essor de l'économie haïtienne ou le bien-être des travailleurs haïtiens.

LES RELATIONS QUÉBEC-HAÏTI

Dans l'ensemble de la présence étrangère en Haïti, les contacts entre Québécois et Haïtiens ont pris de plus en plus d'importance. Du point de vue de l'histoire, il y a un précédent à ces contacts Nord-Sud : au XVIII^e siècle, au moment de la déportation des Acadiens, plusieurs colons français exilés sont venus s'installer dans le nord-ouest d'Haïti. Mais c'est au cours des dix dernières années que le phénomène de la présence québécoise en Haïti et la multiplication des échanges entre le Québec et Haïti se sont imposés à l'attention.

À l'heure actuelle, on compte environ 30 000 Haïtiens résidant au Québec ; et on peut affirmer qu'un nombre plus élevé encore de Québécois passent par Haïti annuellement. Le fait que nos deux peuples soient les deux points d'appui majeur du créole-français en Amérique et le fait que, même si nos deux sociétés ne sont pas autrement comparables, nos deux peuples se trouvent dans une situation de dominés, favorisent entre nous échanges et compréhensions.

Il est déjà évident que Montréal est devenu le plus grand centre de production et d'édition de texte sur Haïti, un foyer culturel "haïtien" très actif. Parallèlement, Haïti est en train de devenir pour le Québec un territoire festif et touristique privilégié. Ces aspects plus voyants ne doivent pas faire oublier, cependant, deux autres formes de la présence québécoise en Haïti : celles des missionnaires et celle des investisseurs.

LES INVESTISSEURS

Les investisseurs québécois sont surtout visibles dans le monde de l'hôtellerie et dans le réseau touristique, mais on connaît aussi certains intérêts anglo-canadiens qui se servent de prête-noms québécois pour pénétrer plus aisément dans le milieu francophone haïtien. Nous avons actuellement les instruments nécessaires pour chiffrer et identifier les investissements québécois ; mais personne n'a encore entrepris le travail d'enquête et de compilation requis pour en publier les données.

Contrairement à ce que certains auraient tendance à croire, les bénéfices de l'industrie touristique pour le pays d'accueil ne sont pas nécessairement une man-

ne. Dans le cas haïtien, le Québec possède ses propres installations touristiques et peut rapatrier la plus grande partie des profits engendrés par ses investissements. Si l'on veut bien se rappeler, en outre, que les emplois créés correspondent à des fonctions subalternes, on pourra se poser des questions sur les motifs qui amènent les gouvernements de presque tous les États des Caraïbes à ouvrir aussi largement leurs portes à des capitaux qui ne leur rapportent strictement rien.

Enfin, du point de vue idéologique, le touriste est un pollueur. Son statut de vacancier l'amène à adopter un niveau de vie et un comportement social bien démarqués de son quotidien. On lui vend une illusion, un changement de classe, une libération (qui est aussi une libération sexuelle) et une évasion des réalités sociales. Il ne voit rien des problèmes réels de la société qu'il "visite" ; par contre, il entre de plain-pied dans un univers fortement structuré, hiérarchisé, en ne demandant qu'à se faire servir. Il s'ensuit que l'image que projettent en Haïti le Québécois et la Québécoise en vacances est fautive : pour beaucoup de nos compatriotes, l'image du Québec est celle d'un paradis qui n'est que la projection du fait touristique qu'ils ont aperçu sur place.

LES MISSIONNAIRES

À propos de la présence des missionnaires québécois en Haïti, on signalera l'évolution de la mission catholique, le rôle des instituts religieux dans l'éducation, enfin l'énorme problème culturel de l'affrontement au vodou.

Même si les missionnaires québécois sont relativement nombreux en Haïti, il faut dire, d'abord, qu'on ne les distingue pas d'emblée : je ne me suis rendu compte qu'assez tard qu'il y avait des québécois parmi les Blancs qui dirigeaient le collège où j'ai fait une partie de mes études... Mais s'ils sont aussi nombreux, cela s'explique sans doute par le coup dur que la Révolution tranquille a porté aux communautés religieuses : perdant le contrôle de la plupart de leurs œuvres au Québec, elles ont été amenées à chercher un nouveau champ d'action. Haïti représentait, proche du Québec géographiquement et linguistiquement, un territoire où leur action semblait à la fois urgente et bienvenue. Religieux et religieuses se sont donc déversés en Haïti, armés de cette bonne volonté qui n'était plus requise au Québec, et convaincus qu'il suffisait de faire en Haïti ce qu'ils avaient toujours fait au Québec.

Ce n'est que peu à peu qu'un certain nombre de missionnaires sont passés de la prédication à l'intervention communautaire : on prenait ainsi une certaine distance à l'égard des formes plus classiquement prosélytes de la mission pour mettre sur pied des coopératives ou des projets d'alphabétisation. Ce pas correspond sans doute à une urgence qui crève les yeux. Pourtant, si nous nous plaçons à l'échelle du pays, il faut reconnaître que ce sont surtout les dominants et quelques paysans moins pauvres qui tirent profit des projets de coopératives mis en place : les pauvres, qui constituent 80% de la paysannerie haïtienne, n'ont toujours rien à "coopérer". Les mouvements communautaires ont leurs limites, même s'ils représentent une/ recherche de la bonne direction.

Beaucoup plus ambiguë m'apparaît la présence massive des missionnaires dans le monde de l'enseignement. Face à la débâcle du système scolaire national et à la démission des autorités gouvernementales, l'école privée, l'école religieuse en particulier, a pris une énorme importance. En pratique, les élites se préparent dans les grandes écoles religieuses : celles-ci permettent donc à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie de se reproduire. Évidemment, il est très gratifiant pour un enseignant de se mettre au service d'une classe dominante qui sait manifester sa reconnaissance et son appréciation. Mais on peut se demander si l'essor d'un réseau d'enseignement privé est le meilleur service à rendre à un État, surtout dans un contexte de sous-développement où l'institution religieuse risque d'être récupérée par la petite minorité des groupes dominants.

Mais, dès qu'on souhaite se mettre très concrètement au service de la paysannerie, on se heurte à une grandeur culturelle : le vodou. Se pose aussitôt tout le problème de la différence et de l'écoute. À partir du moment où l'étranger arrive porteur d'une idéologie ou d'un corps de doctrine, il ne peut qu'aller à l'encontre de la doctrine locale. Or on peut s'interroger sur la doctrine des missionnaires comme sur les modèles de développement : il ne suffit pas de plaquer superficiellement des modèles pensés ailleurs. Il faut aussi tenir compte des gens, des structures sociales qui les encadrent et des formes de pensée qui sont leur âme. Aussi longtemps que l'action religieuse visera à dé-structurer le vodou, comme beaucoup de projets communautaires aboutissent à casser la structure des bourgs-jardins, elle risque de jouer surtout une fonction de domination et de rater sa rencontre avec la culture haïtienne.

Dans la relation du Développement au Politique, l'ordre des questions avait, jusqu'à présent, fait la part belle à la dite "surdétermination du politique". On s'active beaucoup en se préoccupant d'alliances, d'accords entre groupes, de supputations de crises, d'événements passagers... sans trop se soucier des fondements de l'alternative et de quoi sera concrètement faite cette nouvelle société promise. Ces questions pourtant essentielles et préalables à tout "programme" d'avenir, à tout "contrat" politique n'ont pas semblé retenir l'attention.

Nous plaçons, dans ces organes et assises de la classe politique, pour un renversement de l'ordre des questions : que l'on recense d'abord tous les aspects de la crise et que l'on débâte du choix des solutions ; que l'on travaille à formuler des propositions concrètes et que l'on s'entende ensuite pour réaliser dans tous les domaines de la chose nationale ce sur quoi l'on serait d'accord. Dans la théorie, c'est cheminer de l'incertain au probable et dans la pratique, c'est avancer du possible au souhaitable.

En somme, nous disons rupture d'avec la prise en considération exclusive de "L'espace politique" pour ouvrir à des préoccupations d'une "Politique de l'espace"...

Espace et liberté en Haïti

Chapitre 9

UN ESPACE À INVENTER *

[Retour à la table des matières](#)

Notre collectivité est à un tournant que soulignent la prise de conscience graduelle des urgences, la montée d'un vouloir de plus en plus évident d'y faire face et la certitude, en cours de généralisation, qu'il nous faudra inventer ce devenir en prenant nos distances des modèles maigrement schématiques.

Le préalable : quels espaces sommes-nous en train de façonner et de léguer à ceux qui auront charge à leur tour de recevoir et de transmettre cette terre ? Question fondamentale qui surprend avec des outils imparfaits pour traiter des espaces de la sédimentation de nos cinq siècles d'histoire dans la Caraïbe et de l'érosion contemporaine de nos adaptations successives.

Que retiendra-t-on plus tard de cette conjoncture ? Peut-être les seuls problèmes de fond qui se posent à nous et des solutions ébauchées seulement celles qui se révéleront les plus justes. La conjoncture est d'autant plus exceptionnelle que les problèmes actuels, et leurs possibles solutions, jaillissent du tréfonds de nos structures pour créer ce moment des années 1980.

* "Haïti : un espace à inventer", *Alternatives caraïbes*, décembre 1979, p. 55-61.

Ce sont des années de crises, de famines, de dégradation de ressources d'exodes migratoires, de diaspora, d'inégalités sociales, de chômage.

Ce sont des années d'éveils aux pressantes questions de l'heure par la recherche, dans notre accumulation de savoir-faire, des potentiels locaux à privilégier et à développer.

Ce sont des années de choix entre très peu d'alternatives valables et qui toutes, de plus, nécessiteront ruptures et créativité.

Des années de crises

Par l'occupation américaine de 1915 et l'écrasement de la Guerre des patriotes de 1915-1921, s'établit, sur la base de la centralisation port-au-princienne, un nouvel ordre économique, social et politique. Il tiendra soixante années avant que ne fissurent de toutes parts actuellement les fondements alors mis en place.

Une fois cassée l'autonomie relative des onze régions du 19^e siècle, le nouvel équilibre, polarisé sur la capitale, va tenir par un agencement strict qui impose à l'ensemble des paysans et marchandes la production et la commercialisation des denrées d'exportation et des vivres de consommation locale. La traite massive de main-d'oeuvre rurale dans les plantations de la Caraïbe, exigée par l'industrialisation nord-américaine, servira d'exutoire aux problèmes locaux. Entre temps, les propriétaires fonciers prélevaient leurs rentes, les commerçants de l'export-import leurs profits, l'État ses taxes et les bailleurs de fonds l'usure, etc. La vie économique s'est déroulée sans que l'on ne s'inquiète trop ni du pourquoi ni du comment et surtout pas de l'exploitation extrême des paysans sur qui repose toute l'organisation.

L'équilibre, que des risques d'instabilité menaçaient depuis longtemps, se rompt brutalement au point d'exiger une mutation profonde et de déchirantes révisions dont chacune commence à soupçonner l'échéance inévitable par la conjonction de six crises majeures touchant à l'évolution, l'articulation, la dégradation, l'organisation, la métropolisation et la régionalisation de nos espaces. Il s'est installé un cycle de tensions qui, tour à tour, donne priorité aux perturbations dues à

l'utilisation des ressources, à l'exode migratoire, aux inégalités sociales, aux revendications des libertés citoyennes.

- Le danger de chacune des saisons sèches de cette décennie est la famine, localisée ou même généralisée. Pour beaucoup, manquer de nourriture est une crainte quotidienne, réelle. La cause profonde de ce péril est que la structure agraire a été poussée à sa capacité limite par les modalités de répartition de la terre et des produits. Près de 1 million de paysans sans terre, une production vivrière de 50% des besoins, le même espace cultivé depuis des dizaines d'années, la migration rendue périlleuse, une capitale en croissance à nourrir, des prélèvements de plus en plus lourds sur les vivres et les denrées... Les possibilités de résistance aux calamités, sécheresses, cyclones, méventes, épidémies, etc., sont progressivement devenues nulles dans la paysannerie. Des difficultés autrefois facilement résolues deviennent insurmontables et manger chaque jour s'apparente à un privilège de plus en plus rare. Plus de 30% de la population en est vraiment là.

- L'exode migratoire s'amplifie sous différentes formes : de la campagne aux bidonvilles de la capitale, des provinces aux émigrations agricoles de la Caraïbe, des villes et des campagnes aux centres urbains de l'Amérique du Nord.

Port-au-Prince atteindra le million d'habitants au début de la décennie et cette population doublera bien avant l'an 2000. L'aggravation des problèmes de travail, de nourriture, de circulation, d'agitation... dans ce moyen terme est considérable.

Les émigrations agricoles du 20^e siècle sont une longue suite de drames depuis ces soixante années de traite de la main-d'oeuvre haïtienne à Cuba, en République Dominicaine, aux Bahamas, en Floride, dans les Petites Antilles et pourtant des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et même d'enfants sont encore prêts à s'y risquer, faute d'alternative au pays.

- Une diaspora est née. Le million d'originaires Haïtiens réparti en plusieurs noyaux dans d'autres pays des Amériques produit la masse critique nécessaire à ce phénomène nouveau. Trois générations aux problèmes différents s'y côtoient. Des liens multiples et variés les relient et les relieront au pays. Confrontés à cette pré-

sence ailleurs, irréversible, nous faisons un difficile apprentissage, de part et d'autre, des manières les plus appropriées à la compréhension des problèmes et des apports réciproques.

- Le déséquilibre social est extrême : des fractions dominantes aisées et ténues, des masses dominées pauvres et pléthoriques. Le cycle des crises pèse plus lourdement sur les démunis : paysan sans terre et petit paysan, paysan moyen, djobeur du monde rural vivant au jour le jour, marchande de vivres, ouvrier occasionnel, djobeur des villes aux emplois passagers, fonctionnaire des services publics et privés aux salaires misérables, gens de service réduits à l'insécurité permanente... somme des travailleurs aux activités incertaines ; chômage déguisé d'une force de travail exposée à un taux d'emploi de moins de 50% de la population active.

L'appropriation, l'utilisation et la répartition de nos ressources végétales et animales, minérales et énergétiques ont conduit à ces impasses dont la prise de conscience amène à rechercher, loin des solutions miracles importées de tous les dogmatismes, les possibilités d'une voie originale à extraire du savoir-faire de nos siècles de mise en valeur de la terre d'Haïti.

Des années d'éveils

Jamais auparavant nous n'avons disposé d'une telle quantité de données empiriques et d'études théoriques sur les caractéristiques du pays. Les travaux effectués dans divers domaines nous permettent actuellement de savoir dans quel sens orienter nos efforts scientifiques pour un éveil aux racines et aux potentiels de notre société.

- En agriculture on commence à reconnaître toute la puissance du compagnonnage comme mode de culture des petites parcelles. Les paysans ont lentement trouvé la réponse la meilleure aux incertitudes de la vie rurale par l'utilisation simultanée des trois dimensions du jardin. Certes, des améliorations sont possibles et souhaitables dans cette pratique inventée pour survivre dans la misère ;

mais, toutes les velléités de transformation passeront nécessairement par une prise en charge de la parcelle et du compagnonnage comme base de départ.

- La commercialisation des vivres par Madan sara nous a fait découvrir un système complexe et structuré d'acheminement de la nourriture des producteurs aux consommateurs. S'il y a place pour des interventions visant une plus grande efficacité, on ne peut cependant se permettre d'ignorer que ce sont là les fondements perfectibles d'un modèle exceptionnel.

- On a répété "l'habitat rural haïtien est dispersé" en charriant l'imagerie de quatre millions d'Haïtiens éparpillés, solitaires, autarciques, sans organisation propre, vivant un amas de croyances disparates... L'impuissance des notions classiques de la géographie, habitat groupé/habitat dispersé, à rendre compte des phénomènes nouveaux a conduit les programmes d'aménagement, d'échecs en échecs, à toujours s'orienter vers les problèmes de création d'agglomérations. Or, les agglomérations sont déjà là, structure originale produite par les exigences de la vie rurale. Dans les plaines, les vallées, les plateaux, les montagnes, les bourgs-jardins forment une hiérarchie de cités rurales de paysans désignés au même lieu-dit, articulés au même marché, liés par des pratiques culturelles et économiques intenses et dont les jardins sont proches, les cases voisines, les problèmes communs, les enfants réunis par l'amitié, etc. La notion de bourg-jardin, lecture nouvelle de l'habitat rural, est en train de transformer lentement les perspectives d'interventions communautaires.

- Les marchés sont les carrefours de convergence et les centres d'affaire hebdomadaires des bourgs-jardins. Plus que des jours d'achat et de vente, ce sont des moments codifiés d'échanges multiples dans le rythme rural ; plus que des lieux, ce sont les points de soudure de la charpente paysanne du pays ; plus que des espaces localisés, ce sont des événements pour toute l'aire desservie. L'intérêt porté actuellement aux dimensions économiques, sociales, culturelles des marchés, amène à dégager leur rôle prééminent dans l'organisation du territoire concurrentement aux villes et bourgs qui ont été longtemps perçus comme les uniques nœuds de l'espace haïtien.

- Les Sections rurales sont traditionnellement traitées de plus petites subdivisions administratives du pays, fin de hiérarchie des départements, arrondissements, communes. Les sections rurales sont pourtant la haute structure administrative, politique, exécutive, judiciaire, militaire de tout le monde rural des localités (bourg-jardin, habitation, lakou), des carrefours (marchés régionaux, marchés locaux, tonnelles) et des liaisons des localités aux carrefours (pour les flux de denrées et vivres, la diffusion des informations, la ponction des valeurs produites sous forme de rentes, profits, taxes, usure). La section rurale est une structure centrale, fléau de balance portant de part et d'autre l'urbain des dominants bilingues et le rural des dominés unilingues.

- Dans le transport à Port-au-Prince, il est un exemple lui aussi remarquable d'éveil aux créations locales : la découverte du système des tap-tap. Environ 70 millions de passages par année sont assurés par moins de 1 000 véhicules à un coût quatre fois inférieur au coût moyen dans des situations comparables ailleurs. Cette 'réalisation, dont on commence à scruter les mécanismes, s'explique par une structure lentement mise en place à mesure qu'augmentait la population : "pour chacun des tap-tap, un propriétaire fait fonction de chauffeur et voit à l'entretien courant." Les embarras de la circulation sont évidemment grands, cependant, il est possible de solutionner le problème en donnant priorité à ces transporteurs publics sur les voitures individuelles des nantis. Plus grave, s'il se crée des compagnies dévoreuses de profits, si l'on impose des autobus plus grands aux arrêts espacés obligatoires, si l'on tolère la création de situations de monopole de véhicules... les prix quadrupleront, la clientèle actuelle des Tap-tap n'y accédera plus, la pagaille s'installera et, une fois de plus, on aura raté la chance de nous tenir sur nos racines.

- Les trottoirs du bord-de-mer sont occupés par le petit commerce de vivres, de biens de consommation courante, d'artisanat et de services. Ceci est la structure commerciale parallèle mise en place par et pour une population elle aussi parallèle à celle qui accède aux magasins de luxe et de biens durables. C'est une réponse originale qui mérite évidemment attention. L'on commence enfin à comprendre la

puissance créatrice de ceux qui, pour survivre quotidiennement, doivent inventer d'autres moyens d'acheter et de vendre biens et services.

Ces sept exemples tirés de la production sociale de l'espace, pourraient longuement se compléter de l'éveil aux dimensions culturelles de notre patrimoine. Le créole est en passe de valorisation, le vodou est abordé avec sérieux, l'environnement local s'introduit dans les programmes scolaires, les rythmes du tambour font l'objet d'enquêtes minutieuses, etc. Le temps semble aux éveils qui ne soient plus schématisations outrancières du réel ou divagations politiciennes. En moins de 10 ans, un millier de publications et des centaines de pratiques au pays et dans la diaspora balisent la découverte de ce qu'il faut bien appeler la civilisation paysanne haïtienne.

Des années de choix

Depuis une trentaine d'années, l'après-guerre, Haïti est devenue une terre d'expérimentation de projets. Ces interventions bruyamment inaugurées camouflent mal et l'ignorance de la complexité et de la richesse de cette civilisation et les intérêts réels de la politique d'hégémonie et des participants. Une collaboration internationale efficace est possible et parfois souhaitable, mais elle exige avant tout une cohérence et une harmonisation qui naîtront d'une connaissance de nous-mêmes, pour nous-mêmes.

Nous n'éluderons pas non plus la question préalable de toutes recherches et de toutes interventions : c'est le choix politique qui sous-tend les démarches. Une orientation nationale qui permette l'approfondissement du savoir-faire et la sauvegarde du patrimoine, et une perspective démocratique qui supposent la prospection et la formulation des points de vue, habituellement ignorés, des masses paysannes, marchandes, djobeuses, sont ce choix actuellement essentiel pour une recherche en sciences de la Terre, de la Nature et du Social haïtien.

De crises en éveils, la conjoncture imposera des choix sur les problèmes actuels de l'évolution nous ayant conduit à la centralisation, sur les problèmes d'articulation de l'espace, sur les problèmes d'organisation des pouvoirs dans l'espace, sur les problèmes de dégradation de l'espace, sur les problèmes de métropolisation

de l'espace, sur les problèmes de périphérisation des aires régionales. Et, par delà ces six grands thèmes généraux dont s'occupe la géographie nationale, il faudra aussi choisir de renverser les lieux-communs repoussant sur les victimes la responsabilité de leurs malheurs : les paysans ne sont pas responsables du déboisement, de l'érosion, des famines ; les chômeurs ne sont pas des paresseux ; la fuite hors du pays par tous les moyens n'est pas le fait d'un irresponsable ; la pauvreté n'est pas une carrière choisie... De crises en éveils, l'on se rendra enfin compte qu'à côté gît, à bout de ressources, plus de 80% d'une population, unilingue créolophone, et que dans ces années de fin de siècle, nous n'avons d'autre choix que d'envisager des changements majeurs.

VERS L'ALTERNATIVE *

Jeudi 17 juillet 1980

En fin de quatre heures d'exposés et de débats, le texte de ma conclusion, "Vers l'alternative", pour la quarantaine de nos spécialistes et praticiens venus du pays et de tous les centres de notre diaspora.

Nous nous sommes posé la question de la conjoncture des années 1980, années de crises, années d'éveils, années de choix et nous avons ensuite recherché les éléments de réponse tout au long d'une lecture nouvelle de l'espace haïtien. Il nous faut maintenant dégager la prospective de nos analyses pour faire face au problème fondamental du moment actuel : une alternative à l'échec des théories et interventions de développement.

Notre thèse est qu'il ne sera de développement que si l'on commence par prendre en considération les noyaux qui ont été investis par les masses haïtiennes : bourgs-jardins, compagnonnages, tronçons de commercialisation, marchés-carrefours, habitats de bidonvilles, éventaires de trottoirs, commerce de vivres... en somme, les dizaines de construits de résistance que nous avons essayé de révéler. Dans la dynamique des noyaux, ce n'est plus l'individu qui prime, ni la somme des individus, mais l'entité globale qui remplit efficacement ses multiples fonc-

* "Haïti et ses problèmes". Conférence technique de l'Université des Travailleurs de l'Amérique Latine, UTAL, 14-19 juillet 1980, Caracas, Venezuela.

tions de production, de consommation, d'échange. Son efficacité vient non seulement de son organisation sociale et spatiale mais aussi de sa capacité d'évoluer, de s'adapter, de se transformer.

Nous devons dresser un constat de carence des théories du développement dès que nous recherchons le statut théorique des noyaux de résistance comme ceux produits (et vécus) par les masses haïtiennes. Tout simplement, ces entités n'ont aucun titre d'existence dans les théories. On peut tout au plus trouver des auteurs y faisant allusion dans leurs travaux de recension des formes collectives d'entraide rurale ou urbaine, mais jamais il ne parvient à une prise en charge des noyaux de résistance dans la construction théorique de la réalisation d'une société dans son espace.

Cette lacune n'est évidemment pas innocente. Elle renvoie dans le champ du sous-développement, à la manière dont sont produites de "l'extérieur" les théories. À ce point de vue, leurs critiques ont été faites sans que n'émergent des propositions de remplacement. En nous mettant à l'écoute, de "l'intérieur", des masses paysannes, marchandes et djobeuses, elles nous ont guidé à la découverte de leurs propres unités, de leurs propres articulations, qui sont passablement différentes des catégories classiques.

Dans le meilleur des cas, les analyses de géographie du sous-développement se donnent pour objet la construction d'un classement des pays sous-développés (la carte mondiale) ou le repérage des formes de pénétration du capitalisme créateur de la situation de sous-développement (centre-périphérie). Ce qui revient à faire une géopolitique des stratégies de l'impérialisme, Ces analyses n'ont jamais proposé une lecture spécifique des formes et des structures propres aux paysans, marchandes et djobeurs.

Notre démarche diffère en ce que nous avons cherché, "de l'intérieur", la pratique des masses qui sont en situation de domination. Nous avons construit l'espace en tant qu'objet façonné par les conditions concrètes de réalisation interne d'une société, elle-même influencée par des relations de dépendance. C'est donc dire que la spatialité historiquement produite en Haïti est notre objet de géographie du sous-développement ; articulation à partir du vécu du dominé, une quête spatiale des résistances.

Cette distanciation délibérée des courants des analyses dominantes nous obligeait à recourir aux racines des théories du développement, quelle que soit d'ailleurs leur discipline de parrainage : économie, sociologie, histoire ou politique. Elles partent toutes d'une théorie de la valeur à connotation classique ou marxienne.²² Dans le premier cas on considère l'individu pour mesurer sa production ou sa consommation et de là, par sommation, atteindre la production nationale, la consommation nationale ; on théorise ensuite sur les flux de répartition entre groupes. Dans le second cas, on agrège en classes sociales et l'on travaille sur les transferts entre classes pour analyser la dynamique sociale et les conflits. Les différents modèles issus de ces deux courants, globalement exposés, ignorent finalement les noyaux de résistance construits dans la critique du sous-développement haïtien que nous venons de suivre.

En effet, nous avons touché à l'existence de phénomènes d'un type nouveau, non réductibles à une somme d'individus, et non identifiables mécaniquement à une classe sociale, les noyaux de résistance que nomment les maîtres-mots des groupes de travail, dans la production, la commercialisation, la distribution, la consommation, le logement, etc. Pour ces derniers, il n'existe pas de théorie générale, de méthode d'analyse spécifique, de technique de mesure adéquate, alors que le paysan, la marchande, le djobeur, quelle que soit la place qu'il occupe dans le groupe, se donne ces cadres collectifs et évolue dans ces cadres collectifs de résistance à l'oppression des prélèvements. Ce que l'on perçoit "de l'intérieur" des masses est donc autre de ce qui est postulé "de l'extérieur" par les académismes d'ou-tre-sous-développement.

Que les créations d'un peuple en résistance soient différentes des schémas des écoles de pensée et des organisations politiques, qui s'en plaindra, en dehors de ceux qui, dans les gouvernements et les oppositions, sont les bureaucrates d'un répertoire de slogans incantatoires, les clercs d'un nationalisme de divagations politicistes, les gérants d'un développementisme de prélèvements ?

Que les noyaux des masses deviennent un nouvel objet de connaissance, un nouvel outil de travail, tant mieux, puisqu'il y a là un point de ralliement possible

²² Je dois ici signaler tout ce que doivent ces considérations aux discussions que j'ai depuis déjà longtemps avec l'économiste haïtien Philippe Rouzier. Certaines de nos hypothèses s'emboîtent quoique nos disciplines empruntent des chemins différents pour tendre vers le même but.

pour tous ceux qui posent les pratiques des paysans, des marchandes, des djobeurs, comme principe premier de l'alternative. Le couloir pour converger vers ce point de ralliement est bordé sur sa droite par les opportunistes des jeux de coulisses et sur sa gauche par les pesants dogmatismes d'importation.

Ce qui nous fait finalement défaut c'est une théorie générale de la géographie du sous-développement ou du développement qui prendrait pour objet, dans ce cas précis haïtien, le travail des noyaux de résistance des masses dans la construction de l'espace innervé par les réseaux de prélèvements.

Une alternative de développement requiert, certes, une théorie et une perspective, mais c'est véritablement dans la pratique des pouvoirs qu'elle se construit concrètement, jour après jour, d'écueils en écueils. Si j'ai essayé de dire où et comment chercher les fondements d'une rupture, je crois indispensable l'étape suivante, le travail d'inscription de la théorie dans l'action de changement.

Je dois à l'importance que j'accorde aux rapports entre théories et interventions dans cette conjoncture, de dire les limites de mon travail dans l'écart entre le projet préalable, le chemin parcouru et les nouveaux objectifs à atteindre. Soulignons immédiatement que nous avons une triple inquiétude. Primo, une alternative de développement est à fonder principalement, mais non exclusivement, sur les noyaux de résistance des masses ; d'où des choix continuels de ce qui est jugé utilisable. Secondo, il existe à l'intérieur même des noyaux toute une série de rapports de domination à questionner, car dans ce monde tellement défavorisé les affrontements sont d'une grande violence ; il nous fallait éviter de laisser croire dans une quelconque pureté originelle des classes paysannes, marchandes, djobeuses tout en leur créditant les adaptations de base de la société. Tertio, les noyaux de résistance étant des structures de gestion de la pauvreté des masses, il existe certainement des seuils et des limites à leur pleine institutionnalisation, seule la pratique nous enseignera jusqu'où ne pas aller trop loin.

Nous avons répertorié et nous devons continuer à répertorier ces noyaux de résistance dans toutes les catégories spécifiques d'activités de production de biens et services, de circulation des marchandises et des idées, de distribution du revenu national et de l'encadrement social. Ce qui revient à comprendre de l'intérieur l'exploitation agricole, le marché, le commerce des marchandes, le logement, le

transport par sentiers, les quartiers des villes, les bourgs-jardins, les sections rurales, les organisations de travail, etc.

Nous avons intégré et nous devons continuer à intégrer ces noyaux de résistance dans une construction théorique de l'ensemble sociétal en définissant les principes d'une mesure de leur comportement propre et réciproque. Ce qui revient à se distancer un peu des outils actuels des sciences du social pour bâtir d'autres champs théoriques, d'autres méthodes d'analyse, d'autres instrumentations de relevé des données. Par exemple, les agrégats classiques tels que le produit national brut par tête n'auraient de sens que ramenés aux noyaux des bourgs-jardins ou des associations de travail ; la comptabilité des noyaux est le nouveau défi de l'économie, comme l'analyse de ses rapports internes, celui de la sociologie.

Nous avons procédé à la simulation et nous devons continuer à procéder à la simulation de l'ensemble des noyaux pour y découvrir les fondements d'un modèle de l'organisation d'une prise en charge d'une société par elle-même. Ce qui revient à postuler que la reconquête de la souveraineté nationale est dans notre capacité à savoir, par nos propres ressources, nous nourrir nous-mêmes, nous loger nous-mêmes, nous soigner nous-mêmes, nous vêtir nous-mêmes, nous éduquer nous-mêmes... tout en faisant face à la croissance de la population et la croissance des besoins collectifs et individuels. Cette autonomie nouvelle, possible actuellement, ouverte sur le monde (mais en comptant toujours sur nos propres ressources humaines et matérielles) nous essayons de la définir en partie et à partir d'une réflexion sur nos noyaux de résistance.

Nous avons organisé et nous devons continuer à organiser l'histoire de notre pensée économique et sociale autour du rôle des noyaux dans le façonnement sociétal et l'aménagement de l'espace. Avec cette nouvelle grille, nous interrogeons les sciences haïtiennes de la terre, de la nature et du social pour y puiser l'enseignement nécessaire à la formulation d'une alternative. Ce qui revient concrètement à demander, par exemple, à l'histoire économique et sociale de nos trois derniers siècles, le rôle exact des noyaux de résistance (économique, politique, culturelle, écologique) dans la dynamique d'évolution des formes et des structures spatiales.

Nous avons engagé et nous devons continuer à engager, dans ces nouvelles directions, le débat du développement, dans tous les lieux où il doit se dérouler,

avec des moyens adéquats de communication ; un seul exemple : nous devons entrer dans l'École une revalorisation de la civilisation paysanne haïtienne, dans un enseignement nettement plus axé sur une connaissance de notre environnement spatial et social.

Bien que la distance entre les intentions et les résultats donne la mesure du long chemin à parcourir, il est encore possible d'entreprendre la construction du développement de l'espace haïtien ; notre pari.

Il est certain que la conjoncture des deux prochaines décennies est difficile. Les voies clinquantes d'un développement généré par l'afflux de capitaux étrangers, de l'aide, de l'assistance, des investissements privés, se révéleront des mirages pour le plus grand nombre des nécessiteux et une tutelle financière, économique, idéologique, politique et policière au niveau national. Si les moyens d'une politique de développement sont évidemment nécessaires, c'est beaucoup moins un problème de capitaux et de techniques qu'un problème de définition, dans toute sa complexité, d'une perspective originale de ruptures et de créativité puissamment articulée aux fondements mêmes de cette civilisation, par une suite d'objectifs étayés par les accumulations locales des possibles.

En aurons-nous la force et les audaces ?

Espace et liberté en Haïti

Prospective

ESPACE ET LIBERTÉ

[Retour à la table des matières](#)

À revoir les jalons du chemin suivi, à relire les thèmes abordés, il me semble, qu'en deux mots, nous nous débattons pour qu'espace et liberté puissent un jour aller ensemble en Haïti. On en est encore suffisamment loin pour que coiffer un itinéraire de ce titre, dise l'urgence de fixer ce point d'horizon vers lequel faire converger les raccourcis que nous devons frayer.

Kalkil pa-m, si nou tout met men, nap rive bay kichòy. Fò nou di tou, ke si nou te mal pou nou met tèt ansanm, lakoz te plis mank lide ke mank kouray. Trase dekoupe se lan tèt sa fèt, jarèt ak ponyèt vi-n indispensable apre. San kalkile, san mezire, kouri fonce pa janm mennen lwen.

Fin du texte